

**Africafrance
(Documents)
(French Edition)**

Antoine Glaser

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Antoine GLASER

AFRICAFRANCE

Quand les dirigeants africains
deviennent les maîtres du jeu



fayard

Antoine Glaser

AfricaFrance

Quand les dirigeants africains
deviennent les maîtres du jeu

Fayard

© Librairie Arthème Fayard, 2014.

Carte p. 10 : © Philippe Paraire

Couverture : © un chat au plafond

ISBN : 978-2-213-67689-0

DU MÊME AUTEUR

Ces messieurs Afrique, t. I : *Le Paris-Village du continent noir*, avec Stephen Smith, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

L'Afrique sans Africains. Le rêve blanc du continent noir, avec Stephen Smith, Paris, Stock, 1994.

Ces messieurs Afrique, t. II : *Des réseaux aux lobbies*, avec Stephen Smith, Paris, Calmann-Lévy, 1997.

Comment la France a perdu l'Afrique, avec Stephen Smith, Paris, Calmann-Lévy, 2005 ; rééd. Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006.

Sarko en Afrique, avec Stephen Smith, Paris, Plon, 2008.

*À la mémoire de Ghislaine Dupont
et Claude Verlon*

« Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être
l'organisateur. »

*Jean Cocteau,
Les Mariés de la tour Eiffel*

Table des matières

Couverture

Page de titre

Page de Copyright

Du même auteur

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER. Foccart l'Africain

Ambassadeurs ou conseillers des chefs d'État ?

Félix Houphouët-Boigny, l'acteur masqué de la sécession biafraise

Du cash tout frais

« Cadeautage » à tous les étages

Qui a peur d'Omar Bongo ?

Des « frères d'armes » intouchables

CHAPITRE 2. Côte d'Ivoire : au cœur du village gaulois

Martin Bouygues, le joker

La traversée du désert

Nicolas Sarkozy, l'as de cœur

Une entrée stratégique chez Hollande

Allié incontournable dans la crise malienne

CHAPITRE 3. Congo : au pays de l'or noir

À la recherche d'un leadership régional

Le réveil de Savorgnan de Brazza

Un influent réseau parisien

Jean-Yves Ollivier, l'ami indéfectible

Les réseaux de l'or noir

CHAPITRE 4. Niger : au pays de l'uranium

Naissance d'un monopole

Le cheval de Troie des Chinois

Il faut sauver le soldat Areva

Le « camarade » Issoufou ne relâche pas la pression

CHAPITRE 5. Tchad : au pays des guerriers zaghawas

Un ambassadeur « au parfum »

Hollande et Déby, le jour et la nuit ?

Foudre de guerre

CHAPITRE 6. Cameroun : au pays du français

Israël pour la sécurité et la Kabbale

Le président « omni-absent »

Des ambassadeurs de France « sélectionnés »

Business as usual

Adoubé par Hollande grâce à la libération des otages

CHAPITRE 7. Burkina Faso : au pays des hommes intègres

Le fantôme de Charles Taylor

L'acteur masqué de la crise ivoirienne

Un francophone pas si francophile

Bolloré moins regardant que Hollande

CHAPITRE 8. Sénégal : au pays du verbe

Hollande : « Qui est ce Bigot que réclame Sall comme ambassadeur ? »

Wade prêt à tout pour être en cour à Paris

Wade père et fils : intouchables

Rufin n'est plus dans les petits papiers de Wade

CHAPITRE 9. Guinée : au pays de la bauxite

Kouchner : un ami de cinquante ans

Un passé d'exilé politique militant

L'« ami Vincent »

L'Élysée pour la photo, Soros et Blair pour les affaires

CHAPITRE 10. Gabon : au pays de la Françafrique

En rivalité avec sa sœur Pascaline

Un homme de réseaux

Le rêve américain d'Ali Bongo

Paris : loin des yeux, loin du cœur

CONCLUSION

L'Élysée marabouté

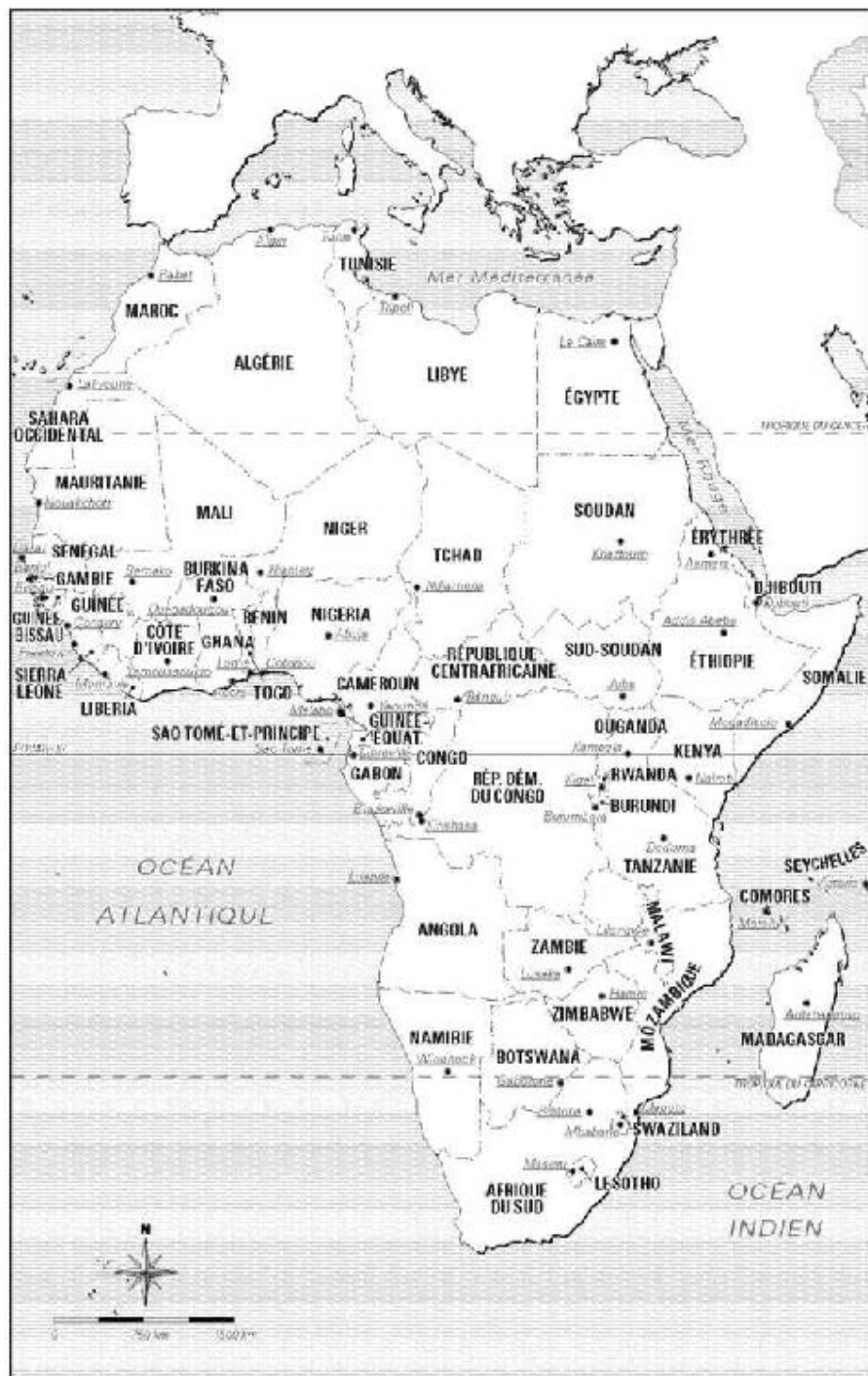
Un « prix politique » pour les bases militaires

Good morning China

Bientôt plus de Nigériens que d'Américains

REMERCIEMENTS

Index



AVANT-PROPOS

Et si l'Afrique avait marabouté la France ? Pendant plus de quarante ans, j'ai analysé, décrypté et commenté la politique africaine de l'Hexagone. Moi qui m'intéressais surtout à l'Afrique, je suis devenu, à mon corps défendant, un spécialiste de la « Françafrique ». Un terme forgé par le premier président de la Côte d'Ivoire, feu Félix Houphouët-Boigny, pour magnifier les relations de l'ex-métropole avec ses anciennes colonies. En osmose quasi quotidienne avec Jacques Foccart – le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle –, l'ancien président ivoirien croyait sincèrement à une communauté de destin entre la France et l'Afrique.

C'était la période de la guerre froide. La doctrine qui prévalait était celle définie par Foccart : « Ce qui est bon pour la France est bon pour l'Afrique. » Les réseaux de la Résistance s'étaient servis de leurs bases en Afrique pour libérer la France. Ils constituèrent le cœur du futur dispositif gaulliste sur le continent. Dans ces anciennes colonies, les dirigeants africains étaient cooptés par l'ex-métropole. Les ministres et les députés d'avant les indépendances (Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor) et les adjudants-chefs de l'armée française (Jean-Bedel Bokassa et Gnassingbé Eyadema) étaient les bienvenus. Encore fallait-il qu'ils soient francophiles ! Le contrôle – politique, diplomatique, militaire et financier – par la France de son pré carré d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale était un système intégré, étanche. Pas un criquet ne stridulait sur le continent sans que Paris en soit informé. Des clauses secrètes garantissaient aux chefs d'État adoubés la sécurité et le maintien au pouvoir. Une assurance tous risques et la certitude de l'impunité. En contrepartie, ces dirigeants mettaient leurs matières premières à la disposition de la France et votaient comme un seul homme en faveur des choix de Paris aux Nations unies.

Voilà pour l'histoire communément admise. Pourtant, un tel rapport de soumission de l'Afrique à la France postcoloniale est loin de correspondre à la réalité. C'est un leurre qui arrange autant Paris que les capitales africaines. Bien sûr, à l'exception notable du Cameroun, ces pays n'ont pas connu d'importants mouvements de libération comme en Afrique anglophone ou lusophone. Bien sûr, la France agissait comme chez elle sur ce quart de continent. Cependant, si l'on

soulève le rideau des secrets d'État, on constate très vite que le rapport du « faible » au « fort » n'est pas celui qu'on croit. Même du temps du général de Gaulle !

Loin d'être des pantins et des béni-oui-oui, les présidents africains ont su manœuvrer et instrumentaliser leurs « maîtres » à Paris. Ils se sont offert des réseaux d'influence qui ont fini par constituer un discret mais puissant lobby africain. La plupart d'entre eux se sont maintenus au pouvoir pendant des décennies malgré les tours de manège et les changements à l'Élysée. Jacques Foccart, leur « homme » – pour ne pas dire agent ou honorable correspondant –, est resté indéboulonnable jusqu'à sa mort en mars 1997.

Aucun président français n'a échappé aux amicales pressions des pouvoirs africains pour maintenir Foccart au cœur du système – à l'Élysée avec le général de Gaulle et Georges Pompidou, à Matignon, puis à nouveau à l'Élysée avec Jacques Chirac. Sous Valéry Giscard d'Estaing, c'étaient ses anciens collaborateurs, René Journiac et Martin Kirsch, qui étaient à la manœuvre. Sous François Mitterrand, avant même la période de cohabitation, la cellule africaine de l'Élysée communiquait en bonne intelligence avec Jacques Foccart. Les déclarations de Mitterrand sur « la démocratie pour tous » lors de la conférence de La Baule, en juin 1990, n'ont pas davantage ébranlé les grilles des palais africains. Même Nicolas Sarkozy, peu enclin à jongler avec les masques, recevait régulièrement Robert Bourgi, ancien messager de Jacques Foccart dans les capitales africaines et surtout meilleur interprète des humeurs du président gabonais Omar Bongo.

Patriote au-dessus de tout soupçon, Jacques Foccart défendait tous les soirs ses « amis » africains dans le bureau du général de Gaulle. Celui-ci se montrait parfois agacé d'avoir à sa table midi et soir, lors de visites officielles interminables, tous les dirigeants du continent, et il le faisait savoir sans ménagements : « Vous savez, cela suffit comme cela avec vos Nègres. Vous me gagnez à la main, alors on ne voit plus qu'eux : il y a des Nègres à l'Élysée tous les jours, vous me les faites recevoir, vous me les faites inviter à déjeuner¹. » Tenace et patient, Foccart insistait sur « l'appui considérable de l'Afrique pour la politique extérieure de la France » et sur ses gisements de pétrole et d'uranium. « Si nous avions laissé filer Bongo et qu'il soit aux mains des Américains, vous n'auriez pas d'uranium gabonais et vous n'auriez pas pu réaliser votre programme nucléaire », rappelait-il à l'ancien patron de la France libre, dont la capitale avait été un temps Brazzaville.

La France n'est-elle finalement pas devenue, au fil des ans, l'obligée des chefs d'État africains ? Sans les voix des Africains aux Nations

unies, aurait-elle pu poursuivre ses essais nucléaires dans le Pacifique ou conduire la guerre d'Algérie ?

Dans ses *Mémoires*, l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas raconte par exemple comment les dirigeants du pré carré français se sont mobilisés pour voter en bloc en faveur de la nomination de Boutros Boutros-Ghali – contre l'avis des Américains – à la tête du secrétariat général des Nations unies : « Le président ivoirien a, de mon bureau au Quai d'Orsay, appelé personnellement tous ses homologues pour leur enjoindre de voter pour le candidat de Paris. Houphouët-Boigny m'a alors demandé : "Quand le président de la République va-t-il recevoir ses 'pairs' ?" Mitterrand nous reçut alors longuement pour harmoniser les positions, et c'est ainsi qu'a été élu l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali. »

« Sans nos "satellites" africains, sa candidature n'aurait pas été acquise », reconnaît Roland Dumas, qui précise encore : « Les Américains m'en ont voulu, car ils avaient un candidat qui n'était francophone que du bout des lèvres². » À son départ en décembre 1996, Boutros Boutros-Ghali fut récompensé par un poste à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), avec hôtel particulier et chauffeur. Son successeur est Abdou Diouf, ancien président du Sénégal et ami de Jacques Chirac. L'ancien président français est d'ailleurs le parrain d'une des filles de Diouf. Reconduit pour la troisième fois à la tête de l'institution francophone en 2010, Diouf a toujours été intégré dans le « dispositif » français en Afrique.

Cette exception française ne laisse pas d'intriguer les pays qui briguent aujourd'hui un siège permanent au sein d'un Conseil de sécurité élargi. Eux aussi ont entrepris la tournée des palais africains. Le Japon fait plancher ses africanistes les plus performants sur cette stratégie. Plusieurs d'entre eux analysent depuis des années les réseaux Foccart afin de s'en servir de modèles. Une diplomatie passéiste ? Pas si sûr. Ce qui vaut pour les positions françaises aux Nations unies vaut pour les grands organismes internationaux. En 2011, l'Afrique a soutenu la candidature de Christine Lagarde à la tête du Fonds monétaire international (FMI). L'ancienne ministre française de l'Économie et des Finances a promis d'être « bienveillante » à l'égard du continent. Message interprété comme un blanc-seing par les présidences pétrolières du golfe de Guinée, souvent critiquées pour leur mauvaise gouvernance.

À Paris, plus personne n'est jour et nuit « à l'écoute » des nomenklaturas africaines, comme l'était Jacques Foccart depuis sa maison de Luzarches, où il les recevait à tout moment, dimanches et

jours fériés compris. Plus personne, hormis quelques réseaux d'influence composés d'anciens hauts fonctionnaires passés dans le privé, n'est capable de répondre aussi rapidement à leurs soucis domestiques et à ceux de leurs clans élargis. Nous verrons cependant comment ces « amis de la France » savent faire plier Paris, rarement par des déclarations publiques, presque toujours en privilégiant les relations personnelles et l'envoi d'émissaires.

L'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, ami personnel de Jacques Foccart, et le Gabonais Omar Bongo, héritier de la Françafrique, parrainaient et finançaient la classe politique française. Le premier s'entretenait tous les mercredis par téléphone avec Foccart ; une relation intime s'était nouée entre les deux hommes. Le second, fêté par mille et une personnalités des milieux politiques et d'affaires parisiens, était au parfum de tous les secrets d'État français. À leur époque, ils étaient intouchables.

Leurs successeurs, tout comme les autres chefs d'État du continent, sont également dans une position de maîtrise et d'indépendance totales vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. D'autant qu'ils ont désormais le monde entier dans leur salle d'attente. Mais il est préférable de ne pas l'afficher. Les dirigeants africains jonglent ainsi avec les non-dits pour que leurs interlocuteurs gaulois se sentent toujours responsables de leur avenir. C'est un jeu où chacun a en poche un joker lui épargnant d'avoir à subir des leçons de démocratie et de bonne gouvernance. Alassane Dramane Ouattara (ADO) a pu accéder au pouvoir grâce à son ami Nicolas Sarkozy, qui a fait donner à Abidjan, le 11 avril 2011, le dernier coup de canonnade contre Laurent Gbagbo, totalement bunkérisé. Ouattara est aujourd'hui le meilleur allié politique du président François Hollande dans la guerre contre le terrorisme au Sahel. Il en va de même du président tchadien Idriss Déby, chouchou de l'armée française et dont la propre garde présidentielle a combattu dans le massif des Ifoghas, au Mali. Dans ces conditions, qui irait lui demander des comptes sur la disparition, en février 2008, de l'opposant Ibni Oumar Mahamat Saleh, dont le parti est pourtant membre de l'Internationale socialiste ? Au Niger, un autre ami du PS français, Mahamadou Issoufou, a accédé au pouvoir en avril 2011. Paris compte sur lui pour préserver les intérêts français dans l'uranium, en particulier pour l'exploitation du fantastique gisement d'Imouraren, le deuxième plus grand du monde. La Chine et l'Iran sont en embuscade. Issoufou a également su gérer à son avantage la libération des otages français aux mains des djihadistes le 30 octobre 2013. En république du Congo, Denis Sassou Nguesso, ancien poulain de l'Union soviétique, est devenu en pleine guerre froide, à la fin des années 1970, le meilleur allié d'Elf, alors dirigé par

Albin Chalandon. Il est aujourd'hui l'intime de Christophe de Margerie, le patron de Total. On comprend qu'avec de si puissants amis à Paris le président congolais s'énerve et serre les dents quand on évoque devant lui l'affaire des biens mal acquis³.

Ces « chefs » africains, parmi bien d'autres entretenant des relations privilégiées avec Paris, se trouvent plus souvent qu'on ne le croit dans une position dominante vis-à-vis du pouvoir français. Riche Afrique, pauvre France ! Au-delà même des réseaux d'influence qu'ils peuvent s'offrir grâce à des « Messieurs Afrique » évoluant au cœur de l'appareil d'État, ce sont de véritables décideurs qui s'appuient notamment sur les milieux d'affaires français pour arriver à leurs fins. Des *happy few* qui dégagent dans leurs pays des marges importantes parce qu'on leur assure une situation de quasi-monopole.

Tous ces leaders africains qui laissent croire à la France qu'elle est encore une puissance majeure sur leur continent la considèrent pourtant avec la condescendance du « qui paie commande ».

1. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. II : 1968-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998, p. 427.

2. Roland Dumas, *Coups et blessures. 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Le Cherche midi, 2011.

3. Après une série de procédures judiciaires engagées à Paris en 2008 par plusieurs associations contre les présidents Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso et Teodoro Obiang – ainsi que leur entourage – pour recel présumé de détournement de fonds publics, la Cour de cassation a décidé le 9 novembre 2010 que seule la plainte de l'ONG Transparency International était recevable.

CHAPITRE PREMIER

Foccart l'Africain

Pour tenter de comprendre comment on est passé de la « Françafrique » à l'« AfricaFrance », j'ai revisité la « case aux fétiches » de Jacques Foccart. Ce n'est pas seulement une case à fantasmes, une image ou une métaphore. Elle existe. C'est ainsi qu'avait été baptisé par les initiés du « village franco-africain » le petit bureau privé de Foccart situé sous les combles de sa maison de Luzarches, une ville du Val-d'Oise éloignée de Paris d'une trentaine de kilomètres. Pour fêter son illustre Africain d'adoption, Luzarches a longtemps été jumelée à Moanda, une région du Gabon riche en manganèse, et à Yamoussoukro, village d'origine du président Félix Houphouët-Boigny proclamé en 1983 capitale politique de la Côte d'Ivoire.

C'est là que les chefs d'État africains montaient s'asseoir, comme à confesse, dans un fragile fauteuil en cuir tout à côté du bureau de « l'homme de l'ombre ». En guise de rite de passage, ils avaient préalablement donné le chocolat de l'après-dîner à Kiki, le perroquet offert à Foccart par le président gabonais Omar Bongo. Avant d'entrer dans le repaire sacré, ils avaient dû affronter le regard fiévreux d'un portrait en pied du père Charles de Foucauld, imprégné comme un suaire dans la toile de jute du couloir, avec un cœur de sang surmonté d'une croix.

C'est aussi là que, en 1995, mon ami et confrère Stephen Smith et moi-même l'avions interviewé en vue d'un documentaire diffusé sur Arte¹. Les genoux collés au bureau, cernés par un bric-à-brac de souvenirs de la France libre (fanions, armes, décorations...) et de cadeaux africains, nous étions un peu à l'étroit. C'était presque gênant de converser de si près, quasiment les yeux dans les yeux, avec cet homme longtemps craint comme le diable. Dans son petit gilet à damier marron et beige, avec sa bonhomie de tous les instants, il offrait l'image d'un affable retraité. Mais la certitude et les convictions étaient là. D'une voix douce, parfois lasse, Foccart ne se justifiait pas

plus qu'il n'expliquait le pouvoir exorbitant dont il avait disposé, pendant près d'un demi-siècle, dans le domaine des relations entre l'Afrique et la France. « C'était ainsi... »

La relecture de ses Mémoires très nourris² et le travail inédit du chercheur Jean-Pierre Bat³, chargé du « fonds Foccart » aux Archives nationales, ne laissent aucun doute sur les rapports très particuliers qu'entretenait Jacques Foccart avec les chefs d'État africains. C'est souvent à la suite d'entretiens avec eux qu'il faisait entériner les arbitrages par le général de Gaulle, puis par Georges Pompidou, et enfin par Jacques Chirac, qu'il avait parrainé. Arbitrages rarement contestés. « Le Général prenait des décisions très claires sur la politique à suivre et me donnait des directives d'ordre général qu'il m'appartenait d'appliquer à la lettre. Mais il était plus flou sur les détails et il me laissait, finalement, une assez grande marge d'interprétation⁴ », reconnaissait Foccart. C'est peu dire.

Ambassadeurs ou conseillers des chefs d'État ?

Foccart avait également la haute main sur la nomination des ambassadeurs de France en Afrique. Mais il fallait préalablement qu'ils soient adoubés par les chefs d'État eux-mêmes... Bien évidemment, ces diplomates devaient être des hommes issus du secrétariat général de Foccart ou de hauts fonctionnaires qu'il avait lui-même repérés et cooptés. Les présidents africains étaient ainsi assurés d'être entendus au cœur du pouvoir à Paris. Ils imposaient leurs vues. Les diplomates français nommés à leur côté devenaient vite leurs conseillers indéboulonnables. Ainsi, entre 1963 et 1993, la France n'envoya que deux ambassadeurs à Abidjan : Jacques Raphaël-Leygues pendant seize ans, Michel Dupuch pendant quatorze ans. Choisi par Foccart, le second devint le conseiller Afrique de Jacques Chirac à l'Élysée de 1995 à 2002. Une exception africaine, alors que la diplomatie française impose à ses fonctionnaires de changer de poste tous les trois ou quatre ans. Quant aux ambassadeurs africains nommés en France, du temps de De Gaulle ils présentaient leurs vœux de nouvelle année indépendamment du reste du corps diplomatique. Une marque d'attention particulière qui révèle une France déjà très africaine !

Maintenant une frontière étanche entre tous ses contacts, y compris en ce qui concernait ses plus proches collaborateurs, Foccart était informé directement à Luzarches par les chefs d'État. Son réseau, c'était eux, et il était leur homme. « Lorsqu'il y a des événements, le téléphone fonctionne sans arrêt. C'est une forme de diplomatie directe qui est très productive, et qui est un des secrets – puisqu'on prétend qu'il y a des secrets – de l'efficacité de notre action en Afrique. Par ce

contact direct avec les présidents, on les tient en haleine, on suit l'affaire avec eux et on se crée des liens, des souvenirs⁵. » Foccart se promettait ainsi « de ne jamais laisser les présidents africains sans les voir au moins une fois tous les neuf mois à peu près⁶ ».

Au nom de la défense de l'Occident contre la percée soviétique en Afrique et – cela est moins souvent dit – de la sauvegarde des intérêts stratégiques de la France contre les visées américaines et britanniques, Jacques Foccart était aux petits soins pour tous les amis de l'Hexagone sur le continent. Ils étaient chez eux à Paris. Un soir sur deux, lors de ses audiences avec de Gaulle puis avec Pompidou, Foccart demandait que l'un ou l'autre soit reçu à déjeuner ou à dîner. La relation paternelle allait très loin. Tous leurs problèmes domestiques étaient pris en charge : mise à leur disposition d'avions de la République pour descendre dans le sud de la France, de propriétés où passer des vacances, d'une aide financière pour régler les traitements des fonctionnaires en souffrance... et surveillance de leurs opposants sur le territoire français. Jacques Foccart batailla longtemps contre les ministres de l'Intérieur de l'époque pour faire expulser des personnalités comme le Camerounais Abel Eyinga à la demande du président Ahmadou Ahidjo, le Congolais Cléophas Kamitatu Massamba pour ne pas déplaire au maréchal Mobutu Sese Seko de l'ex-Zaïre (devenu RDC), ou encore le Sénégalais Salif Ndongo, syndicaliste actif dans la communauté immigrée. La police française était au service des dirigeants africains.

Autre délicate attention : en période d'élection dans un pays ami, Foccart faisait signer au président de la mère patrie une lettre de félicitations plus d'une semaine avant le scrutin pour s'assurer qu'il serait le premier à congratuler son homologue pour sa « brillante » réélection avec un score qui frôlait parfois les 100 %⁷. Lors de la présidentielle de 1965 au Cameroun, tout de même, le Général avait trouvé les 99,8 % d'Ahmadou Ahidjo « un peu forts », concède-t-il.

L'intime parmi les intimes était le président Houphouët-Boigny. « Foccart n'a pas d'enfant, c'est un gros chagrin pour lui, et il a reporté toute son ardeur, toute son affection sur nous. C'est vraiment pour lui une passion, alors il faut que nous en tenions compte et il faut que nous l'aidions dans sa tâche. Après lui, je ne sais pas du tout comment les choses tourneront⁸ », racontait Houphouët-Boigny à ses pairs africains. Pour conforter son influence à Paris, le président ivoirien avait demandé au général de Gaulle – et obtenu via Foccart – qu'une ligne téléphonique directe, un « téléphone rouge », soit établie avec l'Élysée.

Félix Houphouët-Boigny, l'acteur masqué de la sécession biafraise

Au-delà de ces marques d'affection, l'amitié entre Houphouët et Foccart s'était forgée à travers leur gestion commune, à la fin des années 1960, de la guerre du Biafra. Contrairement à ce que raconte l'histoire officielle, le véritable initiateur du soutien aux sécessionnistes ibos de la région pétrolière du sud du Nigeria fut Félix Houphouët-Boigny. Effrayé par la puissance montante de cet énorme pays pétrolier, le président ivoirien ne cessa de faire pression sur le général de Gaulle pour obtenir de l'aide en argent et en matériel à destination des rebelles. De Gaulle n'était pas mécontent d'affaiblir l'influence britannique dans la région : « Tout compte fait, le morcellement du Nigeria est souhaitable et, si le Biafra réussit, ce ne sera pas une mauvaise chose⁹. » Il laissa faire, sans toutefois que la France apparaisse officiellement comme soutien. Lors d'une audience à l'Élysée, le 27 septembre 1967, Houphouët-Boigny obtint même que les redevances tirées par Elf de l'exploitation de la région sécessionniste soient versées au Biafra plutôt qu'au gouvernement fédéral nigérian. Les opérations secrètes furent coordonnées sur place par des proches de Jacques Foccart tels Jean Mauricheau-Beaupré et Raymond Bichelot, chef du SDECE (aujourd'hui DGSE – Direction générale de la sécurité extérieure) à Abidjan. Ils passèrent, sous contrat ivoirien, au service d'Houphouët-Boigny.

Cette guerre dura trois ans et fit plus d'un million de morts, surtout des morts de faim par suite du blocus décrété par le Nigeria, soutenu par le Royaume-Uni, l'Union soviétique et les États-Unis. Sur le plan humanitaire, elle représenta la première opération des « French doctors » (Bernard Kouchner, Bernard Debré...) et la première action de ce qui deviendrait Médecins sans frontières. Certains, à leur insu, furent instrumentalisés par le pouvoir politique à Paris pour donner à l'événement une plus grande portée médiatique. Le but : mobiliser l'opinion française en faveur du Biafra.

Foccart fut un soutien de tous les instants d'Houphouët-Boigny dans cette guerre meurtrière. De même, il ne dénonça jamais les prises de position du président ivoirien, que Paris jugeait pourtant embarrassantes, comme le dialogue qu'il avait entamé avec l'Afrique du Sud de l'apartheid ou sa rencontre secrète à Genève avec le Premier ministre israélien Golda Meir en 1973¹⁰.

Du cash tout frais

Si « le Vieux », comme on l'appelait à Abidjan, se permettait parfois d'engager la diplomatie française, c'était aussi parce qu'il était un

bailleur de fonds majeur du parti gaulliste. Jusqu'à la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques, le cash des chefs d'État africains approvisionnait quasi officiellement les caisses électorales françaises. Par la suite, cela continua plus discrètement et de manière plus individuelle.

Dans ses Mémoires, Jacques Foccart fait allusion à de nombreuses reprises aux valises de billets que Félix Houphouët-Boigny envoyait au RPR (Rassemblement pour la République) : « Houphouët-Boigny, comme la plupart des chefs d'État africains préoccupés par les élections françaises et leurs résultats, m'a fait parvenir une assez forte somme [“j'indique le chiffre au président”, précise Foccart en relatant son audience du 20 février 1973 avec Georges Pompidou] pour aider la campagne¹¹. » Il poursuit : « Ce n'est pas la première fois qu'il agit ainsi. J'en prendrai une partie pour la campagne et je lui rendrai le reste. Il faut retenir que c'est un homme extrêmement gentil¹² ! »

Parfois, c'est l'ambassadeur de France à Abidjan, Raphaël-Leygues, qui apportait lui-même la valise : « Raphaël-Leygues m'apporte un grand soutien d'Houphouët-Boigny pour nos élections¹³. » On comprend mieux pourquoi les ambassadeurs de France étaient souvent davantage des conseillers du président africain que des missionnaires du Quai d'Orsay. Même si Pompidou s'inquiétait des actions de Raphaël-Leygues « pour encourager la subversion en Guinée » à l'instigation d'Houphouët-Boigny : « Je ne suis pas d'accord et Messmer [alors Premier ministre], d'ailleurs, non plus », fit-il savoir à Foccart. Réticence et désaccord sans conséquences. Le patron de la « Françafrique », c'était Houphouët !

Quand ce n'était pas l'ambassadeur qui remontait l'argent, c'était le ministre des Affaires étrangères. Dans les gouvernements de droite comme de gauche. Quarante ans plus tard, Roland Dumas le reconnaît personnellement : « La grosse difficulté était les périodes électorales où il fallait trouver des sommes importantes, à une époque où le financement n'était ni codifié, ni garanti. On ne peut faire de politique sans argent. Il fallait donc se “débrouiller”. Je n'étais pas en charge des budgets de campagne et pas au courant de la façon dont les choses se déroulaient. [...] J'ai moi-même souvent apporté à ce dernier [Mitterrand] des sommes en liquide de la part de chefs d'État ou de riches relations. [...] Peu de temps avant sa réélection, je revois encore le président me dire émerveillé : “Ça arrive de tous côtés !” Il rangeait alors les billets dans le tiroir de son bureau¹⁴. »

Si Félix Houphouët-Boigny finançait surtout ses amis gaullistes, le président gabonais Omar Bongo, qui devint en 1997, à la mort du Vieux, le doyen de la Françafrique, « cadeautait » toute la classe

politique française, mais de façon plus sélective. Durant sa très longue présidence – plus de quarante-deux ans –, il s’est ainsi construit à Paris un réseau d’obligés. On les voyait défiler dans la suite de son hôtel lors de ses nombreux voyages dans la capitale française, ou faire tapisserie dans la salle d’attente du Palais du bord de mer, à Libreville, capitale du Gabon. À la tête d’un pays surnommé « PUM » – pour pétrole, uranium et manganèse – et comptant à peine un million d’habitants, Omar Bongo, dont les coffres étaient bourrés à craquer de billets, était craint et a vite appris à tenir son monde. Il pouvait se vanter d’avoir obtenu la tête de deux ministres français de la Coopération, dans des gouvernements de gauche comme de droite : Jean-Pierre Cot en 1982, sous la présidence de François Mitterrand, et Jean-Marie Bockel en 2008, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Deux hommes qui avaient eu l’imprudence de chercher à clarifier le jeu de masques auquel participaient les *missi dominici* de l’Élysée dans les palais africains.

« Cadeautage » à tous les étages

Jean-Paul Benoit, ancien haut fonctionnaire de la Coopération, aujourd’hui avocat du président ivoirien Alassane Ouattara, est l’un des meilleurs connaisseurs des mœurs du village franco-africain. « Omar Bongo arrosait toute la classe politique française, mais respectait sa propre échelle dans la corruption entre ceux qui pouvaient accéder à la magistrature suprême et ceux promis à des ministères de souveraineté¹⁵ », confie-t-il. Après vérification auprès de plusieurs témoins, il apparaît que le *modus operandi* des remises d’enveloppes était quasiment immuable.

Bongo s’étant fait voler son *attaché-case* dans sa suite de l’hôtel de Crillon, il avait décidé lors de ses dernières visites à Paris de s’installer au Meurice. Il aimait beaucoup ce palace, qui avait la réputation d’être particulièrement apprécié des patrons des services secrets français.

Dès son arrivée à Paris, Bongo faisait chercher à la paierie générale de la Banque de France du cash tiré du compte du Gabon. Cet argent était déposé sur le lit, et son aide de camp préparait les enveloppes pour chaque visiteur au gré des audiences. Omar Bongo était alors prêt pour le défilé. Parfois, à l’issue d’un entretien, c’était le doyen lui-même qui quittait le salon pour aller chercher dans la chambre le précieux paquet. Il lui arrivait d’emprunter ses ciseaux à son aide de camp pour couper en deux les blocs de liasses de billets de 100 ou 200 euros. L’honorable visiteur repartait avec 50 000 ou 100 000 euros, selon le niveau de sa prestation, ses perspectives de carrière et

l'humeur du chef. Un jour, l'un de ces heureux cadeaués, ministre français alors en exercice, signala à Bongo qu'il manquait des billets dans son petit colis ; des liasses étaient entamées. Il conseilla au leader gabonais d'interroger la Banque de France au sujet de cette anomalie. Après enquête, il se révéla que c'était l'un des proches du président qui, après avoir pratiqué un petit trou dans le plastique, extrayait quelques billets à l'aide d'une clé de boîte à sardines – sans doute frustré de voir passer sous ses yeux tout cet argent destiné aux Blancs du chef.

En 1994, l'affaire Elf, avec ses nombreux commissionnés, a mis en lumière le rôle de la Banque française intercontinentale (FIBA). Ce petit établissement, qui avait obtenu en 1974 l'agrément de la Banque de France, avait pignon sur rue à l'angle des avenues Pierre-Ier-de-Serbie et George-V. Ses actionnaires n'étaient autres que la famille Bongo et le groupe Elf. Les coffres de la banque étaient abondés par les substantiels bonus pétroliers offerts aux dirigeants africains par la compagnie pétrolière française en échange de la gestion – à discrétion – de leur or noir. Un entre-soi financier bien pratique, sous la forme d'un système de recyclage financier en circuit fermé pour une poignée d'initiés habitant les palais du golfe de Guinée (la FIBA avait également des filiales au Congo et en Angola) ou le triangle d'or parisien.

La FIBA permettait un transfert direct d'argent par compensation et évitait d'avoir à passer la douane avec des valises pleines de billets. Le bénéficiaire quittait le palais de Libreville lesté du gros paquet de billets que lui avait remis Omar Bongo, souvent dans une enveloppe en papier kraft. Il se rendait à l'agence de la FIBA et remettait son cash au directeur en échange d'un bon de « mise à disposition ». Puis il montait tranquillement dans son avion à destination de Paris et s'endormait comme un bienheureux en première classe. À son arrivée, il passait avenue George-V présenter son bon. C'est le directeur lui-même – longtemps Pierre Houdray – qui sortait l'argent du coffre. À Libreville, Omar Bongo récupérait les paquets de 50 000 ou 100 000 euros qu'il avait donnés à son obligé du jour et les replaçait dans ses coffres, bien cachés derrière son bureau. Cette « tirelire » franco-gabonaise a été fermée en 2000 après une sévère perquisition des juges instructeurs de l'affaire Elf, Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Au nom de la raison d'État, seuls des responsables français d'Elf ont été jugés et condamnés pour abus de biens sociaux. La longue liste des personnalités politiques françaises et des hauts fonctionnaires bénéficiaires de ces « mises à disposition », elle, n'a jamais été divulguée...

Que ce fût de la main à la main ou via cette petite banque privée,

Omar Bongo tenait son monde à Paris par le portefeuille. Il ne s'agissait plus de financer des partis politiques, mais bien des individus susceptibles, un jour ou l'autre, de lui rendre service. Aussi se méfiait-il des gens trop honnêtes, en particulier les chefs de poste des services secrets français. Lui-même se considérait comme le principal et honorable correspondant de ces services dans sa région. Pendu au téléphone toute la journée avec ses collègues présidents, il détenait des informations « A1 », comme on dit dans la profession – les plus secrètes et les plus fiables.

« Un jour, je rentre dans le bureau de Bongo quand il était en train de brasser son argent derrière le rideau où il avait ses coffres », raconte le colonel Jacques Sales à Patrick Benquet dans le cadre de la préparation de son film *France-Afrique, 50 ans sous le sceau du secret*¹⁶. Cet officier de la DGSE est resté en poste pendant huit ans à Libreville dans les années 1980. « Bongo ressort avec un paquet de francs CFA à la main, environ 400 000 francs de l'époque, et me dit :

— Tiens, colonel, c'est pour toi, c'est pour tes frais !

« J'avais mon *attaché-case* ouvert pour lui remettre des documents sur le conflit de la bande d'Aouzou entre la Libye et le Tchad et d'autres renseignements extérieurs. Je lui réponds :

« — Mais, monsieur le président, je n'ai pas de frais !

« — Mais si, c'est quand je t'envoie en Afrique, rétorque le président gabonais.

« Il considérait qu'il était partie intégrante de nos services. Il a remis le paquet d'argent dans ma sacoche. Je les ai ressortis en lui disant :

« — Non, non, monsieur le président.

« — Mais je ne veux pas te corrompre ! s'emporte Bongo.

« — J'ai dit non ! Je vous dis tout ce que je sais, pas besoin d'être corrompu.

« Bongo insiste :

« — Prends-les, va-t'en, prends-les !

« — Non, monsieur le président, je ne peux pas les prendre.

« Il les a foutus dans la sacoche, je les ai ressortis. Il était furieux ! Je lui ai dit :

« — Monsieur le président, un jour je serai civil, je viendrai vous revoir et on fera des affaires.

« Il m'a dit :

« — Ah oui ! alors là on va en faire !

« Il a repris son argent mais je l'ai vexé... je l'ai vexé ! Il aimait me donner des leçons sur la politique intérieure française où il était le maître. Tout l'art de l'officier résident était de démonter les manipulations qu'il voulait nous faire jouer les uns contre les autres, entre l'ambassadeur de France, le chef de poste de la DGSE, les représentants de la police, le service de coopération... »

D'après Jean-Marc Simon, ambassadeur de France à Libreville de 2003 à 2008, « Omar Bongo aurait adoré avoir été ministre dans un gouvernement français. Il ne me recevait que pour parler de la classe politique française. Avant chaque voyage à Paris, il me dressait la liste des personnalités qu'il allait recevoir¹⁷ ». Du coup, l'ambassadeur devait quasiment inventer des sujets de coopération franco-gabonaise à annoncer aux médias à la sortie du Palais du bord de mer.

Qui a peur d'Omar Bongo ?

Rares étaient ceux qui osaient s'opposer aux desiderata d'Omar Bongo à Paris. Parce qu'il était au cœur des secrets d'État français – et pas seulement ceux concernant l'Afrique –, sa capacité de nuisance était considérable. Lorsqu'il s'agissait de lui, la présidence de la République était toujours sur le qui-vive, surtout si une décision avait été prise dans sa région sans son aval.

Parmi mille autres saynètes révélant les nouveaux rapports de force entre le Palais du bord de mer et l'Élysée, on peut relater le voyage interrompu du ministre de la Coopération, Pierre-André Wiltzer, accompagné de Michel de Bonnacorse, conseiller pour l'Afrique à l'Élysée, en novembre 2003.

« François Bozizé venait d'arriver au pouvoir à Bangui, en Centrafrique, raconte Pierre-André Wiltzer¹⁸. On a donc décidé de se rendre en Centrafrique, puis de poursuivre notre voyage en Guinée-Équatoriale pour rencontrer le président Teodoro Obiang. » Après avoir été reçus par le président centrafricain, Wiltzer et Bonnacorse s'apprêtent à remonter dans leur avion pour se rendre à Malabo. Tandis qu'ils visitent brièvement les installations militaires françaises sur le tarmac de l'aéroport, Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, appelle Wiltzer sur son portable :

— On a vu avec le président : il ne faut pas que vous alliez à Malabo, car Bongo le prend très mal.

Les relations entre le Gabon et la Guinée-Équatoriale étaient alors tendues par un litige autour de la propriété de l'île de Mbanié, au

large de leurs côtes.

— Comment ça ? répond Wiltzer. Mais on ne va pas là-bas pour conforter la position de la Guinée-Équatoriale dans ce conflit ! Je vais appeler Bongo.

— Surtout pas ! s'empresse de répondre Villepin.

— Je dois partir, on a promis à Obiang qu'on arrivait aujourd'hui, poursuit Wiltzer.

— Non ! assène Villepin.

— Il faut que j'appelle Obiang, qu'est-ce que je vais lui dire ?

— Tu n'as qu'à dire que tu as été rappelé d'urgence à Paris, invente le chef de la diplomatie française.

Michel de Bonnecorse, qui bouillait aux côtés de Pierre-André Wiltzer, s'empare du téléphone et s'exclame :

— C'est une connerie ! Wiltzer a raison, on va appeler Bongo.

— C'est une décision du président, tranche Villepin en raccrochant aussitôt.

Wiltzer appelle Teodoro Obiang pour lui annoncer qu'il est rappelé à Paris et ne peut se rendre à Malabo. Très calme, le président équato-guinéen lui répond : « C'est dommage, je partais justement pour aller vous accueillir à l'aéroport. J'imagine que c'est à cause de mon voisin. »

Malgré les embrassades et les grandes tapes dans le dos pour les photographes, Jacques Chirac s'est toujours méfié du rusé président gabonais, dont il était pourtant officiellement l'un des chouchous au sein de la classe politique française. Un jour de juin 1999, relate un émissaire qui tient à rester anonyme, « quand je lui remets une lettre de la part d'Omar Bongo, Chirac regarde l'enveloppe, soupçonneux, et me dit : “Je n'aime pas ça quand il écrit, c'est jamais bon !” ». En fait, cette lettre de deux pages ne concernait qu'une innocente demande d'intervention de la France auprès du FMI pour que le Gabon soit « déclassé ». En effet, pays pétrolier riche classé parmi les « pays à revenu intermédiaire », le Gabon ne peut bénéficier des mêmes annulations de dette que les « pays pauvres très endettés » (PPTE) du continent. « Un geste de la communauté internationale en direction des pays intermédiaires, à économie libérale et très largement ouverte comme le Gabon, mais aussi à responsabilité géopolitique indéniable, constituerait une avancée importante », écrivait Bongo dans cette lettre officielle adressée à « Monsieur le Président de la République et Très Cher Ami », ces trois derniers mots manuscrits. Le président

gabonais mettait ensuite la pression en évoquant la dette bilatérale entre les deux pays : « La France étant notre principal créancier devrait souverainement décider de l'annulation de la dette gabonaise. »

Chirac intervint sur ce dossier via son ami Michel Camdessus, alors patron du FMI. Bongo lui reprocha néanmoins par la suite de ne pas avoir fait plus d'efforts pour effacer la dette publique gabonaise. Bercy considérait, comme le FMI, que cette annulation n'était pas justifiée. Le 5 mai 2002, jour de la réélection de Jacques Chirac, Bongo était boudeur et morose, assis sur un canapé de sa suite du premier étage de l'hôtel de Crillon, engoncé dans un petit blouson de cuir. Il était quasiment le seul à être resté regarder la télévision, son entourage familial et quelques invités français se pressant sur le balcon qui domine la place de la Concorde, très animée ce soir-là. À ses proches qui le pressaient de les rejoindre, il lança : « Il a battu Le Pen, et alors ? », et garda les yeux vissés sur l'écran.

Il fallut l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée pour qu'il obtienne le superbonus qu'il réclamait. La négociation se tint le 25 mai 2007 dans le bureau du nouveau président, moins d'un mois après son installation rue du Faubourg-Saint-Honoré. Des responsables du Trésor furent convoqués pour assister à l'entretien entre les deux chefs d'État. Omar Bongo demandait un coup de rabot de 30 %. Le Trésor voulait s'en tenir à 5 %. Nicolas Sarkozy a tranché : ce serait 20 %. Un cadeau de 335 millions d'euros pour le Gabon et son président. Afin de s'assurer que Bercy allait bien recourir à l'ardoise magique, Omar Bongo revint à la charge le 9 juillet 2007. Pour lui plaire, Nicolas Sarkozy envoya en audience à son hôtel parisien la ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde. L'après-midi même, c'est le Premier ministre François Fillon qui fut prié d'aller recueillir les souhaits de l'intouchable Omar.

La réussite de cette affaire d'annulation de dette était devenue pour le leader gabonais la preuve tangible qu'il tenait encore son monde à Paris. Ce fut un succès total. Il avait bien repris le sceptre de doyen de la Françafrique, auparavant entre les mains de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny.

Des « frères d'armes » intouchables

Plus d'une personnalité française, en s'agenouillant à Libreville, le 16 juin 2009, devant la dépouille d'Omar Bongo, a pris peur et cru voir son fantôme racontant toutes les turpitudes de ses amis. Heureusement pour eux, Bongo, comme ses pairs africains, était avant

tout un homme du verbe. Pas d'écrits compromettants qui traînent ! Au moment de l'affaire Elf, le généreux doyen avait tout de même rendu nerveux ses obligés à Paris en écrivant dans un livre d'entretiens avec Airy Routier : « Je connais beaucoup de choses sur les uns et sur les autres, mais je ne veux pas faire de délation. Des malversations, j'en ai vu. Et des preuves, j'en ai. La corruption n'est pas réservée à l'Afrique¹⁹... » Agacé d'être mis en cause dans ce gigantesque scandale politico-financier, Omar Bongo tenait à faire savoir à ses « amis » qu'il était, dans cette affaire, « blanc comme neige » !

Ses deux préférés à Paris étaient Roland Dumas – « un véritable ami, un homme brillant, charmant et spirituel » – et Charles Pasqua – « c'est mon frère ». À gauche, c'est surtout Laurent Fabius qui trouvait grâce à ses yeux : « Il est vraiment intelligent celui-là », disait-il. Il est vrai qu'ils avaient alors le même avocat, Pierre Benoliel.

Tout comme Félix Houphouët-Boigny, Omar Bongo était souvent consulté par l'Élysée sur les dossiers sensibles de la France en Afrique. Avec le temps, tous deux ont su imposer leur point de vue de décideurs. Dans le pré carré francophone, leurs successeurs ont presque tous été à leur école. À commencer par l'actuel président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, Premier ministre d'Houphouët de 1990 à 1993, et par le président Ali Bongo, fils d'Omar et ancien ministre de la Défense. Même si l'un et l'autre affirment haut et fort qu'ils ne sont pas de la « génération de la Françafrique », ils activent eux aussi des réseaux d'influence à Paris pour asseoir leur pouvoir en Afrique.

Ces réseaux ne sont pas toujours financiers ; ils peuvent être professionnels et personnels. Ancien responsable du SDECE, ancien ministre de la Coopération et aujourd'hui l'un des dirigeants du patronat français sur l'Afrique, Michel Roussin ne cache pas ses relations privilégiées avec les présidents africains issus de l'armée, tels Blaise Compaoré au Burkina Faso, Denis Sassou Nguesso en république du Congo et Idriss Déby au Tchad. Arrivés au pouvoir par un coup d'État, tous trois se sont ensuite fait élire et réélire et sont à la tête de leur pays depuis près de trente ans. « C'est un problème de culture de base et de connivence au bon sens du terme », explique Michel Roussin. Cette parole autorisée du village franco-africain est déterminante pour la politique conduite par la France dans ces trois pays. Roussin insiste sur la compréhension mutuelle entre « frères d'armes » : « C'est une méthode de raisonnement, une façon d'analyser les situations, une façon de s'exprimer et d'intégrer dans un processus de décision un certain nombre de facteurs. C'est ce qu'on apprend dans les écoles d'état-major²⁰. »

Dans un environnement mondialisé, les dirigeants africains sont plus que jamais les maîtres des relations entre la France et ses anciennes colonies. L'ex-métropole a davantage besoin d'eux qu'ils n'ont besoin d'elle. Ce que feu Omar Bongo avait illustré par cette phrase définitive : « La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant. »

1. *Nous étions ici la France*, de Joël Calmettes, 1995.
2. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 5 tomes parus entre 1997 et 2001.
3. Jean-Pierre Bat, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2012.
4. Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. I, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995, p. 149.
5. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. IV : 1971-1972, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2000, p. 298.
6. *Ibid.*
7. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. II, *op. cit.*, p. 189.
8. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. IV, *op. cit.*, p. 302.
9. *Ibid.*, p. 342.
10. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. V : 1973-1974, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001, p. 497 (11 janvier 1973).
11. *Ibid.*, p. 81
12. *Ibid.*
13. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. V, *op. cit.*, p. 74 (12 février 1973).
14. Roland Dumas, *Coups et blessures*, *op. cit.*, p. 123.
15. Entretien avec l'auteur, 13 avril 2013.
16. *France-Afrique, 50 ans sous le sceau du secret*, de Patrick Benquet, 2010.
17. Entretien avec l'auteur, 21 mars 2013.
18. Entretien avec l'auteur, 26 mars 2013.
19. Omar Bongo, *Blanc comme nègre. Entretiens avec Airy Routier*, Paris, Grasset, 2001.
20. Entretien avec l'auteur, 26 juin 2013.

CHAPITRE II

Côte d'Ivoire : au cœur du village gaulois

Comment Alassane Ouattara le mal-aimé est devenu la coqueluche des cercles du pouvoir à Paris

« Les relations directes entre Ouattara et Sarkozy ont été déterminantes pour faire intervenir l'armée française contre le bunker de Gbagbo¹. » L'homme qui tient ces propos, deux ans après la chute de l'ancien président ivoirien, est un témoin incontestable. Aujourd'hui confortablement installé dans l'un des profonds fauteuils du bar de l'hôtel Raphaël, à Paris, Jean-Marc Simon était en première ligne ce 11 avril 2011. Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, il était l'un des relais de l'Élysée auprès de la Force Licorne tricolore. En pilonnant le palais de Laurent Gbagbo, l'armée française a permis aux troupes loyalistes d'Alassane Dramane Ouattara, dit « ADO », de l'emporter.

Diplomate retraité, piqué d'Afrique et devenu un consultant très actif dans le privé, Jean-Marc Simon justifie ainsi l'opération : « Laurent Gbagbo voulait entraîner les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) dans un piège. L'intervention de la Force Licorne a été décisive². » Pendant la période de crise postélectorale, le diplomate avait été chargé par Nicolas Sarkozy de veiller sur Alassane Dramane Ouattara. Officiellement président de la Côte d'Ivoire depuis son élection contestée d'octobre 2010, ce dernier était encerclé à l'hôtel du Golfe d'Abidjan par les hommes de Gbagbo. Nicolas Sarkozy l'appelait cinq fois par jour pour prendre des nouvelles. Avec, dans la voix, l'inquiétude d'un proche.

Martin Bouygues, le joker

Au-delà de la raison d'État, il règne entre Sarkozy et Ouattara une

amitié soudée par un intime des deux couples : Martin Bouygues. Le patron du géant du BTP et des médias a été en 1996 le témoin du mariage de Nicolas Sarkozy avec Cécilia Ciganer-Albéniz (aujourd'hui Mme Richard Attias), et il est le parrain de Louis, le fils né du couple. Par ailleurs, il accompagne depuis plus de vingt ans toutes les tribulations, aussi bien affectives que politiques ou financières, d'ADO et sa femme Dominique.

Belle femme blonde à la voix suave, souvent habillée de tenues de cachemire couleur rose bonbon, Dominique Nouvian-Folloroux rencontre Alassane Ouattara au milieu des années 1980. Gouverneur de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ce haut financier international est à la recherche d'un appartement à Abidjan. C'est l'AICI (Agence internationale de commercialisation immobilière), créée par Dominique après la mort de son mari, Jean Folloroux, qui permet à monsieur le gouverneur de trouver son bonheur immobilier... et sa future épouse. La petite AICI est déjà à l'époque une agence immobilière prospère et très en vue dans les beaux quartiers résidentiels de Cocody, sur le plateau d'Abidjan. Non sans raison : son principal client est l'homme que tous veulent rencontrer, le président Félix Houphouët-Boigny. « Le Vieux » lui a confié la gestion du patrimoine immobilier de sa famille en Côte d'Ivoire et en France. Plus qu'une carte de visite, un viatique d'influence. Très vite, tous les barons du régime veulent eux aussi régler leurs problèmes immobiliers via l'AICI, qui ouvre des bureaux à Paris, Cannes et New York. Dominique est alors incontournable à toutes les entrées du palais.

Son futur époux est à l'opposé : réservé, un brin introverti, secret. C'est le 18 avril 1990 qu'Alassane Ouattara, à la surprise de plus d'un, surgit sur la scène politique en devenant Premier ministre d'un pays exsangue. Sa mission : sortir la Côte d'Ivoire d'une grave crise économique et financière, due autant à la mauvaise gestion qu'à une chute des prix du cacao, dont le pays est le premier producteur mondial. Puissance financière régionale représentant près de 40 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest francophone, sa descente aux enfers toucherait toutes les économies de la région. L'arrivée de Ouattara signe la reprise en main du pays par le Fonds monétaire international (FMI). Le Premier ministre a quasiment les pleins pouvoirs. « Le Vieux » est affaibli par la maladie et séjourne souvent à Paris, dans son hôtel particulier de la rue Masseran. À Abidjan, sa succession crée déjà des tensions au sein de son parti, le PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire).

C'est dans cette ambiance crépusculaire qu'Alassane Ouattara et Dominique Nouvian-Folloroux convolent, en catimini, le 24 août

1991, à Paris. Sur l'avenue Henri-Martin déserte, la présence de quelques dizaines d'élégants Africains intrigue. Sans effusions, ils descendent de leurs véhicules pour pénétrer dans la petite mairie du XVI^e arrondissement et gagner, au premier étage, la salle des mariages, où l'on perçoit déjà les senteurs de divers parfums de prix. Une cinquantaine de personnes tout au plus s'installent sur les chaises d'apparat en velours rouge, inconfortables, et transpirent en attendant les mariés. Alassane apparaît, habillé d'un simple costume de ville ; à son bras, Dominique, en tailleur sobre et capeline jaune serin, un petit bouquet de giroflées à la main³. Le maire adjoint, Dominique Cane, qui préside la cérémonie, excuse l'absence de Jacques Chirac, maire de Paris, ainsi que celle de Pierre-Christian Taittinger, maire de l'arrondissement. Officiellement « retenus en province » – plutôt en vacances –, ils se gardent bien, surtout, de s'immiscer dans une affaire politique et de cœur ivoiro-ivoirienne.

Parmi les rares personnalités françaises présentes figure Martin Bouygues. D'après la légende, son père, Francis, aurait réalisé ses premiers gros chantiers en Côte d'Ivoire. Dans les années 1980, Houphouët-Boigny lui avait confié la construction d'imposants complexes universitaires à vocation régionale dans sa ville natale de Yamoussoukro, appelée à devenir la capitale politique du pays. Intronisé patron du groupe en 1989, « Martin » ne perd pas la ligne d'horizon de la lagune d'Abidjan. Il élargit même ses activités à la gestion de l'électricité dans le pays. En 1990, il négocie pour quinze ans le contrat de privatisation de ce secteur stratégique avec le Premier ministre Alassane Ouattara, déjà son ami. Il le retrouvera chef de l'État vingt ans plus tard.

Si le groupe, au fil des ans, s'allège en vendant ses parts dans cette concession à un fonds d'investissement, les deux frères Bouygues, Martin et Olivier, demeurent, à titre personnel, très actifs dans l'exploitation de gaz au large d'Abidjan à travers une petite structure personnelle, la SCDM. Celle-ci, sorte de supertirelire, porte également la participation des deux frères dans la holding du groupe. L'Afrique est toujours familiale... En France, dès les années 1990, Martin Bouygues donne un petit coup de pouce à Dominique Ouattara dans l'immobilier. Cela se concrétise notamment par un coup d'accordéon sur la vente d'un immeuble des services diplomatiques de la Côte d'Ivoire avenue de Saxe, dans le VII^e arrondissement de Paris. Un matin, c'est le panneau d'une filiale de Bouygues qui barre la façade ; le lendemain, c'est l'AICI qui prend la relève ! Martin Bouygues est également un fidèle des galas de Children of Africa, la fondation de la future première dame ivoirienne, aux côtés de Catherine Deneuve et d'Alain Delon. Personne ne sait encore que, en ce début de décennie

1990, c'est une période harmonieuse qui s'achève pour le couple Ouattara.

La traversée du désert

Félix Houphouët-Boigny meurt le 7 décembre 1993. Plusieurs générations de responsables politiques français vont se recueillir sur la dépouille du « Vieux » dans son mausolée de granit de Yamoussoukro. Alassane Ouattara, qui s'était rendu à plusieurs reprises à son chevet à Paris, croit qu'il peut lui succéder. À tort. S'il a le soutien des organisations internationales, il sous-estime en revanche le climat xénophobe qu'a créé son allié d'aujourd'hui, Henri Konan Bédié – le président de l'Assemblée nationale –, autour de la notion d'ivoirité. C'est ce dernier qui s'installe dans le fauteuil d'Houphouët-Boigny. En 1994, il modifie la Constitution pour exclure définitivement de la vie politique locale Alassane Ouattara, dont la nationalité ivoirienne est contestée parce qu'il a été nommé gouverneur de la BCEAO sur le quota de la Haute-Volta (aujourd'hui Burkina Faso). Le coup est dur. L'ancien Premier ministre vacille et semble renoncer à se battre. Il part pour Washington comme directeur général adjoint du FMI aux côtés de Michel Camdessus, qui sera l'un des rares à le soutenir pendant sa longue traversée du désert. Seule Dominique Ouattara y croit toujours et cultive discrètement ses propres réseaux en France afin de préparer le retour de son mari dans l'arène ivoirienne. Une ténacité visionnaire.

Noël 1999 : Henri Konan Bédié est renversé par un coup d'État initié par de jeunes militaires, mais instrumentalisé par l'opposition au régime. Tout est de nouveau possible. Nommé pour une période de transition, le général Robert Guéï endosse un costume civil et se présente à l'élection présidentielle d'octobre 2000 face au socialiste Laurent Gbagbo, l'opposant historique d'Houphouët-Boigny. Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié sont exclus de la compétition. Laurent Gbagbo l'emporte de très peu. Personne ne moufte à Paris, où l'on est en période de cohabitation. Le président Jacques Chirac, qui n'a pu contrer le coup d'État de 1999, rêve toujours de voir Bédié revenir au pouvoir. Il engage moult manœuvres pour transformer Gbagbo en reine d'Angleterre et lui retirer ses pouvoirs de souveraineté. En vain. Après le bombardement par l'aviation ivoirienne, le 6 novembre 2004, d'un camp français à Bouaké – neuf soldats tués et trente-huit autres blessés –, Chirac cesse d'adresser la parole à Gbagbo. Pourtant, l'événement serait dû autant à une ambiguïté franco-française vis-à-vis du régime ivoirien qu'à une décision des « durs » au sein de l'entourage présidentiel. Un secret d'État qui fait l'objet de plusieurs

procédures judiciaires à Paris.

Vivant dans la nostalgie du « Vieux » et de son dauphin Bédié, Chirac continue également de tenir Alassane Dramane Ouattara à bout de gaffe. Celui-ci est même carrément mis à l'index à l'Élysée. On lui colle deux étiquettes, rédhibitoires dans le village franco-africain : « libéral proaméricain » et, circonstance aggravante, « musulman du nord du pays », donc susceptible de bouleverser les équilibres ethniques du Sud. Félix Houphouët-Boigny n'avait-il pas érigé la basilique de Yamoussoukro pour stopper la progression de l'islam en terre chrétienne ?

Isolé, Ouattara se morfond dans sa villégiature de Mougins, sur la Côte d'Azur. Entre deux matchs de tennis, il sollicite sa conseillère en communication, Patricia Balme, pour qu'elle l'introduise dans les réseaux gaullistes du RPR. Balme tente sa chance auprès de Michèle Alliot-Marie, dont elle est proche et qui, à cette époque, préside le RPR. La réaction est sans équivoque : « Ah non ! je ne peux pas, Chirac ne veut pas entendre parler de lui⁴. » À partir de 2002, seul Nicolas Sarkozy, au sein de la classe politique française, reçoit Alassane Ouattara, grâce à leur amitié commune avec Martin Bouygues. De son côté, l'influente Dominique Ouattara a séduit Cécilia Sarkozy, qui est également la principale collaboratrice de son époux au ministère de l'Intérieur. Les deux femmes partagent une même ténacité en vivant aux côtés d'hommes meurtris. Le 19 décembre 2002, le couple Sarkozy écoute ainsi Dominique raconter pendant des heures comment elle et son mari ont échappé, au mois de septembre précédent, à une opération d'escadrons de la mort à Abidjan en enjambant le mur qui sépare leur maison de l'ambassade d'Allemagne⁵.

Si Ouattara ne manque pas d'argent, le soutien dont il bénéficie dans les cercles du pouvoir à Paris reste timide. En Côte d'Ivoire, en revanche, cet homme au départ « parachuté » par la communauté financière internationale commence un travail politique en profondeur dans le Nord, tenu par la rébellion. Il tisse à travers tout le pays des réseaux de soutien de son mouvement, le Rassemblement des républicains (RDR), dont il prend la direction en 1999. Il renoue également avec Henri Konan Bédié, désormais président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), au sein d'un Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP). De son côté, Dominique Ouattara, dont l'agence s'est fortement développée sur la Côte d'Azur, reste la première communicante de son mari dans les cercles politiques et les milieux d'affaires en France.

L'élection à la présidence de la République française de leur ami Nicolas Sarkozy, le 16 mai 2007, est un formidable encouragement pour le couple Ouattara. C'est désormais à l'Élysée que l'« exilé de Mougins » vient régulièrement prendre l'apéritif en fin d'après-midi. Plus tard, il sera l'un des rares visiteurs étrangers de la résidence du cap Nègre, chez Carla Bruni-Sarkozy.

En Côte d'Ivoire, rien n'est fait. Laurent Gbagbo ne cesse de reporter la présidentielle. Elle sera finalement fixée à octobre-novembre 2010. À l'Élysée, malgré toute l'amitié qu'il porte à Ouattara, le pragmatique Sarkozy reste prudent quant à ses chances d'accéder au pouvoir. Ses deux conseillers officiels sur la crise ivoirienne, Martin Bouygues et Vincent Bolloré – surnommés à Abidjan « les B&B » –, sont loin de faire une analyse commune de l'issue de l'élection. Roi des rois sur le port d'Abidjan, Vincent Bolloré est persuadé que Laurent Gbagbo va rester le patron sur la lagune. Martin Bouygues, lui, bien que choyé également par Gbagbo – qui pense ainsi s'immuniser contre les mauvais sorciers de l'Élysée –, joue la carte d'Alassane Ouattara.

À quelques semaines de l'élection, Patricia Balme, pro-Ouattara, croise sur le vol Paris-Abidjan Stéphane Fouks, qui gère la communication de Laurent Gbagbo pour Havas-Worldwide (groupe Bolloré).

— Écoute, Patricia, commence Fouks, sûr de lui. Je préfère te dire : Gbagbo a déjà gagné. J'ai le dernier sondage grâce aux gens de la Sofres qui sont au fond de l'avion. Gbagbo l'emportera à 78 %. Je te demande de convaincre Ouattara d'accepter sa défaite.

— Et moi, rétorque Patricia Balme, je te dis que Ouattara va gagner. Tâche plutôt de convaincre Gbagbo de se retirer s'il perd⁶.

Pas étonnant que, avec de tels sondages, Laurent Gbagbo ne soit pas prêt à entendre les résultats du premier tour, le 31 octobre 2010 : il n'a obtenu que 38,06 % des suffrages, contre 32,26 % pour Ouattara et 25,1 % pour Bédié. Il est encore moins disposé à croire, le 28 novembre, qu'il arrive derrière Ouattara au deuxième tour, avec 45,9 % contre 54,1 %. Selon la formule en vogue sur le continent, « un chef n'organise pas une élection pour la perdre ». Gbagbo refuse ce résultat et accuse son challenger d'avoir fraudé dans le nord du pays. Mais c'est déjà le début de la fin. Son Premier ministre, Guillaume Soro, passe avec armes et bagages dans le camp de Ouattara, et, « au nom de la communauté internationale », c'est finalement Nicolas Sarkozy qui fait la différence, sur le plan militaire, en faveur de Ouattara...

Le 21 mai 2011, enfin, c'est le jour de gloire pour ADO : à l'occasion de son investiture à Yamoussoukro, il accueille plus d'une vingtaine de chefs d'État, dont le Sud-Africain Jacob Zuma, le Nigérian Goodluck Jonathan et un seul dirigeant occidental : Nicolas Sarkozy. Consécration suprême, ce dernier invite l'ex-Mister Iznogoud ivoirien pour une visite d'État en France du 25 au 28 janvier 2012, avec tous les honneurs : transport de l'aéroport aux Invalides en hélicoptère, escorte avec cavalerie jusqu'à l'hôtel Meurice et dépôt d'une gerbe sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc de triomphe. Avant le dîner de gala à l'Élysée, les deux présidents et leurs épouses échangent des décorations. Tradition lors de visites d'État : Dominique Ouattara est faite commandeur de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy. Un nirvana total pour la « blanche colombe » – surnom imaginé par ses fans pour faire oublier les mille et un noms d'oiseaux moins sympathiques dont l'affublent ses détracteurs.

Tout aussi radieux à ses côtés, malgré le temps pluvieux, Alassane Ouattara prend sa revanche sur le village franco-africain qui l'a boudé pendant tant d'années. Le 27 janvier, à 18 heures, ils sont tous là, alignés dans les salons de l'ambassade de Côte d'Ivoire, avenue Raymond-Poincaré. Une séance d'allégeance au nouveau patron de la Côte d'Ivoire, dont la prise de pouvoir paraissait improbable à la plupart. Alassane Ouattara savoure en décorant chacun d'eux de l'ordre national de la Côte d'Ivoire : les conseillers diplomatiques de l'Élysée (Jean-David Levitte et André Parant), plusieurs anciens ambassadeurs de France à Abidjan, dont André Janier, ainsi que tous les responsables du dossier Côte d'Ivoire au Quai d'Orsay. Du jamais vu. Élevé à la dignité d'ambassadeur de France pour son action à Abidjan, Jean-Marc Simon est également de la fête. Dans quelques semaines, il deviendra l'un des consultants du nouveau président. Mieux, en novembre 2013, c'est lui qui prononcera le discours d'accueil d'Alassane Ouattara comme membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer, une institution créée au temps des colonies. Un sacré adoubement pour Ouattara, que la plupart des membres de cette académie, dans leurs messes basses, n'appelaient que « l'agent américain ». ADO triomphe. Il est le patron.

Après les diplomates s'avancent les plus hauts gradés de l'armée française, en grand uniforme, à l'instar de l'influent Bordelais le général Bruno Clément-Bollée, ancien commandant de la Force Licorne et directeur de la coopération militaire⁷. Ils reçoivent l'accolade de celui qui est devenu, *de facto*, le président de toute l'Afrique de l'Ouest francophone, puisque la Côte d'Ivoire représente plus de 40 % du PIB des pays de la région qui appartiennent à la zone franc et ont la même monnaie, le franc CFA, en partage. Enfin

viennent les chefs d'entreprise, les plus nombreux. Sur la photo de famille, on retrouve autour du couple présidentiel Martin Bouygues, Vincent Bolloré et Pierre Castel, grand brasseur du continent africain et l'une des premières fortunes de France. Un trio lourd qui emporte souvent la décision politique sur les dossiers africains.

Du côté des médias français, seule Danielle Ben Yahmed, directeur général du groupe Jeune Afrique, est décorée lors de cette mémorable soirée. Son mari, Béchir Ben Yahmed, dit « BBY », est un intime de longue date d'Alassane Ouattara. Il y a plus de quarante ans, il avait associé ADO à un cercle de réflexion, le Club de Carthage. Plus tard, il est devenu son conseiller officieux en communication. Il l'a notamment vivement encouragé à laisser tomber sa conseillère de toujours, Patricia Balme, au profit de la papesse des réseaux d'influence à Paris, Anne Méaux, d'Image 7. Forte tête, toujours bien informée, Balme ne l'a toujours pas digéré. Avant même son élection, fin 2009, Ouattara avait rencontré Marie-Luce Skraburski, l'épouse de Michel Boyon, ancien président du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel). La communicante était alors détachée par Anne Méaux auprès du président sénégalais Abdoulaye Wade. Aujourd'hui, elle officie aux côtés d'Alassane Ouattara. Un peu gênée de laisser tomber celle qui les avait accompagnés pendant leur longue traversée du désert, Dominique Ouattara a proposé à Patricia Balme, au cours d'un déjeuner en tête à tête, un contrat compensatoire de 100 000 euros par an pour... le développement du tourisme en Côte d'Ivoire. Patricia Balme dit avoir répondu à cette offre : « Je ne serai jamais riche, mais je garde mon honneur et ma fierté. Je ne prendrai pas les miettes d'Anne Méaux⁸. » Des miettes ? On imagine la taille du gâteau...

Une entrée stratégique chez Hollande

Heureux, enfin adoubé, Alassane Ouattara quitte Paris le 28 janvier 2012. Il a en outre reçu la confirmation d'une importante annulation – de l'ordre du milliard d'euros – de la dette bilatérale de la Côte d'Ivoire à l'égard de la France, à la suite d'une demande de Nicolas Sarkozy au Trésor français. Seule ombre dans ce ciel sans nuages : la présidentielle française approche, et son issue est incertaine. Quelques mois plus tôt, lors du mariage de sa belle-fille, Nathalie, à Mougins, ADO s'est enfermé à l'heure de l'apéritif avec son premier cercle d'amis. Il cherche à les tester sur la probabilité que « Nicolas » soit réélu le 6 mai 2012. Malgré les sondages défavorables, il se persuade que son ami a encore toutes ses chances. Il est bien le seul... Son mentor au FMI, Michel Camdessus, mise sur Dominique Strauss-Kahn – pas encore mis hors course par son « aventure » au Sofitel de New

York. De son côté, l'avocat Jean-Paul Benoit est convaincu de la victoire de François Hollande, car, dit-il, « DSK ne tient pas le parti et il est trop riche⁹ ». Prudent, Martin Bouygues explique qu'il est prêt à écouter toutes les opinions ; d'ailleurs, rappelle-t-il, son père avait des relations « affectueuses » avec François Mitterrand. Le business est apolitique !

Sur les conseils de Jean-Paul Benoit, député européen honoraire et désormais avocat de la Côte d'Ivoire, et malgré les pressions de Nicolas Sarkozy pour qu'il choisisse Francis Szpiner, Alassane Ouattara s'attache les services d'un deuxième avocat : Jean-Pierre Mignard. Bonne pioche, à double titre. D'abord, en tant que professionnel, Mignard est un spécialiste des arbitrages internationaux. Il est déjà intervenu dans des litiges territoriaux africains auprès de la Cour internationale de justice de La Haye. Il sera mandaté par l'État ivoirien pour poursuivre Laurent Gbagbo devant la Cour pénale internationale. Ensuite, Mignard est pour Ouattara une carte politique majeure. Membre du conseil national du Parti socialiste français depuis 2008, il est presque en famille avec François Hollande. N'est-il pas le parrain de deux de ses enfants ? Bien qu'il ait plutôt soutenu Ségolène Royal lors de la primaire socialiste, Jean-Pierre Mignard a été en 1985 l'un des fondateurs du club Témoin avec Jacques Delors, François Hollande et Jean-Yves Le Drian, l'actuel ministre de la Défense.

En revanche, Alassane Ouattara, pour ne pas déplaire à son ami Sarkozy, se garde bien de recevoir Laurent Fabius, qui le connaît depuis très longtemps et cherche à le rencontrer. C'est le fils de Jean-Paul Benoit, Cyril, qui a présenté Fabius à Ouattara en 1999. Alors président de l'Assemblée nationale, Fabius avait même reçu, en pleine traversée du désert, l'ancien Premier ministre ivoirien à l'hôtel de Lassay, et déclaré « très choquant » que l'on puisse lui contester la nationalité ivoirienne. Un soutien à l'époque inespéré pour Ouattara. Fabius ne veut toutefois pas « forcer la porte » du nouveau président ivoirien et lui transmet, via Cyril Benoit, son numéro de portable. Les deux hommes reprendront contact... Aujourd'hui à la tête de la banque d'investissement Benoit & Associés Bankers, Cyril Benoit a été la plume de Fabius à l'Assemblée nationale et l'avait suivi comme conseiller au ministère de l'Économie et des Finances. En juin 2013, il a succédé à Jean-Pierre Jouyet à la présidence de l'institut Aspen, un club de réflexion. Jouyet était également membre du club Témoin avec Jean-Pierre Mignard.

Rien que des amis ! Ou comment un dirigeant africain *a priori* du bord politique opposé à celui du vainqueur parvient tout de même à pénétrer au cœur du pouvoir français...

Dès l'élection de François Hollande à la présidence de la République française, le très libéral Alassane Ouattara se trouve donc connecté sur le premier cercle du pouvoir. De plus, il dispose déjà en la personne de Georges Serre d'un ambassadeur de France idoine, profilé FMI – à son image – et sachant bien naviguer dans les milieux des décideurs à Paris. Serre, bien que nommé par Alain Juppé en avril 2002, a été auparavant chargé de mission de la cellule africaine sous François Mitterrand de 1992 à 1994, puis conseiller Afrique du ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine. C'est également une vieille connaissance du président ivoirien. « La première fois que j'ai rencontré ADO, confie-t-il, c'était lors d'un déjeuner à Washington en 1988. J'étais arrivé comme administrateur de la France pour la Banque mondiale et le FMI. Il était le directeur Afrique du Fonds. Après, je l'ai revu quand il était Premier ministre de la Côte d'Ivoire en 1993. » Prudent, habile politique sans avoir l'air d'y toucher, Serre explique : « Ouattara est content d'avoir à Abidjan un diplomate plutôt “éco” pour gérer un important programme de conversion de dette bilatérale en investissements, un C2D [contrat de désendettement et de développement], ce que j'avais fait quand j'étais ambassadeur au Cameroun¹⁰. » Mais « Jojo », comme le surnomment ses intimes, oublie de rappeler qu'il était l'un des rares, à l'été 2000, à soutenir à fond le camarade Laurent Gbagbo, élu à la tête de la Côte d'Ivoire au mois d'octobre de cette année-là après avoir écarté de la course un certain Alassane Ouattara. C'est dire si l'homme du nord de la Côte d'Ivoire doit aujourd'hui, dans son for intérieur, savourer les marques d'allégeance de tous ces Français qui l'ont longtemps cloué au pilori.

Sur le plan du business, les puissants n'ont pas à se plaindre de son élection. Témoin l'attribution du second terminal à conteneurs du port d'Abidjan au consortium Bolloré-Bouygues-AP Möller, à la grande fureur des concurrents, tel Necontrans, qui dénonce un monopole. Martin Bouygues, l'ami du chef, sera également le constructeur de l'imposant troisième pont Riviera-Marcory sur la lagune Ébrié (200 millions d'euros). D'autres groupes, comme celui de Margarita Louis-Dreyfus, déjà actif dans le riz, confortent leur position. Louis Dreyfus Commodities se dit ainsi prêt à exploiter 100 000 ha de terres dans le nord du pays (Korhogo, Ferkéssédougou, Boundiali, Tengréla...) ¹¹.

Cela n'empêche pas Alassane Ouattara d'inquiéter les milieux d'affaires français avec l'un de leurs compatriotes : Philippe Serey-Eiffel. Arrière-arrière-petit-fils du célèbre Gustave Eiffel, cet ingénieur des Ponts et Chaussées à l'allure martiale se donne des airs de colonel de parachutistes. Il s'emploie à faire souffrir ces Français d'Abidjan qui ne sont pas vraiment habitués à affronter une concurrence étrangère,

comprenez autre que française. À peine installé à la présidence, Alassane Ouattara, qui avait nommé Serey-Eiffel à la tête de la direction des grands travaux dans les années 1990, le rappelle pour gérer tous les dossiers économiques et les infrastructures. Pour l'âpre négociation de l'annulation de la dette ivoirienne à l'égard de la France, c'est encore Serey-Eiffel qui est à la manœuvre.

Les points d'achoppement soulevés par des diplomates du Quai d'Orsay sur ce dossier ont vite été gommés par un autre grand fan d'Alassane Ouattara à Paris : Pierre Moscovici, le ministre de l'Économie et des Finances. Les fonctionnaires du Trésor ont ainsi reçu pour consigne d'accepter toutes les propositions du pouvoir ivoirien sur les modalités de reconversion de cette dette – gigantesque, de l'ordre de 3 milliards d'euros – en projets. Lors de la signature de la première tranche d'annulation (700 millions d'euros) à Abidjan, le 1^{er} décembre 2012, Moscovici a conclu : « La France a besoin de la Côte d'Ivoire, et la Côte d'Ivoire de la France. »

Allié incontournable dans la crise malienne

Le plus grand ami africain de Nicolas Sarkozy est devenu encore plus intouchable à l'Élysée grâce à son soutien au cours de la crise malienne. En février 2012, Alassane Ouattara a été élu pour deux ans président de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cela n'a pas échappé à François Hollande, chef des armées : en janvier 2013, il a besoin de l'aval de cette organisation régionale pour se lancer dans la plus grosse opération militaire nationale menée par la France depuis cinquante ans, l'opération Serval, au Mali. Plus de quatre mille soldats sur le terrain. Comme disent les hommes en treillis : « La Libye a été l'heure de gloire de l'armée de l'air, le Mali est celle de l'armée de terre. » François Hollande ne peut rien refuser à ADO. Il le reçoit le 11 avril 2013 à l'Élysée comme un allié indispensable. Ouattara le sait. Il hausse la barre et se comporte comme le donneur d'ordres. De fait, il a deux fois plus de cartes dans son jeu que le nouveau grand chef blanc du château.

Sachant François Hollande très sensible sur le plan sécuritaire, Alassane Ouattara demande, dans la foulée, que la France forme non pas un, mais deux bataillons logistiques ivoiriens pour le Mali. À équiper depuis les casques jusqu'aux rangers. La fourniture de quelques Alpha Jet – avions d'entraînement de l'armée de l'air – serait également appréciée. Enfin, Ouattara surprend son homologue français en le priant d'intervenir auprès de Christine Lagarde, la directrice du FMI, afin que cessent les pressions sur le président

tchadien Idriss Déby pour la gestion de sa manne pétrolière. Message reçu cinq sur cinq par François Hollande. Voilà que Ouattara se pose en doyen de l'Afrique en France !

Le 5 juin 2013, à l'Unesco, ADO pousse son avantage. Le prix Félix-Houphouët-Boigny est remis à François Hollande pour son action au Mali. Le président ivoirien propose à ses pairs d'organiser un déjeuner de chefs d'État africains pour fêter le chef de guerre Hollande, décideur de l'opération Serval. Hollande reprend quelque peu la main en décidant finalement d'inviter à l'Élysée les douze présidents africains présents. Mais la vérité, c'est qu'il est « fétiché » depuis qu'il a lâché, le 2 février, à Bamako : « Je vis sans doute aujourd'hui la journée la plus importante de ma vie politique. » À l'instar de tous ses prédécesseurs, en particulier Jacques Chirac, l'homme de Corrèze s'est entiché du Zambèze. Ce sera sa rédemption ou sa perte. Alassane Ouattara en est parfaitement conscient.

1. Entretien avec l'auteur, 21 mars 2013.
2. *Ibid.*
3. Antoine Glaser et Stephen Smith, *Ces messieurs Afrique*, t. I : *Le Paris-Village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
4. Entretien de Patricia Balme avec l'auteur, 25 avril 2013.
5. *La Lettre du continent*, 1^{er} janvier 2003.
6. Entretien de Patricia Balme avec l'auteur, 25 avril 2013.
7. À titre privé, le général Bruno Clément-Bollée a été nommé fin décembre 2013 conseiller du président Alassane Ouattara, chargé de la restructuration de l'armée ivoirienne.
8. Entretien avec l'auteur, 25 avril 2013.
9. Entretien avec l'auteur, 13 avril 2013.
10. Entretien avec l'auteur, 13 avril 2013.
11. *La Lettre du continent*, 29 janvier 2013.

CHAPITRE III

Congo : au pays de l'or noir

Comment Denis Sassou Nguesso a été intronisé grand maître de Brazza par ses « frères » français

La photo est insolite, la pose étrange. Dans un salon sombre, deux hommes se tiennent fermement par la main face à l'objectif du photographe. L'un est africain, élégant : costume sur mesure, menton martial et regard sans réplique du « chef ». L'autre est européen, plus massif, le cou enserré par une lavallière bleu nuit d'un autre siècle ; une moustache en forme de guidon de vélo lui barre le visage. Les bras écartés forment le triangle parfait de deux « frères » en maçonnerie. Nous sommes en novembre 2002. Denis Sassou Nguesso, président de la république du Congo, vient d'être intronisé grand maître de la Grande Loge du Congo (GLC) par Jean-Charles Foellner, alors grand maître de la Grande Loge nationale française (GLNF). Le réseau des réseaux de l'Afrique en France.

Propriétaire, notamment, du Château Paradis et de ses vignes de rosé au Luc-en-Provence, Jean-Charles Foellner reviendra souvent au Congo par la suite. Le 20 octobre 2003, il consacre le temple de Brazzaville en « Arche royale » pour toute l'Afrique centrale. Une dizaine de jours auparavant, Denis Sassou Nguesso, tout nouveau grand maître congolais, a organisé l'initiation de son « frère » centrafricain, le président François Bozizé. Ancien chef d'État-major de l'empereur Bokassa, Bozizé vient tout juste de prendre le pouvoir à Bangui par un coup d'État. Dix ans plus tard, en mars 2013, il sera lui-même emporté par une rébellion. Son « frère » voisin, le président tchadien, Idriss Déby, également initié à la GLNF, ne l'a pas beaucoup protégé cette fois-ci. La franc-maçonnerie ne serait-elle donc pas cette assurance tous risques tant vantée auprès des dirigeants africains ? Pas vraiment. La preuve par le glaive. Mais elle est certainement un viatique d'influence dans le village franco-africain.

C'est précisément ce que cherche, depuis des années, Denis Sassou Nguesso, l'un des plus anciens chefs d'État du continent. Nommé président d'un comité militaire du Parti congolais du travail (PCT) en mars 1979, le « camarade » Sassou est débarqué, en août 1992, par l'une de ces conférences souveraines de l'après-chute du Mur. Un mauvais moment à passer. Sûr de lui, Sassou est persuadé qu'il va très vite revenir au pouvoir en s'alliant à Pascal Lissouba, un homme âgé, Premier ministre au début des années 1960. Directeur régional à l'Unesco au moment où il replonge dans la politique congolaise, Lissouba est un chercheur, généticien de profession, surnommé « Professeur Tournesol » pour sa propension à tirer des plans sur la comète. Justement, le plan de Denis Sassou Nguesso, c'est que le vieux scientifique ne fasse qu'un petit tour de manège et lui garde son fauteuil. Las, le supposé comparse se maintient à la tête de l'État et rompt avec le PCT de l'ancien officier progressiste. Seule porte de sortie pour Denis Sassou Nguesso : l'exil en France.

Humilié, et même vexé, le général d'armée, toujours combatif, prépare sa revanche. Du matin au soir, que ce soit dans son appartement de l'avenue Rapp à Paris ou dans sa résidence du Vésinet, dans les Yvelines, il reçoit ses amis français spécialisés dans le métier des armes... Après une sanglante guerre civile – milices Cobras de Sassou contre milices Cocoyes de Lissouba –, il revient au pouvoir en 1997 avec dans sa manche un tiercé gagnant. D'abord, son ami de toujours, Jacques Chirac, qu'il a beaucoup fréquenté lors de dîners d'anthologie à la mairie de Paris et qui est président de la République française depuis 1995. Ensuite, le président angolais José Eduardo dos Santos, son fidèle allié au nom d'un passé marxiste-léniniste et d'intérêts financiers communs. Enfin, les pétroliers français d'Elf, puis de Total, très productifs dans les deux pays.

À la recherche d'un leadership régional

S'il récupère bien son sceptre, Denis Sassou Nguesso sait qu'il n'est encore que le numéro deux dans la région. Aux yeux de ses amis français, il reste surtout le parent de son puissant voisin, Omar Bongo. Le président gabonais a épousé en 1990 Édith-Lucie, la fille préférée de Denis Sassou Nguesso. Ce dernier ne se remettra d'ailleurs jamais de sa mort, le 14 mars 2009, à Rabat, au Maroc. Interlocuteur privilégié des dirigeants français pendant près d'un demi-siècle, Bongo a toujours fait de l'ombre à Sassou. Au royaume des compas et des équerres, le président gabonais était déjà un maestro. Grand maître d'un Grand Rite équatorial plutôt affilié au Grand Orient (GO), marqué à gauche, il jonglait aussi avec la Grande Loge du Gabon

(GLG), liée à la Grande Loge nationale française (GLNF), proche de la droite. Un grand alchimiste qui réglait tous les problèmes sous le maillet... Pas un seul cadre gabonais un tant soit peu contestataire, genre forte tête « polluée » à l'étranger, ne résistait : à peine de retour au pays, il était initié et verrouillé, et finissait très vite par ne plus fréquenter que la loge du ministre auprès duquel il avait été affecté. Bien sûr, avec un bon salaire et une belle voiture de fonction. Copie conforme de ce qui se passait au Congo-Brazza. Toutefois, dans les agapes annuelles des convents des obédiences françaises où ils se rendaient main dans la main, Bongo avait toujours la préséance sur Sassou...

Frustré de n'être ni reconnu ni consulté par Paris, le président congolais a vu dans la création de sa propre loge un moyen d'exister et de peser dans les cercles de décideurs. Il s'est rapidement retrouvé au cœur d'affaires d'État et d'opérations secrètes. Outre la photo souvenir avec Jean-Charles Foellner et une vidéo de son intronisation accessible sur le Net, un autre document atteste l'activisme de son réseau français. Il s'agit d'une lettre datée du 19 octobre 2000 à l'en-tête de la Grande Loge nationale française et signée d'Yves Trestournel, alors grand secrétaire de cette obédience. Il révèle que Thierry Imbot, décédé quelques jours plus tôt, était un consultant du président congolais. « Vous avez été informé du décès accidentel de notre regretté frère Thierry Imbot avec lequel vous aviez établi des relations de collaboration », écrit Trestournel à « Monsieur le Président et très respectable frère ». En effet, le 10 octobre 2000 au matin, Thierry Imbot a été retrouvé mort devant son immeuble, rue Jean-Goujon, dans le VIII^e arrondissement de Paris, après avoir chuté de la fenêtre de son nouvel appartement situé au quatrième étage. Défenestré ou tombé accidentellement « en réparant un volet », comme l'a conclu l'enquête ? Fils du général René Imbot, devenu patron des services secrets français après l'affaire du *Rainbow Warrior*, Thierry Imbot était lui-même un agent de la DGSE. Il enquêtait notamment sur les marchés d'armement de Taïwan. Dix jours après sa mort, Yves Trestournel demande au président congolais que 75 millions de francs CFA (114 000 euros), « correspondant au travail effectué », soient versés à sa famille via la banque CAIC de Brazzaville. Dans une lettre du 29 septembre 2000 adressée au directeur général de cette banque, Thierry Imbot avait effectivement demandé le transfert de l'argent déposé par la présidence congolaise à la CAIC sur un compte à la banque Sanpaolo, « conformément à mon contrat de consultant avec la présidence de la République dont vous avez copie ». Sur quel dossier le « consultant » travaillait-il ? On ne le saura sans doute jamais.

Le réveil de Savorgnan de Brazza

Pour lui permettre de mieux asseoir sa grande maîtrise et le valoriser dans le village franco-africain, son premier cercle de « frères » parisiens souffle à Denis Sassou Nguesso, en 2006, l'idée d'un nouveau projet d'envergure : le transfert des restes de Pierre Savorgnan de Brazza d'un cimetière algérien au mausolée érigé dans la capitale qui porte son nom. D'origine italienne, l'explorateur avait ouvert la voie à la colonisation française en Afrique centrale, où il avait noué des relations fraternelles avec les populations, en particulier avec le roi Makoko. C'est à son initiative que le souverain avait placé son royaume sous la protection de la France en 1880. Loin de recueillir l'unanimité attendue, ce projet de transfert des ossements a très vite suscité des controverses. Une partie de la famille de Brazza s'y est déclarée hostile. Certains ont accepté à condition que le Congo, outre des investissements dans les secteurs de l'éducation et des infrastructures sociales, s'engage à édifier une statue du roi Makoko près de celle de l'explorateur à l'entrée du mausolée et à placer une croix sur sa tombe. Sans suite. En septembre 2013, un jugement de la cour d'appel de Paris a ordonné la restitution par le Congo de la dépouille de l'explorateur français à ses descendants.

Autre sujet de querelle : Pierre Savorgnan de Brazza était-il un frère de lumière laïc ou un fervent catholique ? Grand défenseur du roi Makoko, mais aussi grand détracteur de Denis Sassou Nguesso, Hervé Zebrowski, ancien secrétaire de feu Mgr Ernest Kombo, a produit dans un livre toujours en quête d'éditeur un document du Grand Orient de France. Il y est fait état que Brazza a bien été initié à la loge Alsace-Lorraine, le 28 juin 1888, mais en a démissionné en novembre 1904. Hervé Zebrowski affirme que Brazza a reçu, à sa demande, les derniers sacrements de l'Eglise catholique à Dakar, le 14 septembre 1905 à 18 heures. Zebrowski milite pour que les ossements de Brazza ne reposent pas dans le mausolée-temple de Brazzaville, mais à Mbé, aux côtés du roi des Tékés, Illoy Loubath Imumba I^{er} dit Makoko.

Les initiateurs du projet de transfert n'ont pu éviter le débat sur son coût, évalué entre 5 et 10 millions d'euros dans un pays où, bien qu'il soit le quatrième producteur africain d'or noir, 70 % de la population vit avec moins d'un euro par jour ! Toujours sur les conseils de ses amis français, Denis Sassou Nguesso a donc cherché des ressources extérieures. Entre-temps, sur le papier, le projet avait pris de l'ampleur : on envisageait la construction d'un complexe culturel comprenant, outre le mémorial, un musée du souvenir, une bibliothèque et un amphithéâtre.

Pour l'opération de sponsoring auprès des entreprises françaises, le

leader congolais a délégué ses deux plus fidèles communicants sur la place de Paris : Jean-Paul Pigasse et Patrick Wajzman. Au printemps 2004, Patrick Wajzman adresse une lettre à plusieurs patrons de grands groupes français en demandant à être reçu « un bref moment avec Jean-Paul Pigasse ». Cette requête est accompagnée d'une lettre de Denis Sassou Nguesso à en-tête de la présidence de la république du Congo précisant : l'édification des infrastructures à la mémoire de Pierre Savorgnan de Brazza « implique la mobilisation d'un certain nombre de moyens financiers qui ne pourront être levés qu'avec le concours des partenaires intéressés par la réalisation de ce projet. C'est dans cet esprit que j'ai confié la mission à MM. Jean-Paul Pigasse et Patrick Wajzman de solliciter le concours de votre société aux fins de participer au sponsoring de cette opération. Les fonds collectés seront déposés sur un compte bancaire ouvert à Paris par la république du Congo et la fondation Pierre-Savorgnan-de-Brazza ». Qui a répondu à cet appel ? Les noms des donateurs, a promis Sassou, « seront gravés sur le mémorial et dans le livre d'or de Brazza ». Peu se sont publiquement manifestés. Dans le village, on n'avance que masqué...

Un influent réseau parisien

Revenons un instant sur ces deux *missi dominici* qui ont la totale confiance du « chef ». Oncle de Matthieu Pigasse – le directeur général de la banque Lazard, actionnaire du *Monde* et de l'*Huffington Post* –, Jean-Paul Pigasse est le plus ancien membre de l'entourage de Denis Sassou Nguesso. Il a créé au Congo l'Agence d'information d'Afrique centrale, qui édite *Les Dépêches de Brazzaville* et gère le site Internet *brazzaville-adiac.com*. Pigasse est à l'initiative de toutes les opérations de promotion et de défense du régime congolais et de son président, ou les accompagne. Il est également le secrétaire général de la revue trimestrielle *Géopolitique africaine*, dont le président d'honneur n'est autre que Denis Sassou Nguesso. D'après des documents révélés par *La Lettre du continent*, cette revue est financée sur les recettes pétrolières de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) à hauteur de 800 000 euros par an. Les fonds sont virés sur le compte de *Géopolitique africaine* à l'agence CIC de la rue Saint-Honoré à Paris, via la BGFIBank de Brazzaville¹.

Si Jean-Paul Pigasse couvre le terrain médiatique à Brazzaville, Patrick Wajzman est connu comme un *go-between* hors pair dans le microcosme parisien. Président du comité éditorial de *Géopolitique africaine*, il met au service du leader congolais son entregent dans les cercles du pouvoir. Conseiller de François Léotard lorsque celui-ci

était ministre de la Défense, de 1993 à 1995, Wajzman est le fondateur-directeur de la revue *Politique internationale*, un trimestriel sur papier glacé nourri par la publicité des principaux groupes du CAC 40. La revue organise chaque mois des dîners-débats avec des décideurs économiques en l'honneur de dirigeants étrangers de passage. Des débats où ne sont jamais conviés les journalistes, pour garantir, affirme Patrick Wajzman, « une liberté de ton »...

Le 10 avril 2013, c'est au tour de Denis Sassou Nguesso, en visite en France, d'être la vedette d'un dîner à l'hôtel George-V. Mais ce soir-là, pour fêter le président congolais, il n'y a pas que des chefs d'entreprise. Plusieurs personnalités politiques ont tenu à être présentes pour se rappeler au bon souvenir du leader congolais : Claude Guéant, Philippe Douste-Blazy, Renaud Donnedieu de Vabres, Thierry Mariani, Rachida Dati...

Quatre mois plus tard, le 17 juillet 2013, Rachida Dati, encore elle, est à Brazzaville. La maire du VII^e arrondissement de Paris et vice-présidente de l'UMP y participe au Festival panafricain de musique. Après un entretien en tête à tête avec Denis Sassou Nguesso, elle explique qu'elle est présente au Congo en tant que députée européenne, afin d'« encourager un projet de création de lycées d'excellence ». Cependant, l'ancienne ministre de la Justice de Nicolas Sarkozy, avocate, reste aussi « magistrate en disponibilité ». Et les opposants au président congolais sont persuadés qu'elle est venue conseiller Denis Sassou Nguesso sur l'affaire des biens mal acquis, instruite à Paris contre lui et plusieurs de ses collègues d'Afrique centrale. Un dossier judiciaire qui l'agace terriblement.

Une dizaine de jours plus tard, c'est Jean-François Copé qui lui succède. Le président de l'UMP est l'un des intervenants du premier forum de la nouvelle revue *Forbes Africa*, pilotée par des proches du chef de l'État congolais. Jean-François Copé a reconnu avoir été rémunéré pour cette prestation. Pour justifier cette « pige politique », son directeur de cabinet, Jérôme Lavrilleux, a rappelé que l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin avait participé l'année précédente, en juillet 2012, au lancement de *Forbes Africa*. De fait, pour cette première édition – organisée par Euro RSCG –, Jean-Pierre Raffarin se trouvait dans l'avion spécial qui avait été affrété depuis Paris pour transporter à Brazzaville les VIP français. Deux autres Premiers ministres occupaient les premiers rangs : le Français Dominique de Villepin et le Belge Guy Verhofstadt. L'animatrice de ce forum était la journaliste Christine Ockrent. Une opération de communication internationale pour le Congo que seul l'argent du pétrole peut offrir.

Le pétrole : au Congo, c'est l'essence du pouvoir. Un vilain jeu de mots que ne renierait pas Jean-Yves Ollivier, l'un des traders de l'entourage de Denis Sassou Nguesso, sans doute parmi les plus intimes. « Je voue à Sassou, qui me considère comme son “frère”, un respect et une amitié indéfectibles. Il se moque de l'argent, il en use comme d'un moyen politique », explique-t-il à *Paris Match*². Dans le documentaire *Plot for Peace* (« Complot pour la paix »), de Carlos Agullo et Mandy Jacobson, sorti en 2013, l'homme d'affaires français fait d'ailleurs son « coming-out », révélant qu'il est un homme de l'ombre de l'Afrique postapartheid. Il y raconte, entre autres choses, les opérations de diplomatie parallèle qu'il a initiées pour accompagner la libération de Nelson Mandela ou encore l'indépendance de la Namibie. Prudent, l'aventurier de l'Afrique australe a tout de même fait « cribler » son passé par une société d'intelligence économique, K2 Intelligence. De sales histoires à cacher ? Pas du tout, se défend-il. Cela a simplement permis de faire effacer son nom de la World-Check, base de données bancaires qui recense les « personnes politiquement exposées ».

À l'instar de Roland « Tiny » Rowland, son *alter ego* britannique qui s'était créé un empire minier en Afrique, Jean-Yves Ollivier met à la disposition de ses partenaires africains – souvent appelés à de hautes fonctions – des moyens financiers ainsi que son avion privé. Il n'a pas toujours eu la main heureuse : en République démocratique du Congo (RDC), son candidat préféré était Jean-Pierre Bemba, l'homme fort du Mouvement de libération du Congo (MLC), actuellement poursuivi par la Cour pénale internationale et emprisonné à La Haye... Ce soutien a longtemps valu à Jean-Yves Ollivier d'être *persona non grata* à Kinshasa, chez Joseph Kabila. En Afrique du Sud, il avait misé, pour succéder à Nelson Mandela, sur le leader politique Tokyo Sexwale. Il avait même fait en sorte qu'il soit fait commandeur de la Légion d'honneur par François Mitterrand au cours de la visite officielle du président français en Afrique du Sud en juillet 1994. Las, c'est finalement Thabo Mbeki qui a accédé à la tête du pays en 1999, suivi par Jacob Zuma...

Tout en rondeur, affable, plein d'humour, « Jean-Yves » est quasiment le sosie du chanteur Elton John. Pas vraiment le profil de Son Altesse sérénissime (SAS), le prince Malko, héros de la série d'espionnage de Gérard de Villiers. Il a une qualité reconnue par tous : sa fidélité envers ses amis et partenaires. Pour assouvir sa passion du jeu politique en Afrique, il dispose depuis toujours d'un breton de rois qui ne lui ont jamais fait défaut. Le premier est une immense fortune,

acquise dans les matières premières (céréales, charbon, pétrole...). Le deuxième est le président Denis Sassou Nguesso, qui, non content de lui avoir donné accès à des cargaisons de pétrole, lui a permis d'entrer en contact avec ses alliés progressistes dans la région, tel l'actuel président angolais Eduardo dos Santos. Un joker pour conduire des opérations de diplomatie secrète. Dans la foulée, ce canal congolo-angolais a permis à la compagnie française Elf, puis à Total, de s'emparer de blocs pétroliers en Angola. Cela n'était pas évident : Luanda reprochait à Paris d'avoir trop longtemps aidé l'Unita, la rébellion de Jonas Savimbi. En contrepartie, Jean-Yves Ollivier n'a eu de cesse qu'il n'ait conforté la position diplomatique de Denis Sassou Nguesso, tant sur le continent que dans les capitales occidentales. Le documentaire *Plot for Peace* cherche aussi à magnifier l'action du président congolais à travers l'« accord de Brazzaville », qui, selon Ollivier, « a rendu sa dignité à toute l'Afrique australe » grâce à l'accession de la Namibie à l'indépendance. Lors de la projection du film en avant-première au musée Dapper, à Paris, le 12 novembre 2013, le « héros » de cette aventure a longuement fait applaudir Denis Sassou Nguesso et chaleureusement remercié la première dame congolaise, Antoinette, pour sa présence. Ces dernières années, l'action d'Ollivier a également été déterminante pour aider Sassou à sortir des griffes des fonds américains, qui avaient racheté des créances de l'État congolais pour plus de 700 millions de dollars. Faute de remboursement, ces fonds – rebaptisés « vautours » à Brazzaville – saisissaient tous les biens du Congo à l'étranger, notamment les cargaisons de pétrole à destination des États-Unis.

La troisième carte de Jean-Yves Ollivier est plus proche de la tour Eiffel : il s'agit de son ami Michel Roussin, qui l'a accompagné, comme le Petit Poucet, dans toutes ses opérations en Afrique. Après avoir été, de 1977 à 1981, directeur de cabinet d'Alexandre de Marenches – directeur du SDECE –, Michel Roussin a dirigé le cabinet de Jacques Chirac, d'abord à la mairie de Paris, puis à Matignon, de 1984 à 1993. C'est lui qui met Jean-Yves Ollivier en contact avec Chirac. Lors de l'opération Condor d'échange de prisonniers entre l'Afrique du Sud, l'Angola et la France, le 7 septembre 1987, ce sont des proches de Michel Roussin qui sont à la manœuvre avec Jean-Yves Ollivier : d'abord Jacques Rigault, ancien responsable du service action du SDECE, puis Jean-Marc Simon, un jeune diplomate repéré par Roussin, qui le fera chevalier de la Légion d'honneur en raison de « son goût pour le renseignement ». À l'époque de cette opération, Simon est, au Quai d'Orsay, conseiller du ministre Jean-Bernard Raimond. Il deviendra directeur adjoint du cabinet de Michel Roussin, ministre de la Coopération. Plus tard, il sera présent sur tous les terrains africains sensibles comme ambassadeur – en Centrafrique, au Nigeria, au Gabon

et en Côte d'Ivoire. Un vieux sorcier du village...

Roussin a la même passion que Jean-Yves Ollivier pour Denis Sassou Nguesso. À une petite nuance près. Pour cet officier de renseignement, Sassou est avant tout un frère d'armes : « Sassou, c'est l'école des officiers de réserve de Cherchell en Algérie avant l'indépendance, puis l'école d'infanterie de Saint-Maixent. Il est embarqué en Algérie dans les dernières embuscades avec les Français avant la résolution du conflit en juillet 1962. Ensuite, je le découvre et l'apprécie, avec Jean-Yves Ollivier³. » Roussin est aujourd'hui l'un des responsables Afrique du patronat français et conseille Henri Proglio (EDF) après avoir été le « Monsieur Afrique » de Vincent Bolloré.

Tout comme son beau-père, feu Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso est toujours à la recherche d'informations rares en provenance des services secrets. De même que l'ancien président gabonais, il adore recevoir les hommes de l'ombre et « échanger », selon la formule en usage dans le renseignement, sur les dernières petites histoires politiques, voire les secrets d'État à Paris. Bien que Jean-Yves Ollivier opère en solo, tout son entourage baigne dans les services secrets français. Et pas seulement son ami Michel Roussin. Du temps où il dirigeait l'entreprise pétrolière Comoil, rue Marguerite, dans le XVII^e arrondissement de Paris, Ollivier était associé avec Pierre Léthier, lui aussi colonel des services secrets. À cette époque, il exerçait « une activité sans solde en liaison avec les besoins du service », comme il l'a expliqué lors de son procès en 2003 dans le cadre de l'affaire Elf. Il lui a été reproché des transferts de fonds en lien avec Dieter Holzer, un proche d'Helmut Kohl et des services secrets allemands. Ce même Holzer était l'un des « invités » de Jean-Yves Ollivier en 1988 lors de rencontres secrètes dans le désert du Kalahari avec le ministre sud-africain Roelof Frederik « Pik » Botha, le ministre angolais Kito Rodriguez, Mark Strauss, fils de Franz Josef Strauss, Jean-Christophe Mitterrand... Rue Marguerite, on pouvait aussi croiser le général René Imbot, directeur général de la DGSE sous Mitterrand et, comme on l'a vu, père de Thierry Imbot, qui était devenu l'un des consultants de Denis Sassou Nguesso. De quoi donner le tournis... Comme on dit en Afrique : « On sait qui est qui. »

Les réseaux de l'or noir

« Les dirigeants africains aiment parler, ils aiment les réseaux, ils détestent la rigidité des systèmes. Ils sont enracinés dans le monde de l'oralité et la colonisation n'a pas gommé cette spécificité. S'il leur

arrive de se plier aux méthodes diplomatiques occidentales, c'est par courtoisie et par intelligence. Deux qualités qui, selon eux, font souvent défaut aux émissaires occidentaux » : cette analyse est celle de Jean-Yves Ollivier dans sa première profession de foi africaine, recueillie à l'été 1999 par *Politique internationale*. Ollivier aurait tout aussi bien pu remplacer « les dirigeants » par un sujet singulier : Denis Sassou Nguesso. Celui-ci ne pouvait donc s'entendre avec l'inspecteur des finances Philippe Jaffré, le dernier patron d'Elf Aquitaine – souvent rebaptisée « Elf Africaine » – avant sa fusion-absorption par Total. Il est vrai que Jaffré avait du mal à jongler avec les systèmes de financement « souples » mis en place entre la compagnie pétrolière française et les cassettes des présidents dans les palais du golfe de Guinée : bonus, frais de préreconnaissance, abonnements, préfinancements... « Un système opaque de versement de commissions destinées à rémunérer, via des intermédiaires, des personnalités africaines », comme l'écrivait en 2003 le juge Renaud Van Ruymbeke en instruisant l'affaire Elf. Le magistrat a rédigé un pavé de 657 pages qui décrit par le menu tous les acteurs de l'affaire, leurs relations interpersonnelles et leurs opérations secrètes. Ce document judiciaire demeure, à ce jour, le « roman vrai » d'Elf Africaine.

À l'exception notable de Philippe Jaffré, Denis Sassou Nguesso a séduit tous les patrons successifs de la compagnie pétrolière française, qui produit aujourd'hui plus de 60 % des 300 000 barils par jour (environ 15 millions de tonnes par an) d'or noir congolais. À commencer par Albin Chalandon, le « découvreur » du capitaine progressiste à la fin des années 1970. Après avoir perdu ses réserves pétrolières et gazières d'Algérie, la France avait trouvé un premier relais énergétique au Gabon, mais elle hésitait, en pleine guerre froide, à investir en république populaire du Congo. « Je me suis tout de suite bien entendu avec [Denis Sassou Nguesso], raconte Albin Chalandon dans le documentaire de Patrick Benquet⁴. C'est d'ailleurs devenu un ami. Bien que marxiste, il était réaliste et [n'était] subordonné à la Russie que sur un seul pied ! Il était beaucoup plus indépendant d'esprit et cherchait à s'affranchir. Il est devenu un ami de la France. En plus, on a trouvé de très grosses réserves. On a été tout à fait récompensés de notre persévérance, même si on a traversé des moments difficiles. » Après avoir quitté la présidence d'Elf Aquitaine en 1983, Albin Chalandon se rendra souvent à Brazzaville pour conseiller le président congolais sur les questions pétrolières, jusqu'à sa nomination en tant que garde des Sceaux en 1986.

Michel Pecqueur, qui dirige Elf Aquitaine de 1983 à 1989, laisse André Tarallo en roue libre pour assurer la survie du système pétrolo-financier. Le « tonton corse » des chefs d'État africains, qui gère avec

bonhomie tous leurs petits soucis de tirelire, sera pendant trente ans « l'alpha et l'oméga » du groupe en Afrique, selon la belle formule du président du tribunal qui jugea l'affaire Elf. Nommé en 1989 par François Mitterrand, Loïk Le Floch-Prigent comprend très vite la puissance politique que peuvent lui procurer ses relations directes avec les dirigeants africains. Après avoir hésité à le marginaliser, il décide de composer avec André Tarallo, mémoire des coffres et longtemps intouchable aux yeux d'Omar Bongo. Il sera surtout un allié majeur de Denis Sassou Nguesso contre Pascal Lissouba pendant la période de la guerre civile congolaise, en 1997. Il refuse d'accorder à Lissouba les préfinancements pétroliers dont bénéficiait Sassou. Furieux, le premier prend langue avec la firme américaine Oxy. Une attitude interprétée comme une trahison et un *casus belli* à Paris. Le leader congolais tente bien un rétropédalage en catastrophe, offrant même aux pétroliers français les 25 % de la part de l'État dans Elf Congo. Trop tard. Le processus de retour au pouvoir de Denis Sassou Nguesso, avec le soutien de ses réseaux français, est enclenché. En octobre 1997, le chouchou de Chirac, des services secrets et des pétroliers français contrôle à nouveau le pays.

Sassou n'oubliera pas Loïk Le Floch-Prigent, emporté par les eaux boueuses de l'affaire Elf. Lorsque l'ancien P-DG d'Elf Aquitaine sort de prison, il accepte toujours de le recevoir, soit à Paris, soit à Brazzaville. Et fait de lui son conseiller privé, comme Albin Chalandon.

Affaiblie par plusieurs années de démêlés politico-judiciaires, Elf Aquitaine, privatisée en 1994, renonce à son OPA sur Total. Et c'est elle qui se fait avaler par sa petite sœur en 2000. Patron de Total, Thierry Desmarest ne tarde pas à entamer une tournée africaine pour rassurer les chefs d'État. Il arrive à Brazzaville en octobre 2001, juste au moment où Loïk Le Floch-Prigent, à Paris, fait le tour des plateaux de télévision pour la promotion de son livre *Affaire Elf : affaire d'État*⁵. Denis Sassou Nguesso obtient de Desmarest de pouvoir commercialiser la totalité de sa production. Puisqu'il n'y a plus de « bonus » ni de « tonton corse » pour monter des préfinancements, autant se charger soi-même des recettes pétrolières. C'est le propre fils du président, Denis Christel Sassou Nguesso, qui gère désormais la commercialisation de l'or noir congolais via la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), créée après la disparition d'Elf Aquitaine.

Chez Total, celui qui va devenir le grand ami de Denis Sassou Nguesso est déjà là : depuis 1999, Christophe de Margerie est le directeur général pour l'exploration et la production. Auparavant, il s'est surtout passionné pour le Moyen-Orient, en particulier le Qatar. En reprenant Elf, Total a récupéré dans cet émirat un mégagissement

de gaz – le projet Dolphin Energy. Nommé à la tête du groupe en 2007, « le Moustachu » – comme l'appelle affectueusement Denis Sassou Nguesso en public histoire de rappeler qui est le patron – favorise la prise de participation dans Total, à hauteur de 3 %, puis de 5 %, du fonds souverain du Qatar. L'émirat devient ainsi l'un des principaux actionnaires du groupe. Et puisque les princes qataris s'intéressent aussi à l'Afrique, Christophe de Margerie les oriente vers le Congo-Brazzaville de son ami. Le 3 juillet 2013, dans le bureau de Sassou à la présidence, dans le quartier du Plateau, il fête l'entrée du Qatar dans Total Congo à hauteur de 15 % pour financer le développement du nouveau mégagisement de Moho, qui devrait produire 140 000 barils par jour supplémentaires dès 2016.

Alors, qui est vraiment le patron dans la tour Elf et dans la tour Bolloré à Paris ? C'est bien Denis Sassou Nguesso. Il est désormais un intime du patron de la première entreprise française. Christophe de Margerie vient parfois se détendre, le week-end, à Oyo, dans la case de nuit du président congolais. Les deux hommes papotent autour d'un fabuleux whisky de vingt-cinq ans d'âge. Qui maraboute qui ? Plus prosaïque et moins proche de Sassou, Nicolas Sarkozy, lors de sa visite officielle à Brazzaville, le 26 mars 2009, avait lancé aux opposants congolais : « Total me dit : c'est Sassou. Bolloré me dit : c'est Sassou. Vous voulez que cela change. Soyez intelligents. Vous n'avez qu'à vous organiser ! »

1. *La Lettre du continent*, 15 mars 2012.

2. *Paris Match*, 19 août 2013.

3. Entretien avec l'auteur, 26 juin 2013.

4. *France-Afrique, 50 ans sous le sceau du secret*, op. cit.

5. Loïc Le Floch-Prigent, *Affaire Elf : affaire d'État. Entretiens avec Éric Decouty*, Paris, Le Cherche midi, 2001.

CHAPITRE IV

Niger : au pays de l'uranium

Comment l'ancien cadre d'Areva Mahamadou Issoufou résiste à la tentation de Pékin

Mardi 13 juillet 2010, 10 heures du matin. Devant la résidence de l'ambassadeur du Niger, avenue Pigault-Lebrun, à La Celle-Saint-Cloud, une petite ville de la banlieue ouest de Paris, quelques voitures officielles sont stationnées sur les trottoirs. À l'intérieur, tout le monde s'affaire autour du chef d'escadron Salou Djibo. Issu de l'ethnie Djerma-Songhaï – ses ancêtres étaient de grands guerriers à l'époque précoloniale –, le chef putschiste s'est autoproclamé président du Niger cinq mois plus tôt, après avoir renversé Mamadou Tandja.

Il ne se trouve pas en France pour assister au défilé du 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Il s'apprête à recevoir Anne Lauvergeon, la présidente du groupe Areva, qui exploite depuis les années 1960 dans l'Extrême-Nord désertique des gisements d'uranium inépuisables : la principale richesse d'un des pays les plus pauvres du monde. En 2012, le Niger occupait le dernier rang dans le classement du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en fonction de l'indice de développement humain (IDH) – santé, éducation, espérance de vie...

Salou Djibo a sa tête des mauvais jours. Une fois les deux délégations confortablement installées dans le salon de la résidence, il prend la parole, mâchoires serrées. À la stupeur des participants, il vocifère contre les représentants du groupe français. Une brève diatribe qui se termine par ces mots : « Je ne suis pas Tandja. Mon pays crève de faim, et si vous ne me montez pas un financement de 20 milliards de francs CFA [environ 30 millions d'euros] d'ici au 15 septembre, vous pouvez faire vos valises et vous serez remplacés dès le 17 ! » Puis il retombe dans son mutisme, les yeux en l'air,

laissant ses ministres des Finances et des Mines argumenter face à Sébastien de Montessus, le vice-président du pôle minier d'Areva.

« C'est vrai qu'il nous a cueillis à froid, se rappelle Anne Lauvergeon. Il nous a bien adressé un ultimatum. J'étais un peu surprise, car je l'avais rencontré précédemment, en marge du sommet Afrique-France de Nice, lors de prénégociations où il était dans un autre état d'esprit. J'ai laissé passer. Je n'en ai pas rajouté¹. » Deux mois à peine après cet entretien tendu, le 16 septembre 2010, sept Français travaillant pour Areva et Vinci sont enlevés sur le site nigérien d'Arlit par un groupe se revendiquant d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Bien sûr, aucun lien de cause à effet entre ces deux événements. Mais on a là une bonne illustration du changement d'époque, du retournement de la Françafrique à l'AfricaFrance, et du changement de ton. Chez lui, droit dans ses bottes, le chef putschiste ne ressentait aucune crainte face à Anne Lauvergeon, alors classée par les magazines américains *Fortune* et *Forbes* parmi les femmes les plus puissantes du monde.

Formé au Maroc et en Chine, le commandant Djibo est tout à fait conscient de l'intérêt hautement stratégique que représente son pays pour la France. En particulier pour Areva, qui y extrait plus du tiers de ses besoins en uranium. Grâce à ces ressources, l'entreprise est plus compétitive, garantissant à ses clients acheteurs de centrales nucléaires du « combustible » pour au moins plusieurs décennies. C'est le « système Nespresso », selon la belle formule d'Anne Lauvergeon. Avec de sacrées capsules ! On reste toutefois discret, de part et d'autre, sur cette importance de l'uranium nigérien pour la filière militaire nucléaire et la force de dissuasion françaises.

Cette « exclusivité » nigérienne est le fruit d'une histoire politique et d'un choix stratégique peu connus. Retour sur ces années décisives avec Jacques Foccart, le grand vizir de l'Afrique à Paris.

Naissance d'un monopole

En ce 18 novembre 1966, au moment de retrouver, comme chaque fin d'après-midi, le général de Gaulle, Foccart est plus fébrile et plus joyeux qu'à l'accoutumée. « J'annonce au général de Gaulle la découverte d'un gisement d'uranium très important au nord d'Agadès, raconte-t-il dans ses éphémérides. Cette affaire est tout à fait comparable aux richesses des Américains, c'est un nouveau Colorado : c'est véritablement considérable. Le Général n'était pas au courant et, bien sûr, il a été fortement intéressé. Je lui en ai montré

l'emplacement sur la carte et il a été très satisfait². »

Il s'agit du fameux gisement d'Imouraren, le plus important d'Afrique et le deuxième du monde, celui qui devrait être exploité à partir de 2016 par Areva. À cette époque secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches, Jacques Foccart n'a de cesse qu'il n'ait fait du Niger la seule source d'approvisionnement en uranium de la France. Il est assez isolé sur cette ligne. En 1968, il s'inquiète même auprès du général de Gaulle des velléités du commissariat à l'Énergie atomique (CEA) de trouver d'autres fournisseurs. Une stratégie de diversification que le Général, lui, approuve. Mais Foccart revient à la charge et obtient gain de cause. Il argumente auprès du chef de l'État : « Nous avons en Afrique une situation privilégiée et des accords tout à fait exceptionnels. Nous avons passé avec l'Iran des accords qui nous sont infiniment moins favorables en ce qui concerne les prix et, surtout, en ce qui concerne la commercialisation d'une partie de l'uranium³. »

En contrepartie de l'exclusivité de sa production d'uranium, Jacques Foccart offre au président nigérien Hamani Diori un paquet-cadeau financier et sécuritaire : 20 % des recettes d'exploitation pour le Niger, une contribution financière supplémentaire « réservée à titre personnel » au président, l'installation d'une garnison militaire française à Agadès et « une intervention quasiment automatique dès lors qu'il serait menacé ». Cette dernière mesure a déjà été mise en place au Tchad en faveur du président François Tombalbaye. Jacques Foccart en rappelle le *modus operandi* : « une demande en blanc dans le coffre de l'ambassadeur, qui permet au président tchadien d'espérer le concours des troupes françaises même s'il est arrêté en pleine nuit ». Sans doute une précaution après la tentative de renversement de Léon Mba, au Gabon, en 1964 : Paris n'était intervenu qu'une fois le président arrêté. Les prévenances françaises à son égard n'empêcheront pas le président Hamani Diori de réclamer, en février 1974, une indexation du prix de l'uranium sur celui du pétrole. Jacques Foccart rapporte au président Georges Pompidou l'argumentaire du leader nigérien : « Il me dit que les Arabes des pays pétroliers, et en particulier les Libyens, se rendent compte de la concurrence que peut leur faire plus tard l'uranium et se portent acquéreurs, dès à présent, de la totalité de la production à des prix plus élevés que ceux qui sont pratiqués par la France⁴. »

Hamani Diori est renversé le 15 avril 1974 par son propre chef d'État-major, le lieutenant-colonel Seyni Kountché. Formé à Paris, cet officier qui a combattu avec l'armée française en Indochine, puis en Algérie, aura l'insigne honneur de visiter, en 1985, les silos des missiles nucléaires français sur le plateau d'Albion en compagnie de

François Mitterrand. Dans les ogives : de l'uranium nigérien enrichi ! Une tranche d'histoire franco-africaine avant la chute du mur de Berlin et la montée en puissance des Chinois en Afrique, en particulier au Niger.

Après le décès de son successeur, Seyni Kountché, en 1987, le Niger connaît une succession de coups d'État militaires. Le pays retrouve une certaine stabilité en 1999 avec l'arrivée au pouvoir, par la voie des urnes, de Mamadou Tandja, lui-même ancien lieutenant-colonel. L'année suivante, les cours de l'uranium flambent et la peur d'une pénurie s'installe. Areva décide alors de se lancer dans l'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren. Ce site est à une centaine de kilomètres au sud d'Arlit, où le groupe français exploite déjà deux mines, en voie d'épuisement, qui produisent environ 3 000 t par an. À elle seule, la mine d'Imouraren permettra d'obtenir 5 000 t par an de *yellowcake* – le concentré d'uranium de couleur jaune enrichi pour produire du combustible à destination des réacteurs nucléaires –, avec des réserves prouvées de 80 000 t pour un coût de 2 milliards de dollars. Au moins quarante ans de bonheur !

Le cheval de Troie des Chinois

D'après négociations s'engagent entre Mamadou Tandja et Areva, tant sur les prix que sur la mise à la disposition du Niger d'une partie de la production. Pendant toute la guerre froide, la France a contrôlé l'ensemble de la commercialisation de la production d'uranium, officiellement pour qu'elle ne tombe pas entre des « mains ennemies ». En réalité, la Cogema (ancien nom d'Areva) et l'armée française détenaient ainsi un monopole.

Le leader nigérien fait pression sur le groupe français en jouant sur la présence d'un acteur caché dans la coulisse : la Chine. Pékin s'est déployé en force au Niger dans le secteur de l'uranium – plantant son drapeau sur tous les permis autour de ceux d'Areva –, mais aussi dans celui du pétrole. La China National Petroleum Corporation (CNPC) a même réussi à évincer l'américaine Exxon sur le permis d'hydrocarbures d'Agadem, le premier à avoir été exploité dans le pays, en mettant sur la table 140 millions de dollars de bonus de signature et en promettant la construction d'une raffinerie – un projet qu'Exxon jugeait non rentable. Imparable.

Sur le versant politique de la collaboration, l'empire du Milieu a un atout maître : Ousmane Tandja, dit Gober, le propre fils du président, est attaché commercial à l'ambassade du Niger à Hong Kong. Un supercheval de Troie lié à des groupes chinois concurrents d'Areva.

Dominique Pin, ex-conseiller au sein de la cellule Afrique de l'Élysée, nommé en 2007 directeur d'Areva-Niger par Anne Lauvergeon, est l'homme de confiance de cette dernière sur le terrain. Ils ont travaillé ensemble à la présidence de la République sous Mitterrand. Il explique dans le documentaire de Patrick Benquet : « Beaucoup de chefs d'État africains ont l'impression qu'ils ont une alternative à l'ancienne puissance coloniale. Ce qui est le cas... Mamadou Tandja joue beaucoup avec les Chinois, qui vont d'ailleurs exploiter une mine d'uranium pas très loin d'Imouraren. Tandja nous disait : “Vous ne voulez pas céder à mes revendications, je ne vous donnerai pas Imouraren. Je le donnerai aux Chinois.” Jamais il ne se serait comporté comme ça par le passé, ne serait-ce qu'il y a dix ans⁵. »

Mais voilà qu'à l'été 2007, à peine installé, Dominique Pin est expulsé avec Gilles de Namur, le conseiller sécurité du groupe. Tous deux sont accusés par Mamadou Tandja d'avoir acheté la paix d'Areva auprès d'une nouvelle rébellion touarègue animée par le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ). Tandja a mis en exergue le passé des deux hommes pour justifier ses soupçons. Namur était l'attaché militaire de l'ambassade de France à Niamey à l'époque où la cellule africaine de l'Élysée était le fer de lance de la DGSE pour la première pacification touarègue⁶. Une si grande connaissance du terrain et des acteurs du monde touareg ne peut que déplaire au président. Rappelons que, en 1990, après l'attaque d'une gendarmerie à Tahoua, Mamadou Tandja, ministre de l'Intérieur sous le régime du général Ali Saibou, avait réprimé sévèrement une rébellion touarègue.

Quant à Dominique Pin, mort d'un cancer fulgurant le 15 août 2011, il expliquait ainsi son expulsion : « Un certain nombre de nos gardes qui appartenaient au corps d'intervention du ministère de l'Intérieur sont passés à la rébellion. Cela a été un prétexte immédiatement utilisé par le président Tandja⁷. » De fait, en l'expulsant, le leader nigérien espère pouvoir faire pression sur Areva dans les négociations.

Il faut sauver le soldat Areva

La vive réaction de Niamey tétanise Paris. La mobilisation générale est déclarée. À l'automne 2007, plus d'une dizaine de responsables politiques français se succèdent dans la capitale nigérienne pour calmer l'ire de Tandja. Parmi eux, Bruno Joubert, conseiller Afrique du président Nicolas Sarkozy. Dans les attachés-cases, un éventail de nouvelles propositions : 23 millions d'euros de *royalties*, une augmentation de 50 % du prix des enlèvements de *yellowcake*, la mise à la disposition de l'État nigérien de 900 t d'oxydes d'uranium... En

bonus, un petit cadeau sécuritaire comprenant la réparation de trente-cinq automitrailleuses légères et la fourniture de nouveaux véhicules légers de reconnaissance et de déminage dans la zone des combats. Tout cela parvient à peine à dérider les officiers nigériens, qui viennent de recevoir plusieurs conteneurs d'armes en provenance de la Chine.

Une fois renégociées et signées les conventions existantes, le plus dur reste à faire pour Anne Lauvergeon : obtenir l'accord définitif pour l'exploitation du gisement d'Imouraren. Sous la pression politique nigérienne, tout le processus de négociation se déroule dans l'urgence. Le premier accord est signé début août 2008... en Corse, dans un restaurant de l'archipel des Sanguinaires ! « J'étais en vacances, explique Anne Lauvergeon. C'est la ministre des Affaires étrangères, Aïchatou Mindaoudou, qui est venue me rejoindre. Une femme de caractère, excellente négociatrice. C'est d'ailleurs elle qui a obtenu que pour la première fois le Niger puisse commercialiser une partie de sa production d'uranium [900 t]⁸. »

Maintenant que le permis d'Imouraren a été attribué à Areva, un autre compte à rebours est déclenché : l'accord pour l'exploitation du gisement expire en février 2009, il doit donc être renouvelé. Anne Lauvergeon multiplie les « gestes » à l'égard de Niamey. Le 18 décembre 2008, elle assiste dans la capitale nigérienne aux festivités du 50^e anniversaire de l'indépendance du pays. Le 20, elle est reçue par Mamadou Tandja. À l'issue de l'entretien, elle lance à la presse : « Nous sommes sur la même ligne et j'espère que les choses vont aller maintenant très vite. »

Or, si le volet financier est bien bouclé, Mamadou Tandja a une autre idée derrière la tête, plus politique celle-là. Il entend faire venir Nicolas Sarkozy chez lui lors de son voyage en Afrique, prévu début 2009. Mauvaise humeur à l'Élysée. Le président français n'avait prévu qu'un déplacement express de deux jours dans les deux Congos. Il sait déjà que l'étape de Kinshasa, au pays des tontons belges, sera pénible et délicate pour lui. Il envisage de traverser ensuite le fleuve Congo pour aller se reposer à Brazzaville, chez l'« ami Sassou », et fêter l'attribution à Bolloré du terminal à conteneurs de Pointe-Noire, avant de rentrer *fissa* à Paris pour retrouver son épouse Carla. Afin de le convaincre d'accéder à la demande du président nigérien, Areva et les militaires français font valoir l'enjeu majeur que représente le projet d'Imouraren pour la France. Nicolas Sarkozy accepte du bout des lèvres de faire une escale à Niamey sur son vol retour. À peine cette visite est-elle annoncée qu'Anne Lauvergeon est invitée à venir signer à Niamey, le 9 janvier, l'accord tant attendu : le permis d'exploitation de la deuxième mine d'uranium du monde.

Le 27 mars 2009, vers 13 heures, Nicolas Sarkozy débarque en enfer : l'aéroport surchauffé de Niamey. La lumière est aveuglante, l'ombre inexistante. Sans ses Ray-Ban – trop raillées par les caricaturistes –, le président français descend l'échelle de coupée, le soleil en plein visage, grimaçant comme jamais. Il s'engage sur le tapis rouge pour recevoir les honneurs militaires au son d'une petite fanfare de bienvenue. Puis il stationne, pendant moins d'une minute, devant les petits groupes présents pour assurer l'animation, en particulier cinq à six éleveurs Peuls Bororos superbement maquillés qui exécutent une danse en roulant des yeux et en levant leurs bras vers le ciel. Mamadou Tandja observe le visage toujours crispé de son hôte, qui n'a pas un geste amical pour les danseurs. Il le conduit rapidement vers le salon d'honneur climatisé, plus froid qu'un frigo de boucherie.

La délégation française prend ensuite la direction de l'hôtel Gaweye, le mieux équipé de la capitale nigérienne, où doit se tenir une réunion de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Initialement, seule Anne Lauvergeon devait y intervenir avec l'Allemand Peter Eigen, président de cette structure créée pour favoriser la transparence dans les secteurs minier et pétrolier. Nicolas Sarkozy devait simplement clore les débats. Au lieu de cela, pressé de rentrer à Paris, il arrive en avance et très énervé. Situé au rez-de-chaussée de l'hôtel, le salon de réception pour cette réunion « environnementale » est trop petit et mal climatisé. Un ventilateur appelé à la rescousse tombe avec fracas, rendant encore plus nerveux un service de sécurité déjà tendu. Interrompant un propos liminaire du Premier ministre nigérien, Seyni Oumarou, Nicolas Sarkozy s'en prend aux photographes qui le mitraillent. C'est ensuite la secrétaire d'État aux Droits de l'homme, Rama Yade, qui récolte un regard assassin du président français pour être arrivée en retard. Lorsque Peter Eigen prend la parole – forcément trop longuement –, Nicolas Sarkozy est à la limite de l'implosion. Mâchoires serrées, il livre enfin le fond de sa pensée : « Areva, dont l'actionnaire est l'État, s'est engagée pour des décennies dans votre pays en investissant 1,2 milliard d'euros. Nous avons signé avec vous un partenariat stratégique. Nous sommes prêts à aller très loin, mais si vous avez l'impression de ne pas être payés au juste prix, il faut le dire. » Quant à la transparence des revenus, « elle joue dans les deux sens », insiste-t-il : « Il faut voir comment l'argent qu'on donne est utilisé. » Un message également au sujet des préfinancements chinois au Niger pour la construction de la raffinerie : « Attention à ne pas réendetter l'Afrique ! » Anne Lauvergeon reste de marbre, tenant précieusement ses fiches sur son maroquin. Ce jour-là, le patron d'Areva, c'est bien Nicolas Sarkozy !

Plus allant pendant la conférence de presse finale, le président

français se fait piéger par Mamadou Tandja. Le leader nigérien commence par préciser que, « démocrate, [il n'entend] pas changer la Constitution pour [briguer] un nouveau mandat », puis dévoile sa stratégie : « Si on me le demande, je terminerai sur trois ans les projets que j'ai engagés. » Nicolas Sarkozy avalise plus ou moins cette « rallonge » mandataire en déclarant : « Il ne faut pas changer la Constitution, mais si tous les députés sont d'accord pour laisser le président Tandja finir son travail... » Pour Anne Lauvergeon, « c'était diabolique de la part de Mamadou Tandja. Il a mis Nicolas Sarkozy devant le fait accompli⁹ ».

De fait, l'escalade du chef de l'État français est un succès total pour le président nigérien. Nicolas Sarkozy promet même que la France va financer la construction d'un chemin de fer pour évacuer le minerai d'Imouraren, actuellement convoyé par camion jusqu'au port de Cotonou. Présent dans la délégation française, l'ancien ministre de la Coopération Michel Roussin raconte cette petite histoire : « J'étais à l'hôtel Gaweye quand Nicolas Sarkozy m'a fait appeler d'urgence. Il était en train de déjeuner avec le président Tandja. Il m'attrape pour m'installer entre eux deux : "Michel, mets-toi là." Il donne une tape sur l'épaule de Tandja, qui ne bronche pas et reste très digne. Nicolas Sarkozy lui dit : "Tu vois, là, Roussin, on va lui dire ce qu'il faut faire." J'étais gêné. Je savais qu'il voulait que je fasse passer des messages à Bolloré pour le projet de construction du chemin de fer. Mais j'étais là pour le patronat français, pas en tant que "Bolloré man". Je savais qu'on ne pouvait pas s'engager, là, tout de suite¹⁰. » La visite du président français à Niamey aura duré à peine cinq heures. Un *speed-dating* pour poursuivre l'histoire franco-nigérienne de l'uranium.

Malgré les promesses financières et l'adoubement politique du président français, c'est Mamadou Tandja qui garde la main. Le 4 mai 2009, l'exploitation du gisement d'Imouraren est officiellement lancée sur le site en présence d'Anne Lauvergeon et d'une garde d'honneur composée d'un millier de chameliers touaregs. Trois jours plus tard, c'est sans chameaux mais en compagnie de l'ambassadeur de Chine au Niger que Tandja visite le site uranifère d'Azelik, exploité par la China National Nuclear Corporation (CNNC). Le leader nigérien serait-il déjà au courant des négociations secrètes entre la Chine et la France en vue d'une participation de Pékin au projet d'Imouraren ?... De son côté, Areva a bien anticipé les changements à la tête du Niger. Avant le coup d'État et l'instauration de relations tendues avec le chef putschiste, Salou Djibo, le groupe français a réussi à associer aux négociations des membres de l'opposition, en particulier Mahamadou Issoufou. Une forme de « cohabitation » nigéro-nigérienne sur

l'uranium dont l'initiative revient directement à Anne Lauvergeon.

Le « camarade » Issoufou ne relâche pas la pression

Le choix de Mahamadou Issoufou était bien inspiré : c'est justement lui qui sort vainqueur des urnes le 7 avril 2011. Ingénieur des Mines formé à l'École supérieure de Saint-Étienne, Issoufou a connu la maison Areva alors qu'il était en culottes courtes. Avant d'entamer une carrière politique en 1991, il a été le directeur puis le secrétaire général de la Somaïr (Société des mines de l'Aïr), qui gère la mine d'Arlit. Il est également chez lui rue de Solférino, au siège du Parti socialiste français, parti frère de sa formation, le PNDS (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme). Lorsqu'il était dans l'opposition, ses deux « camarades » les plus proches à Paris étaient le député Arnaud Montebourg et Guy Labertit, ancien responsable Afrique du PS. Pour son investiture, le nouveau président nigérien invite également une autre amie, Corinne Bord, conseillère régionale PS d'Île-de-France. Le 15 mars 2012, deux mois avant l'élection présidentielle française, en marge du VI^e Forum mondial de l'eau à l'Unesco, à Paris, Issoufou a reçu pendant plus d'une heure son « camarade » François Hollande. Un petit coup de pouce au candidat moqué par son challenger pour son manque de « stature internationale ».

En juin 2012, lorsque Mahamadou Issoufou retrouve à l'Élysée non plus son « camarade », mais le président François Hollande, c'est une autre histoire qui s'ouvre. Les deux dirigeants sont dans l'urgence absolue. Hollande obtient le soutien total de son homologue à son projet d'intervention au Mali, y compris la mobilisation de six cent cinquante soldats nigériens. De son côté, Issoufou demande à Hollande de peser de tout son poids d'actionnaire majoritaire d'Areva pour la mise en chantier rapide d'Imouraren. À la sortie de cette audience, François Hollande lâche : « Si ça peut aller plus vite, nous y sommes favorables. Tout ce qui peut être fait pour le développement, pour l'activité économique du Niger doit être réalisé dans les meilleurs délais. »

Cependant, de retour dans son pays, le leader nigérien hausse le ton. Son ministre d'État chargé du Développement industriel, Omar Hamidou Tchiana, explique en Conseil des ministres, le 24 octobre : « Le partenariat dans l'exploitation de l'uranium est très déséquilibré en défaveur du Niger, et ce depuis quarante et un ans d'exploitation de ce minerai. » Sans jamais citer le groupe français, il précise : « Ce déséquilibre est corroboré par le fait que les recettes tirées de l'uranium représentent 5 % de nos recettes budgétaires alors même

que le Niger passe pour l'un des producteurs phares de ce minéral dans le monde. »

Message reçu cinq sur cinq chez Areva. Le 19 novembre 2012, Olivier Wantz, qui a remplacé Sébastien de Montessus comme directeur du pôle minier, signe avec Hassoumi Massaoudou, directeur du cabinet présidentiel nigérien, un mémorandum de « recadrage » des relations entre les deux parties. Tout comme son président, Massaoudou connaît bien Areva. Il a été un responsable de la Cominak (Compagnie minière d'Akouta), l'une des deux mines nigériennes exploitées par le groupe français. Ce dernier accepte d'avancer 35 millions d'euros à l'État nigérien. En contrepartie, il demande le renouvellement du permis de Tagaït et l'attribution d'un nouveau permis sur le site de Toulouk. Surtout, il obtient un engagement ferme pour le permis d'Imouraren. Compte tenu de l'ampleur des sommes déboursées (près de 2 milliards d'euros), Areva estime que le retour sur investissement ne peut être réalisé que sur la totalité des réserves et donc sur les quarante années de production.

Voilà qui redonne un peu de souffle à Issoufou, qui en a bien besoin. En effet, après avoir vidé ses casernes pour mieux surveiller ses frontières, le président nigérien a promis aux militaires un collectif budgétaire de 25 milliards de francs CFA (38 millions d'euros). Il est sur le qui-vive. Il a même repris contact avec Mamadou Tandja, qui conserve de précieux réseaux dans les forces de défense et le conseille en matière de sécurité et de renseignement. Une alliance politique et stratégique. Tandja et Issoufou partagent par ailleurs une même détestation pour Hama Amadou. Cet ancien Premier ministre de Tandja et allié d'Issoufou lors de la présidentielle de 2011 est repassé dans une opposition active au pouvoir. Issoufou sait qu'il sera son principal challenger en 2016 lorsqu'il se représentera pour un deuxième mandat. 2016 : c'est justement la dernière date retenue pour la mise en exploitation d'Imouraren. Si toutefois l'attentat suicide contre le site d'Arlit, le 23 mai 2013, n'incite pas Areva à retarder cette échéance.

Mahamadou Issoufou succombera-t-il, comme Mamadou Tandja, aux sirènes de Pékin ? La Chine est présente sur plusieurs grands projets miniers dans le pays et a dix fois plus de moyens que les Français pour l'aider à mobiliser des financements. Le Niger est son premier marché d'investissement dans l'espace financier de l'Afrique de l'Ouest francophone. Quand on sait que pour un malheureux petit prêt de 50 milliards de francs CFA (76 millions d'euros) obtenu en août 2012 auprès de son ami le président congolais Denis Sassou Nguesso, Mahamadou Issoufou s'est fait taper sur les doigts par le FMI¹¹, le grand frère chinois est une alternative qu'il ne peut

négliger ! Tout aussi nationaliste que ses prédécesseurs, Issoufou a depuis longtemps élargi son champ au-delà de la tour Eiffel. Il fréquente désormais le Tower Bridge de Londres ainsi que les grand-messes du *business* minier organisées par le Commonwealth. Et s'il a signé un contrat annuel avec Image 7, la société de communication d'Anne Méaux, c'est sans doute davantage pour répondre à l'amical conseil d'une autre cliente, Anne Lauvergeon, que parce qu'il s'inquiète de son « image » à Paris...

Bien informé, le leader nigérien sait que les dirigeants d'Areva risquent, à terme, de s'entendre dans son dos avec leurs concurrents chinois. Déjà, le groupe français cherche d'autres gisements d'uranium à exploiter en Mongolie pour être moins dépendant du Niger. Le joker dont Issoufou a besoin dans son bras de fer avec Areva lui est finalement fourni par l'un de ses collaborateurs, Mohamed Akotey : ce sera, le 23 octobre 2013, la libération des otages français d'Areva et de Vinci, aux mains d'AQMI depuis un peu plus de trois ans. Lui-même ancien rebelle touareg, Akotey est de la tribu des Ifoghas, dont la capitale officieuse est Kidal, au Mali. Il est également le cousin d'Iyad Ag Ghali, chef du groupe islamiste Ansar Dine et protagoniste masqué de tout ce qui se passe dans cette région. Pour couronner le tout, Mohamed Akotey est le président d'Imouraren SA, la filiale nigérienne d'Areva. En un mot, l'homme idoine !

Dès la libération des otages et à plusieurs reprises, François Hollande a rendu un hommage appuyé au président Mahamadou Issoufou. Ce dernier, de son côté, compte sur son vieux « camarade » pour obtenir du groupe Areva qu'il paie le « prix politique » de ses enlèvements d'uranium au Niger. La participation de l'État dans Areva à hauteur de 87 % est une garantie sans faille pour le leader nigérien. Son homologue, ami et camarade de l'Élysée est bien, aujourd'hui, son obligé.

1. Entretien avec l'auteur, 4 juin 2013.

2. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. II, *op. cit.*, p. 513.

3. *Ibid.*

4. Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. V, *op. cit.*, p. 540.

5. *France-Afrique, 50 ans sous le sceau du secret*, *op. cit.*

6. En 1992, Claude Silberzahn, alors patron de la DGSE, avait entrepris une médiation secrète auprès des rebelles touaregs. Dominique Pin était à l'époque le numéro deux de la cellule africaine de l'Élysée, chargé de ce dossier.

7. Interview accordée à Patrick Benquet dans le cadre de la préparation de son documentaire *France-Afrique, 50 ans sous le sceau du secret*, *op. cit.*

8. Entretien avec l'auteur, 4 juin 2013.

9. Entretien avec l'auteur, 4 juin 2013.

10. Entretien avec l'auteur, 26 juin 2013.

11. Il est vrai que les conditions du prêt – 4 % d'intérêts par an sur dix ans – sont difficilement acceptables pour un pays dont la dette a été annulée en 2004 au titre de l'initiative PPTE (pays pauvre très endetté).

CHAPITRE V

Tchad : au pays des guerriers zaghawas

Comment Idriss Déby est devenu le chouchou de la DGSE

C'est en décembre 1990 que le guerrier zaghawa Idriss Déby évince son ancien allié devenu son pire ennemi : Hissène Habré. Sa prise de pouvoir est facilitée par la France. En effet, Paris ne soutient plus Hissène Habré, accusé d'être devenu l'ami des Américains en autorisant l'implantation de « contras libyens » (opposants au colonel Kadhafi) dans le sud du Tchad. Cette installation contrevient à l'accord secret qu'a conclu François Mitterrand avec le colonel Kadhafi. Dans le dos des Français, Habré a monté une opération antilibyenne à partir de son territoire.

L'opération visant à aider Idriss Déby à prendre le pouvoir à Ndjamena est confiée à la DGSE et à Paul Fontbonne. Après un séjour en Libye, Déby retrouve Fontbonne au Soudan. Puis, dès l'exfiltration d'Hissène Habré par les Américains, l'officier l'accompagne jusqu'à Ndjamena. Paul Fontbonne devient alors le protecteur du nouveau maître du Tchad, avec le titre officiel de conseiller spécial. Dans la foulée, le président François Mitterrand limoge l'ambassadeur de France au Tchad. Il lui est reproché d'avoir laissé les Américains gérer seuls l'évacuation des opposants libyens. De fait, en vertu de l'accord secret passé avec Kadhafi, François Mitterrand s'est engagé à ce que ces derniers puissent choisir d'être acheminés par les Américains au Kenya ou de rentrer en Libye avec la garantie de l'impunité. Or ils ont tous été exfiltrés au Kenya. En remplacement de l'ambassadeur sortant, Mitterrand nomme Yves Aubin de La Messuzière, ancien directeur de cabinet d'Alain Decaux, chargé de la Francophonie dans le gouvernement Rocard. Diplomate arabisant, « YAM », comme il se surnomme lui-même dans ses rapports de mission, se retrouve sans le savoir en terrain plus que miné...

Septembre 1992. Idriss Déby est désormais bien installé dans son fauteuil de président du Tchad. André Bailleul, chef de la mission de coopération française et administrateur-développeur expérimenté, débarque à Ndjamena en provenance de Guinée. À l'époque, même s'il est sous la coupe de l'ambassadeur, le chef de la mission de coopération est un interlocuteur recherché : c'est lui qui tient la caisse de l'aide française. Très vite, Bailleul est amené à rencontrer le président Idriss Déby à l'occasion de fêtes militaires organisées, sans l'ambassadeur, par le commandant en chef des forces françaises. « On discutait une bouteille de bière à la main. Idriss Déby claudiquait un peu, s'appuyant sur une canne. Il était très abordable¹ », se souvient-il.

Quelques semaines après son installation, Bailleul reçoit un étrange message du directeur de cabinet de Michel Roussin, le ministre de la Coopération : il est convoqué à Dakar pour un entretien avec ce dernier. Pourquoi le ministre souhaite-t-il le voir, lui, simple chef de mission, et qui plus est à Dakar plutôt qu'à Paris ou à Ndjamena ? Bailleul est perplexe. Pour en savoir plus, il téléphone à sa collègue Louise Avon, chef de la mission de coopération au Sénégal. Cette développeuse en chef, papesse du ministère de la Coopération avant son absorption par les Affaires étrangères, a la réputation d'être toujours bien informée. Nouvelle surprise, Louise ne lâche rien et fait la mystérieuse : « Écoute, André, je ne peux rien te dire au téléphone. Je te parlerai entre quatre-z-yeux quand tu seras là. »

André Bailleul arrive donc dans la capitale sénégalaise avec toutes ses questions en bandoulière. Michel Roussin le reçoit en tête à tête dans un lieu privé et n'y va pas par quatre chemins : « Monsieur Bailleul, on a un problème à Ndjamena. Le président Déby ne veut plus voir l'ambassadeur, qui, dit-il, se comporte en haut-commissaire. Le chef de l'État vous apprécie et ne veut plus avoir affaire qu'à vous au niveau de l'ambassade. » Interloqué, Bailleul demande s'il peut en parler à l'ambassadeur. « Absolument pas, répond Roussin. Vous ne rendrez compte qu'à Paul Fontbonne. Il sera en relation avec vous et, autant que besoin, il vous appellera pour rencontrer le chef de l'État. » Fermez le ban. L'entretien a été bref. Michel Roussin a toujours eu le sens du secret et de la hiérarchie. Là, c'est lui le décideur.

Sans instruction écrite ni télégramme, André Bailleul rentre à Ndjamena, un peu déboussolé. Par loyauté, il prévient tout de même l'ambassadeur de sa mise hors circuit. Ensuite, à plusieurs reprises, il est appelé nuitamment pour rencontrer le président Déby. Le *modus operandi* est toujours le même : Paul Fontbonne l'informe que le chef de l'État souhaite l'entretenir de tel ou tel dossier économique ou

financier. Bailleul rédige une note sur sa propre machine à écrire ou sur celle de sa secrétaire, fidèle et discrète, qui le suit depuis des années. La note, sans en-tête, est remise à Idriss Déby la veille de l'entretien. « La première fois que je l'ai vu, se souvient Bailleul², c'est sur le dossier de la CotonTchad, qui est la caisse de l'État. Il comprend que ses gars piquent dans la caisse, mais ne sait pas comment... » Paul Fontbonne passe prendre André Bailleul à la résidence de la mission de coopération. « Il m'abandonne dans une villa des quartiers proches de la présidence. Des zaghawas enturbannés avec des Ray-Ban miroirs sur le nez viennent me chercher. Ils m'emmènent dans une autre maison. Idriss Déby arrive. Il pose un certain nombre de questions. Pourquoi l'argent ne va pas dans les caisses de l'État ? Très amical. Manifestement, il ne connaît pas la filière. Il me fait quelques confidences sur les compétences de ses ministres. Moi, je ne dis rien. Si j'ai quelque chose à dire, je le fais passer par Fontbonne. » Et seulement de vive voix et face à face. Car l'ambiance est plutôt à la paranoïa dans la capitale tchadienne. « La première fois que je contacte Fontbonne à la suite d'une commande du président, il me coupe : "Non, non, non... On en parlera quand je viendrai vous voir." Il arrive. Je lui dis : "Qu'est-ce qui se passe ?" Il répond : "J'ai monté le service d'écoutes à la présidence. Je suis moi-même sur écoute et je ne sais pas qui écoute qui..." » Après ses entretiens avec le président tchadien, le chef de mission doit également rendre compte au directeur du cabinet du ministre à Paris – « par des moyens cryptés », lui a-t-on précisé.

André Bailleul quitte le Tchad en octobre 1994 pour entrer comme stagiaire à l'ENA. À sa boutonnière, un beau ruban rouge de la Légion d'honneur...

Comment, pendant tout ce temps, le diplomate Yves Aubin de La Messuzière survit-il en « terrain militaire » ? Informé du soutien dont bénéficie Michel Roussin auprès du président Mitterrand, Son Excellence ne cherche pas à prendre de front le nouveau circuit des services secrets français. Avant même sa nomination au Tchad, il est mis au parfum. « Peu de temps avant mon départ, se souvient-il, à l'instigation de la cellule africaine de l'Élysée, je suis convié à participer à un dîner organisé par la DGSE en l'honneur d'Idriss Déby, qui fait son premier déplacement à Paris depuis sa prise de pouvoir. C'est contraire aux usages, comme me le fait remarquer le Quai d'Orsay, mais je suis impatient de connaître le personnage. Je le trouve plutôt réservé, voire sur ses gardes face au flot de questions que lui adressent des convives fascinés par ses exploits guerriers. Je ne suis pas dupe des arrière-pensées des "services", soucieux de montrer d'emblée au futur représentant de la France au Tchad que le nouveau

chef de l'État leur doit beaucoup³. »

Le deuxième message codé ne tarde pas. L'avion dans lequel l'ambassadeur se rend au Tchad pour sa prise de fonctions est escorté à l'atterrissage par deux Mirage. « Faut-il voir dans cette initiative surprenante – et, comme je l'apprendrai par la suite, contraire aux règles d'utilisation des moyens aériens – un signe de nos militaires, fortement présents au Tchad ? » s'interroge YAM. Le diplomate, particulièrement combatif – il dirigera plus tard, au cours d'une période délicate, l'ambassade de France à Bagdad, avant d'être nommé directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient du Quai d'Orsay –, ne baisse pas les bras. Il considère qu'il doit avoir l'exclusivité des rapports avec les autorités politiques du Tchad. Sans succès. Non seulement Michel Roussin verra toujours Idriss Déby en tête à tête à Ndjamen, mais il organisera même en son honneur un déjeuner au ministère de la Coopération, à Paris, sans convier l'ambassadeur... Yves Aubin de La Messuzière apprendra également que le contenu de certains de ses télégrammes « est porté à la connaissance d'Idriss Déby ». Il pourra même, à plusieurs reprises, relire sa correspondance dans *Le Canard enchaîné*... Déby lui reproche d'être trop à l'écoute de ses opposants, « en particulier les organisations d'inspiration sudiste ».

Pour recouvrer un semblant d'autorité, l'ambassadeur choisit la stratégie du contournement. Il peut compter sur deux alliés à Paris : Thierry de Beaucé, qui partage la responsabilité de la cellule africaine de l'Élysée avec Jean-Christophe Mitterrand, et surtout Pierre Joxe, le ministre de la Défense. Avec le soutien de ce dernier, YAM obtient le limogeage de l'attaché de défense : « Il ne me tient pas informé des actions conduites par les mouvements politico-militaires au sud et à l'est du pays et contredit dans ses rapports mon évaluation de la situation intérieure. » À cette époque, la coopération militaire française mobilise deux cent cinquante assistants, présents à l'État-major et dans les régiments en cours de restructuration. C'est la plus importante de la France en Afrique subsaharienne.

En 1993, l'ambassadeur souffle un peu avec l'arrivée d'un nouvel interlocuteur dans le jeu franco-tchadien : le général Christian Quesnot, tout nouveau chef d'état-major particulier de François Mitterrand. Le président français lui confie le dossier Tchad. L'assassinat, le 16 février 1991, du vice-président de la Ligue des droits de l'homme, maître Joseph Béhidi, a changé la donne et réveillé Paris. Quesnot obtient d'Idriss Déby la tenue d'une Conférence nationale souveraine de janvier à avril 1993. Recteur de l'université de Ndjamen et ministre du Plan et de la Coopération, Ibni Oumar Mahamat Saleh profite de cette période d'ouverture pour créer son propre parti, le PLD (Parti pour les libertés et le développement). Il est

l'une des figures politiques les plus régulièrement consultées par des personnalités étrangères en visite au Tchad. Originaire de Biltine, dans l'est du pays, titulaire d'un doctorat de mathématiques obtenu à l'université d'Orléans, « Ibni » a milité, dans les années 1970, au sein de la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), proche du PS. Plusieurs de ses « camarades » africains de l'époque ont été élus depuis à la tête de leur pays : Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, Alpha Condé en Guinée, Mahamadou Issoufou au Niger ou encore Ibrahim Boubacar Keïta au Mali.

Avant même la formation d'un gouvernement d'ouverture en 1996, Ibni Mahamat Saleh prend ses distances avec Idriss Déby : il rend son portefeuille de ministre du Plan et de la Coopération le 17 mai 1994, mais maintient l'alliance de son parti avec le MPS (Mouvement patriotique du salut) présidentiel. La rupture définitive sera scellée lors de l'élection présidentielle de 2001, qui les oppose. Déby est déclaré vainqueur au premier tour. Mais le président réélu n'en a pas fini avec Ibni, qui devient le porte-parole de l'opposition et bénéficie du soutien affiché de ses amis socialistes à Paris. Ces derniers rêvent de le voir accéder à la tête du Tchad. Idriss Déby ne se sent plus tranquille du côté de Paris, d'autant qu'il ne supporte pas le nouveau « conseiller spécial » qui a succédé à Paul Fontbonne à la fin des années 1990.

Déby met alors Paris sous pression. Il pratique un chantage constant autour de la fermeture de la base militaire française, dont il serait pourtant la première victime. La France sauve son fauteuil à plusieurs reprises. En mars 2005, les forces françaises neutralisent des éléments du Front uni pour le changement (FUC) qui tentent de prendre le pouvoir pendant qu'Idriss Déby participe à un sommet de la Communauté des États d'Afrique centrale (CEMAC) en Guinée-Équatoriale. En février 2008, ce sont ses propres cousins zaghawas du premier cercle présidentiel qui entrent en rébellion. Limogés, ils reviennent en force du Soudan en rezzous très équipés. Grâce à sa ténacité, au renseignement français, à ses deux hélicoptères biélorusses et aux missiles Milan qu'il s'est offerts avec l'argent du pétrole, Idriss Déby reprend la main *in extremis*. Alors que les rebelles sont aux portes de Ndjamena, plusieurs opposants disparaissent, dont Ibni Mahamat Saleh. On ne le reverra jamais...

En dépit de cette situation de guerre, Nicolas Sarkozy ne renonce pas à faire escale à Ndjamena, le 26 février 2008, sur la route pour l'Afrique du Sud. C'est un Idriss Déby tout sourire qui accueille son homologue français et son épouse, Carla Bruni-Sarkozy. Le couple a convolé en justes noces le 2 février et c'est son premier voyage à l'étranger. Parmi les membres de la délégation française qui

descendent en queue de l'avion, les moins initiés aux mœurs locales observent, médusés, les éléments de la garde républicaine. De prime abord, on les prendrait pour des rebelles. Juchés sur des *pick-up* et équipés de lance-roquettes, totalement enturbannés à l'exception des lunettes de soleil miroirs, ces guerriers du désert ont reçu, pour certains, une formation spéciale à la protection rapprochée de la DGSE. Une drôle d'ambiance règne sur le tarmac où se croisent, en se donnant parfois l'accolade, paras français, officiels tchadiens et membres de la délégation présidentielle parisienne. Un univers très codé.

Après un entretien avec le président tchadien, Nicolas Sarkozy rencontre les journalistes pour une réunion informelle dans les jardins de l'ambassade de France. Pressé de questions sur la disparition d'Ibni Mahamat Saleh, il annonce la création d'une commission d'enquête internationale avec l'accord d'Idriss Déby. Pendant ce temps, à l'intérieur de la résidence, Carla Bruni-Sarkozy reçoit l'épouse de l'opposant disparu. S'ensuit un dîner dans un hangar de l'aéroport de Ndjamena en compagnie d'une centaine de soldats du 21^e régiment parachutiste d'infanterie de marine (RIMa).

À Paris, deux sénateurs socialistes, Gaëtan Gorce et Jean-Pierre Sueur, se mobilisent aux côtés de la famille d'Ibni, en particulier ses fils. Plusieurs fois interpellé par les parlementaires à propos des engagements pris lors de sa visite au Tchad, Nicolas Sarkozy finit par répondre, le 8 août 2009, dans une lettre qui ménage le pouvoir tchadien et sa justice tout en assurant que « la France poursuivra sans relâche ses efforts pour que la vérité soit mise au jour et que la justice soit rendue ». Quatre ans plus tard, le 25 juillet 2013, la justice tchadienne, faute d'avoir pu « identifier les auteurs, coauteurs et complices », a prononcé un non-lieu dans cette affaire. Sans illusions sur l'issue de la procédure tchadienne, les fils de l'opposant disparu – dont Hicham Ibni Oumar, de nationalité française – avaient déposé plainte dès janvier 2012 devant le tribunal de grande instance de Paris pour « enlèvement, séquestration, torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Ils ont été entendus le 18 juillet 2013 par la juge d'instruction française Emmanuelle Ducos, magistrate au pôle « génocide et crimes contre l'humanité » du TGI de Paris.

Hollande et Déby, le jour et la nuit ?

Le nouveau locataire de l'Élysée à partir de mai 2012 est un ancien camarade d'Ibni Oumar Mahamat Saleh. Et s'il y a un parti français qu'Idriss Déby a en horreur, c'est bien le Parti socialiste. Trop de

mauvais souvenirs. En avril 2001, le leader tchadien était fou furieux d'apprendre que le délégué Afrique du PS, Guy Labertit, s'était rendu à Ndjamena dans le cadre de la fondation Jean-Jaurès pour participer à la formation des militants du PLD d'Ibni. Labertit avait fréquenté ce dernier, tout comme le futur président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo. Idriss Déby avait vite fait savoir à l'ambassadeur de France que le représentant du PS n'était pas le bienvenu au Tchad.

En mai 2012, Idriss Déby est-il, lui, le bienvenu à l'Élysée ? Dans un premier temps, François Hollande le boude ostensiblement. Les visites des autres dirigeants africains se succèdent, mais le « fennec du désert », comme l'ont surnommé les militaires français, ne reçoit toujours pas de carton d'invitation. Au mois d'octobre, un rendez-vous est calé, annulé à la dernière minute par le président français sous prétexte d'un « agenda chargé ». Idriss Déby serre les dents et ronge son frein. Il retourne l'« affront » le 14 octobre en boycottant le sommet de la francophonie de Kinshasa (RDC). Il préfère aller fêter le 44^e anniversaire de la Guinée-Équatoriale à Malabo avec son homologue Teodoro Obiang, un autre président africain tenu à bout de gaffe par l'Élysée.

Pour rendre le message encore plus clair, Idriss Déby fait le 16 octobre une escale... à Kinshasa, en rentrant d'Afrique du Sud. Il vient réconforter Joseph Kabila. En effet, le président congolais, au lieu d'être remercié pour la tenue du sommet, a été tancé devant ses pairs par un François Hollande très sec qui a critiqué « la situation inacceptable au niveau des droits de l'homme en RDC ». Vexant. Aussi, fait rarissime, Joseph Kabila se déplace à l'aéroport pour recevoir Idriss Déby. Tous deux passent un moment à cancaner de concert à propos du « nouveau maître » de l'Élysée.

Mais le vent mauvais soulevé au nord du Mali par les *pick-up* des islamistes radicaux change la donne. La politique africaine de la France est prise en main à l'Élysée – ne l'a-t-elle pas toujours été ? – par les généraux de l'entourage présidentiel. Briefé en stéréo par Benoît Puga, son chef d'état-major particulier, et par le général Didier Castres, sous-chef des opérations à l'État-major, François Hollande comprend vite qu'il ne peut se passer du Tchad dans sa campagne militaire malienne.

Les deux généraux sont des familiers d'Idriss Déby. Benoît Puga a dirigé l'opération Manta au Tchad en 1984, et il était à la manœuvre en février 2008 comme sous-chef des opérations lors de l'attaque des rebelles contre Ndjamena. Didier Castres était le Monsieur Afrique du président Sarkozy à l'état-major particulier, rue de l'Élysée. Cela fait longtemps que tous deux travaillent en bonne intelligence. Ils savent

que la force ouest-africaine supposée prendre le relais des troupes françaises au Mali est loin d'être prête. Ils vantent le courage du guerrier zaghawa Déby qui, dans les années 1980, lançait tout seul des rezzous contre les chars du colonel Kadhafi, lequel deviendrait plus tard son allié. Selon eux, il faut lui demander « poliment » d'engager ses hommes, le Tchad n'étant pas membre de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest), censée se mobiliser comme un seul homme pour le Mali.

Surtout, c'est à partir du Tchad et à l'aide des éléments aériens de l'opération Épervier que Paris va pouvoir se déployer au Mali. Déclenchée en 1986 pour contrer les forces armées libyennes qui avaient franchi la ligne rouge du 16^e parallèle, fixée par François Mitterrand, l'opération Épervier, qui prévoyait la présence de onze cents soldats français au Tchad sur deux bases militaires, l'une à Ndjamena, l'autre à Abéché, devait être « ponctuelle »... Et elle ne s'appuyait sur aucun accord de défense en bonne et due forme. En août 2010, à l'occasion des célébrations du 50^e anniversaire de l'indépendance du Tchad, Idriss Déby avait lancé un avertissement – à l'époque encore sans frais – à la France pour qu'elle paie pour sa présence militaire dans le pays : « Cela fait vingt ans qu'“Épervier” existe, et il ne joue plus son rôle, à part quelques soins donnés aux malades et un appui logistique en cas d'agression quelque part. La France ne paie rien au Tchad, à part quelques marchandises qui entrent sous douanes. Si la France veut rester au Tchad, utiliser ses avions et entraîner ses hommes, il y a un coût à payer. » Et si la France n'a plus les moyens, avait-il conclu, « “Épervier” peut partir, nous garderons les meilleures relations possible ». Tétanisé, le ministère de la Défense avait réagi à la vitesse du Mirage : le gouvernement français était « prêt à examiner » les demandes du président tchadien. Par la suite, silence radio. « L'argent n'aime pas le bruit », comme aimait à le répéter l'ancien président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny.

Qui tient qui ? François Hollande, chef de guerre, ne passe-t-il pas l'ardoise magique sur François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste ? Le 5 décembre 2012, il attend son homologue tchadien sur le perron de l'Élysée. Malgré une petite pluie fine, Idriss Déby savoure les roulements de tambour de la garde républicaine, qui lui rend les honneurs. Longue poignée de main entre les deux hommes avant une rencontre d'une heure, dont une partie en tête à tête. Idriss Déby sort de la présidence la tête dans les nuages. Il sait que le « grand Blanc » a besoin de lui. Le lendemain, il est fêté dans les locaux du Medef par les plus influents dirigeants d'entreprises françaises en Afrique. Ils ont été mobilisés par le vice-président du Medef international, qui n'est

autre que Michel Roussin, frère d'armes et allié indéfectible, comme on l'a vu, du leader tchadien.

Foudre de guerre

La guerre, c'est ce qu'Idriss Déby sait faire le mieux. Le 16 janvier 2013, en soutien à l'opération française Serval, il envoie au Mali plus de deux mille soldats d'élite, dont une partie de la garde présidentielle, ainsi que deux cent quarante véhicules de transport de troupes et de ravitaillement. Ce contingent est baptisé FATIM : Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali. Déby nomme aussi numéro deux de l'opération son propre fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, patron de la DGSSIE (Direction générale des services de sécurité et des institutions de l'État). Les forces tchadiennes interviennent aux côtés des forces françaises à proximité de l'Adrar des Ifoghas. Le 12 février 2013, après un violent accrochage avec les rebelles, trente-huit soldats tchadiens sont tués et quatre-vingt-cinq sont blessés. Ce seront les pertes les plus importantes de l'opération militaire dans le nord du Mali. « Cette perte, s'il en était besoin, illustre l'engagement total et courageux des forces armées tchadiennes pour libérer, aux côtés des forces maliennes et françaises, le Mali du fléau du terrorisme, déclare François Hollande. Le sacrifice de ces jeunes soldats doit être salué avec le plus profond respect, et nous renforcer dans notre détermination. »

Incontournable pour Paris, Idriss Déby se permet de faire la leçon à ses pairs d'Afrique de l'Ouest. Fin février 2013, il appelle « l'état-major de la CEDEAO à plus de célérité en accélérant l'envoi des troupes dans la zone libérée ». Ces propos déplaisent à ses voisins. En juin 2013, les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest ne soutiendront que mollement la candidature du général Oumar Bikimo, qui a commandé le contingent tchadien au Mali, à la tête de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). C'est le général rwandais Jean-Bosco Kazura, un habitué des opérations de maintien de la paix de l'ONU, qui sera désigné par le secrétaire général Ban Ki-moon.

C'est toutefois au Tchad que le nouveau président malien Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) a fait sa première visite officielle à l'étranger. Son avion a atterri le 29 août 2013 à Abéché, puis un hélicoptère de l'armée tchadienne l'a conduit à Iriba, près de la frontière soudanaise, où Idriss Déby passait ses vacances. Un périple qui souligne la nature privilégiée des relations tchado-maliennes. « Je suis venu dire merci, a déclaré IBK. Il était indiqué que je réserve cette première visite au Tchad, que je vienne exprimer toute ma reconnaissance au peuple

tchadien et à son président pour l'action conduite qui a permis aujourd'hui qu'on soit dans cette stabilité.» Un geste de reconnaissance qui tente de gommer la bourde du président par intérim, Dioncounda Traoré, trois mois plus tôt : lors de la remise du prix Félix-Houphouët-Boigny à François Hollande à l'Unesco, le 5 juin 2013, il avait omis de citer le Tchad parmi les pays remerciés pour être venus « sauver » son pays. Idriss Déby l'avait très mal pris...

Après avoir déjoué mille et un complots depuis sa prise de pouvoir à Ndjamena, l'ancien rebelle entend aujourd'hui être respecté. Il ambitionne de bâtir l'armée la plus puissante de la région, avec l'assistance technique de ses frères d'armes français et l'argent qu'il tire de ses ressources pétrolières. En mars 2003, pour la première fois, il a été « faiseur de roi » en soutenant le coup d'État du général François Bozizé contre le président centrafricain Ange-Félix Patassé. Et c'est sans doute le retrait de ce soutien, dix ans plus tard, qui a provoqué la chute de ce même Bozizé. Le président tchadien semble considérer qu'il lui revient de veiller sur les champs pétroliers du sud de son pays, qui se prolongent dans le nord de la Centrafrique, dans les bassins de Doseo et de Salamat. Ainsi, dans son esprit, seul un « allié » peut s'installer au pouvoir à Bangui.

Qui aurait parié, au début des années 1990, que ce Tchad improbable, dont les frontières résultent de négociations entre Français et Allemands dans les années 1880, finirait par connaître la stabilité ? Il est pourtant devenu un point d'ancrage pour des pays voisins au destin tourmenté. Au nord, la Libye a implosé après la chute du colonel Kadhafi. À l'est, la création de la république du Soudan du Sud a coupé le pays en deux. À l'ouest, le Niger est toujours sous la menace d'attentats suicide commis par des groupes liés à AQMI. Au sud, la Centrafrique est un État en perdition. Idriss Déby, lui, s'est donné du temps en modifiant la Constitution, qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Le 1^{er} décembre prochain, il fêtera ses vingt-trois ans à la tête du Tchad. À cette occasion, aux félicitations de ses frères d'armes français s'ajouteront celles des diplomates du Quai d'Orsay. Le 2 septembre 2013, c'est le premier d'entre eux, le ministre Laurent Fabius, qui a décroché son téléphone pour l'entretenir, selon le communiqué laconique du ministère, au sujet des « principaux enjeux de sécurité régionale en Afrique ainsi que [de] la candidature du Tchad à un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2014-2015 ». Embrassé comme du bon pain par François Hollande au moment de l'investiture d'Ibrahim Boubacar Keïta à Bamako, Idriss Déby est devenu l'allié incontournable de Paris en Afrique centrale. C'est ce qu'on appelle un retournement...

1. Entretien avec l'auteur, 26 février 2013.
2. Entretien avec l'auteur, 26 février 2013.
3. Entretien avec l'auteur, 10 juin 2013.

CHAPITRE VI

Cameroun : au pays du franglais

Comment Paul Biya s'est entiché d'Israël et de la Kabbale au détriment de la France

S'il est l'un des plus anciens chefs d'État au pouvoir – il a fêté ses « noces de perle » (trente ans) à la tête du Cameroun en novembre 2012 –, Paul Biya est aussi l'un des plus énigmatiques. D'apparence fragile, cet ancien haut fonctionnaire à la voix fluette donne toujours l'impression de se tenir caché derrière les rideaux rouges de son palais de Yaoundé. Un leurre. Deuxième président de la République unie du Cameroun après Ahmadou Ahidjo, Paul Biya est tout sauf un faible.

Jacques Foccart, qui a pourtant coopté plus d'un dirigeant au pouvoir, reconnaît dans ses Mémoires l'avoir sous-estimé : « Jusqu'au jour de la démission d'Ahidjo, j'étais persuadé qu'il avait mis Biya au poste de Premier ministre parce que c'était, parmi ses collaborateurs, quelqu'un de trop peu d'envergure et de personnalité pour lui créer des problèmes, mais que, le moment d'organiser la succession venu, il désignerait quelqu'un d'autre à ce poste de dauphin constitutionnel. Je me suis lourdement trompé¹. » Il n'est pas le seul à avoir commis cette erreur de jugement. Ce fut le cas d'Ahmadou Ahidjo lui-même. Victime de vertiges et d'absences, le président camerounais se croyait gravement malade. Sa vision était obscurcie par des taches, et même parfois par un voile noir. Un médecin français lui assura qu'il n'en avait plus que pour quelques semaines. Finalement, un régime strict à l'eau claire lui permit de recouvrer la vue et la forme. Mais il était déjà trop tard : en novembre 1982, il avait démissionné et intronisé son Premier ministre, donc dauphin constitutionnel, le « petit » Biya.

Ahidjo crut qu'il pourrait continuer à orienter la vie politique de son pays à travers l'Union nationale camerounaise (UNC), qu'il présidait.

Il proposa d'institutionnaliser ce parti en lui donnant la primauté sur l'État. Erreur. Le conflit entre le père de la nation et son successeur était déjà ouvert ; il devint venimeux. Le « petit » se rebiffait. Ahidjo lui déclara la guerre et s'isola dans son fief du Nord. À la faveur de la première visite officielle du président François Mitterrand au Cameroun, en août 1983, les partisans d'Ahmadou Ahidjo tentèrent un premier coup d'État. Au moment même où les journalistes français présents ne s'intéressaient qu'au retour triomphal au pays de Yannick Noah, vainqueur de Roland-Garros deux mois plus tôt, les bâtons des putschistes martelaient déjà le sol des chefferies du Nord au rythme de leurs danses guerrières. La France parvint à déjouer le coup en organisant une rencontre à Garoua entre le nouveau président et son ancien mentor, en présence de François Mitterrand. Ce n'était qu'un répit. La méfiance régnait toujours.

Israël pour la sécurité et la Kabbale

Le 6 avril 1984, Paul Biya est très près d'être emporté par une deuxième tentative de putsch. Ahmadou Ahidjo nie en être l'instigateur. Il s'enfuit au Sénégal. Dans ses Mémoires, Jacques Foccart témoignera : « Ahidjo était comme moi, un matinal, et nous nous téléphonions parfois très tôt. Le 6 avril, tout à fait par hasard, je l'ai appelé avant que les agences de presse et les radios n'aient dit quoi que ce soit des événements de Yaoundé. Il m'a annoncé que le renversement de Biya était en cours. Il était très excité, me donnant des précisions : "Nous allons faire ceci, prendre la radio, etc." [...] Je ne peux pas affirmer qu'Ahidjo a été l'inspirateur du putsch, mais il a dû être associé de près à sa préparation². »

Le coup d'État échoue. Ahidjo est condamné à mort par contumace l'année suivante. Il mourra cinq ans plus tard, le 30 novembre 1989, en exil à Dakar. Au Cameroun, la répression est féroce dans les rangs des putschistes. Des milliers de soldats sont emprisonnés, une quarantaine d'officiers sont exécutés sur la place publique. Soupçonnant certains milieux français d'être liés à cette action, Paul Biya est depuis toujours resté méfiant à l'égard de l'ancienne puissance coloniale. Il décide de confier désormais sa sécurité personnelle aux Israéliens plutôt qu'à la DGSE française.

C'est tout d'abord un colonel du Mossad officiellement à la retraite, Meir Meyoukhas, dit « Meyer », qui supervise l'encadrement de la garde présidentielle camerounaise. Jusqu'en 1988, il avait officié au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo) au sein de la garde du président Mobutu. Au Cameroun, Meyer est ensuite remplacé par le colonel Abraham Avi Sivan, ancien attaché de défense à

l'ambassade d'Israël à Yaoundé. Sivan, comme on le surnomme, met en place une unité spéciale, le BIR (bataillon d'intervention rapide), très bien armée et échappant totalement au contrôle de la hiérarchie militaire ; elle prend directement ses ordres auprès de la présidence. Pour l'équipement militaire, Sivan travaille en bonne intelligence avec Sami Meyuhas, fournisseur agréé par le ministère israélien de la Défense et qui opère depuis Genève. En novembre 2010, Sivan disparaît dans un accident d'hélicoptère. La garde prétorienne de Paul Biya est alors confiée à un autre ancien colonel du Mossad, Maher Herez, qui, comme on le verra, jouera un rôle déterminant en avril 2013 dans la libération de la famille Moulin-Fournier, otage au Nigeria pendant deux mois.

La passion de Paul Biya pour Israël va bien au-delà de la recherche d'un parapluie sécuritaire. Selon les confidences d'un ancien diplomate israélien en poste dans plusieurs capitales du continent, le président camerounais, féru d'ésotérisme, a longtemps été sous l'influence du rabbin Léon Ashkenazi. Ce Franco-Israélien connu sous le nom de Manitou et qui a contribué à la renaissance du judaïsme français d'après guerre l'a initié à la Kabbale. Né à Oran, fils du dernier grand rabbin d'Algérie, Manitou est à l'origine du rapprochement entre Israël et le Cameroun. Avant de mourir en 1996, il aurait persuadé Paul Biya qu'il était assuré de se maintenir au pouvoir tant que son pays ne voterait pas contre Israël aux Nations unies. Depuis, le Cameroun est l'un des rares pays africains à voter contre les projets de résolution condamnant la politique israélienne vis-à-vis de la Palestine ou à s'abstenir. Parfois, pour éviter d'avoir à prendre position, le représentant du Cameroun s'absente au moment du vote, arguant d'un « besoin pressant ». Avec la RDC, le Rwanda et le Togo, le Cameroun s'est ainsi abstenu, le 29 novembre 2012, lors du vote à propos de l'entrée de la Palestine aux Nations unies en tant qu'État observateur non membre.

La rencontre avec Léon Ashkenazi a été déterminante pour le président camerounais. « Paul Biya a toujours été mystique, souligne Patricia Balme, sa conseillère en communication. Il ne faut pas oublier qu'il était séminariste et se préparait à la prêtrise³. » Initiée à la franc-maçonnerie, cette « sœur » est certainement la personnalité française qui connaît le mieux la « métaphysique » de Biya. Dans ses relations avec des étrangers, celui-ci privilégie toujours les personnes avec lesquelles il peut entretenir des conversations ésotériques. Le président camerounais a ainsi été très proche de Raymond Bernard, alors grand maître de l'Amorc (Ancien et mystique ordre de la Rose-Croix). Paul Biya avait participé au financement de la construction d'un Centre international de recherche culturelle et scientifique (CIRCES). Une

partie de cet argent provenait de la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Élevé par Paul Biya au grade de commandeur de l'ordre de la valeur du Cameroun, Raymond Bernard disparaîtra avec ses secrets en janvier 2006.

Le président « omni-absent »

Paul Biya est le plus insaisissable de tous les chefs d'État africains. Un président « omni-absent », comme disent en plaisantant ses compatriotes, qui ne s'attarde jamais longtemps au palais d'Étoudi, à Yaoundé. Il navigue entre l'hôtel Intercontinental de Genève, où il a ses habitudes depuis plusieurs décennies – ses enfants ont suivi leur scolarité dans le très sélect collège du Léman, situé à Versoix –, et son village natal de Mvomeka'a, dans le sud du Cameroun. Là, il reçoit quelques privilégiés, tel un chef de village. Il se lève tôt et travaille comme s'il était toujours haut fonctionnaire, secrétaire général de la présidence. Il lit beaucoup et annote des tonnes de paraphes pour ses collaborateurs. Il déteste l'urgence. Même ses homologues ont du mal à le joindre. « Un jour, raconte Michel de Bonnecorse, ancien conseiller Afrique de Jacques Chirac, en prenant une bière avec le président camerounais, Chirac le plaisante en lui tapant sur l'épaule : “Alors, Paul, tu ne m'appelles ni d'ailleurs ne me rappelles jamais !” Le visage de Paul Biya se crispe un peu : “Ah, tu sais, Jacques, je suis souvent au village⁴...” »

Paul Biya était une énigme pour Jacques Chirac. « Mais comment fait-il pour diriger depuis si longtemps un pays aussi complexe en s'y consacrant aussi peu ? » se demandait le président français devant Michel de Bonnecorse. Cela ne l'empêchait pas d'envier la méthode Biya, synonyme de longévité au pouvoir mais aussi dans la vie. « C'est pour cela que, malgré nos dix semaines de différence, Paul fait plus jeune que moi », s'amusait-il. Moins admiratif, un autre collaborateur de l'Élysée se souvient d'une audience avec le président camerounais : « J'étais venu lui demander de s'impliquer dans la résolution d'un problème concernant l'un de ses voisins. Mais il m'a entretenu pendant vingt minutes des parcours du golf de La Baule. J'ai rapidement compris que l'implication, ce n'était pas son truc⁵. »

La Baule ! « Depuis la campagne de presse autour de son séjour à La Baule en août 2009, Paul Biya ne veut plus mettre les pieds en France⁶ », croit savoir Patricia Balme. Le si discret Paul Biya a été fou furieux de faire la une de la presse française. Cet été-là, en effet, une enquête de France Inter révèle que Paul Biya a signé un chèque de près d'un million d'euros au groupe Lucien Barrière après avoir passé trois semaines dans deux hôtels du groupe accompagné d'une

importante délégation, occupant en tout quarante-trois chambres. C'est le troisième séjour du chef de l'État camerounais à La Baule. À la fin du précédent, il s'est vu remettre la médaille de la ville par le maire UMP, Yves Métaireau.

À l'image de son président, le Cameroun est un pays atypique parmi les anciennes colonies françaises. D'abord colonie allemande sous le nom de Kamerun, avant la Première Guerre mondiale, l'actuelle république du Cameroun a ensuite été un État fédéral, une partie de son territoire – le « Cameroons » – restant sous administration britannique jusqu'en 1972. Seul pays de l'ancien Empire français à avoir connu une véritable résistance à la colonisation entre 1955 et 1971, il ne fera jamais partie de la Communauté franco-africaine, contrairement au Sénégal, à la Côte d'Ivoire ou au Gabon. Même Ahmadou Ahidjo, pourtant admiratif du général de Gaulle – et en osmose complète avec Jacques Foccart –, prend ses distances avec l'ancienne métropole dès le début des années 1970. En 1971, l'État camerounais se retire de la multinationale Air Afrique pour créer Cameroon Airlines. En 1973, le premier président du Cameroun sort de l'OCAM (Organisation commune africaine, malgache et mauricienne), pilotée par Paris. Il ne participera jamais aux sommets France-Afrique institués à partir de 1973 par Georges Pompidou. Enfin, tout en demeurant dans l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Paul Biya fera adhérer son pays au Commonwealth en 1995.

Des ambassadeurs de France « sélectionnés »

Pour toutes ces raisons, être ambassadeur de France au Cameroun n'est pas une sinécure. Le seul à avoir tenu près de dix ans, de 1984 à 1993, est Yvon Omnes. Ce diplomate, qui avait passé auparavant plus de cinq ans dans la non moins atypique Guinée, avait un secret : il s'entendait bien avec Paul Biya. Au point de déménager au palais d'Étoudi dès sa mise à la retraite, à soixante-cinq ans, en avril 1993. Élu conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger sur la liste UDIL (Union des démocrates, indépendants et libéraux), Yvon Omnes vit toujours au Cameroun et est l'un des rares Français à avoir les clés du palais présidentiel.

À l'opposé, on a l'exemple de Gildas Le Lidec, blackboulé par Paul Biya en septembre 2009 pour des raisons obscures alors qu'il doit prendre la succession de Georges Serre. Ce dernier, qui s'entend plutôt bien avec le président camerounais, raconte : « J'étais à Yaoundé, je devais partir. Bruno Joubert, conseiller Afrique de l'Élysée, proposait [pour ma succession] Gildas Le Lidec. Il me demande ce que j'en

pense. Je lui confirme que c'est une très bonne idée. C'est un excellent ambassadeur. Le même jour, la publication *La Lettre du continent* annonce déjà cette nomination, alors que l'accréditation de Gildas Le Lidec n'a pas encore été déposée auprès de la présidence à Yaoundé. Aussi, j'appelle Laurent Esso, secrétaire général de la présidence camerounaise, pour l'informer qu'il va très vite recevoir l'accréditation pour Le Lidec. Puis il ne se passe plus rien, jusqu'au jour où le président me reçoit en audience. "Entrez, mon cher ambassadeur, me dit Biya. Je vais vous donner une nouvelle qui n'est pas plaisante. Je ne peux accepter l'accréditation de votre nouvel ambassadeur. Je suis vraiment très triste, je n'ai rien contre lui, mais notre opinion publique ne le comprendrait pas." C'était bien la première fois que Paul Biya se souciait de son "opinion publique" pour la nomination d'un ambassadeur⁷... »

Qu'est-ce qui gêne tant Paul Biya dans l'accréditation de Gildas Le Lidec ? Il est vrai que sa nomination a été refusée à Madagascar par le président Marc Ravalomanana, et qu'il était ambassadeur en Côte d'Ivoire au moment de la rébellion de novembre 2002. Aux yeux de Biya, ce sont deux signes négatifs. C'est finalement Bruno Gain, premier conseiller de l'ambassade de France au Saint-Siège, à Rome, de 1997 à 2002, qui reçoit la bénédiction du président camerounais. Pourtant, cet ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) détient une expertise dans les chiffres et la communication cryptée. Bruno Gain finit par se montrer trop incontrôlable au goût du président camerounais, qui ne lui accordera aucune audience d'adieu lorsque sera venu pour lui le moment de quitter le Cameroun en août 2013.

Sans doute l'insistance de l'ambassadeur pour que soit libéré le Franco-Camerounais Michel Thierry Atangana a-t-elle agacé Paul Biya, qui n'aime guère qu'on lui force la main. La condamnation d'Atangana, en 1997, à quinze ans de prison pour détournement de fonds publics serait en fait le prix que lui ferait payer Biya pour son soutien à Titus Edzoa, ex-secrétaire général de la présidence et candidat à l'élection présidentielle la même année. Un dauphin non autorisé, en quelque sorte. Le 4 octobre 2012, alors qu'il arrive au terme de sa peine, Michel Atangana se voit condamné à vingt années de réclusion supplémentaires pour une autre affaire. Dans un communiqué adressé à la presse à l'issue de ce jugement, et probablement fort peu du goût de Paul Biya, l'ambassadeur écrit : « Tout en suivant avec une extrême vigilance la situation de M. Atangana, la France n'a bien entendu nulle intention de s'ingérer dans ce processus judiciaire. [...] Qu'il me soit néanmoins permis d'observer que la peine infligée à M. Atangana est particulièrement

lourde. Ce dernier a déjà purgé une peine d'emprisonnement considérable. Cela fait plus de 5 475 jours – 15 années déjà – qu'il est incarcéré. Une durée aussi longue est de nature à briser le plus résistant des hommes. Les autorités camerounaises disposent de bases juridiques qui leur permettraient de faire preuve de clémence à l'égard d'un justiciable qui a déjà largement payé sa dette vis-à-vis de la société. J'exprime ainsi le vœu instant que Michel Thierry Atangana puisse dès que possible recouvrer la liberté⁸. »

Pour succéder à Bruno Gain, Paul Biya a accepté l'accréditation de Christine Robichon, une arabisante qui a occupé son premier poste d'ambassadeur au Soudan en 2004. Cela montre à quel point la pression du mouvement islamiste radical nigérian Boko Haram au nord du pays est devenue une préoccupation majeure pour le président camerounais, comme pour Paris. Autant avoir une « experte » sous la main.

Business as usual

Si Paul Biya n'a jamais eu réellement de soutiens au Quai d'Orsay, il a toujours été fêté par une poignée d'hommes d'affaires français très bien implantés dans son pays. *Primus inter pares*, Vincent Bolloré, qui gère le port de Douala et les chemins de fer du Cameroun. Au début des années 2000, lorsque Michel Roussin, également vice-président du groupe Bolloré, conduisait une mission du Medef international, c'était lui et lui seul qui était reçu par Paul Biya pendant une heure et demie, au grand dam de la vingtaine de chefs d'entreprise qui l'accompagnaient. En fait, Michel Roussin ne parlait pas que *business* avec Paul Biya, mais aussi sécurité, comme il le raconte : « Fin 1993, il y avait une vive tension entre le Nigeria et le Cameroun autour de la presqu'île de Bakassi. J'étais alors ministre de la Coopération et j'avais monté une mission militaire très efficace. On a répondu très rapidement aux inquiétudes du président Biya en installant dans cette région une structure de renseignement et de protection du Cameroun. » Une cinquantaine d'officiers et de sous-officiers français sont déployés sur le terrain avec des moyens de contrôle des communications, auxquels s'ajoutent cinq hélicoptères. L'opération est baptisée Artémis. « Je crois que le président Biya m'en a toujours été reconnaissant », explique Michel Roussin. Il décrit Paul Biya comme un chef d'État à l'envergure internationale et jamais dupe, en particulier dans ses relations avec la France : « Quand il vient à Paris et que l'on fait présider un dîner officiel en son honneur par un sous-ministre, il n'apprécie pas. Il ne dit rien, mais il n'oublie pas⁹. »

Le monde des affaires françaises au Cameroun comprend encore

d'autres intouchables : Pierre Castel, dont les brasseries constituent la première entreprise industrielle du pays, Alexandre Vilgrain, patron de la firme agroalimentaire Somdiaa (sucre et minoterie), et Robert Fabre, président de la Compagnie fruitière, spécialisée dans la banane. La plupart de ces chefs d'entreprise ne font pas de politique, mais ils ont accepté d'être personnellement présents ou représentés en juin 2010 à la conférence internationale Africa 21 pour fêter le cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun. Cette opération de lobbying en faveur du Cameroun et de son « chef » a été organisée de bout en bout par Stéphane Fouks, d'Euro RSCG (groupe Bolloré). Pour conduire ces industriels, deux personnalités politiques françaises d'envergure : les anciens Premiers ministres Michel Rocard et Alain Juppé. Si toute cette petite troupe a gagné Yaoundé sur un vol Air France spécial – un Boeing 777 –, Stéphane Fouks, lui, a rejoint la capitale camerounaise à bord d'un Falcon privé avec son ami Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient de France (GOF). Le « frère » Bauer est d'ailleurs un interlocuteur régulier du président Paul Biya.

Adoubé par Hollande grâce à la libération des otages

Paul Biya avait des relations cordiales avec Jacques Chirac, mais bien plus froides avec Nicolas Sarkozy, qui n'a même jamais songé à se rendre au Cameroun, alors qu'il a visité quasiment tous les pays de la région (Gabon, Congo, RDC, Tchad...). Dans les années 1990, le président camerounais a eu un faible pour Charles Pasqua et a largement facilité l'installation au Cameroun des magiciens corses des jeux de hasard et des courses, amis de l'ancien ministre de l'Intérieur.

Avec l'accession à la présidence française de François Hollande, ce sont les groupes de lobbying qui sont entrés dans la danse. Le plus en cour au palais d'Étoudi est Alexandre Medvedowsky. Patron du cabinet de lobbying et d'intelligence stratégique ESL & Network France, cet énarque qui siège au conseil national du Parti socialiste aurait été à l'origine de la première rencontre entre François Hollande et Paul Biya, le 13 octobre 2012, à Kinshasa, lors du 14^e Sommet de la francophonie¹⁰. Dans la foulée, le leader camerounais a été reçu en visite de travail en France les 30 et 31 janvier 2013. Le palais d'Étoudi est aujourd'hui « sous contrat d'accompagnement stratégique » avec ESL Holding. Personnalité influente du PS dans les Bouches-du-Rhône, Alexandre Medvedowsky est un proche du ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls. Mais c'est au sein du cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale de 1990 à 1993, qu'il a le plus œuvré.

Hasard de l'actualité, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères de François Hollande, a justement été en première ligne, et donc en contact direct avec Paul Biya, au moment de la libération de la famille Moulin-Fournier, le 19 avril 2013, comme de celle du père Georges Vandenbeusch, le 31 décembre de la même année. À neuf mois d'intervalle, ces otages avaient été enlevés dans les mêmes conditions à la frontière camerounaise et détenus au Nigeria par une branche du groupe islamiste Boko Haram. À noter que Laurent Fabius ne s'était jamais investi si personnellement dans aucun autre dossier franco-africain depuis son installation au Quai d'Orsay. Dans le cas des autres otages enlevés au Sahel, c'est François Hollande qui était à la manœuvre avec son chef d'état-major particulier, Benoît Puga.

Pour la famille Moulin-Fournier, dont le père est un cadre de GDF-Suez, Laurent Fabius s'est d'abord rendu à Yaoundé à la mi-mars 2013 afin de s'entretenir en tête à tête avec Paul Biya. Selon un proche du président camerounais, les deux hommes ont ensuite décidé de communiquer directement par téléphone crypté. « Au cours de ces dernières semaines, j'ai parlé presque tous les jours avec le président Biya », a confirmé Laurent Fabius au lendemain de la libération des otages, qu'il est allé lui-même chercher à Yaoundé. Le 1^{er} janvier 2014, c'est encore le chef de la diplomatie française qui se trouve dans le Falcon ramenant à Paris le père Georges Vandenbeusch. « Nous sommes toujours restés en contact très étroit avec le président Biya. Il m'a encore téléphoné hier lorsque j'étais en Arabie Saoudite avec François Hollande », a précisé Fabius.

À deux reprises, le Cameroun aurait accepté de satisfaire la principale revendication des preneurs d'otages : la libération de détenus de droit commun condamnés pour de petits trafics d'armes. Des chefs religieux ont été utilisés comme intermédiaires. En termes opérationnels, c'est le BIR, encadré par des officiers israéliens, qui est allé sur le terrain pour l'échange prisonniers contre otages, avec sans doute également la présence d'agents des services français.

Chaque fois, François Hollande a tenu à « remercier particulièrement le président Paul Biya pour son implication personnelle ». Sous la véranda de sa résidence de Mvomeka'a, l'énigmatique Paul Biya a dû savourer...

1. Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. II, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997, p. 339.

2. *Ibid.*, p. 342.

3. Entretien avec l'auteur, 25 avril 2013.

4. Entretien avec l'auteur, 18 février 2013.

5. Entretien avec l'auteur, 21 février 2013.

6. Entretien avec l'auteur, 25 avril 2013.

7. Entretien avec l'auteur, 13 avril 2013.

8. La Cour suprême du Cameroun a rejeté le 17 décembre 2013 le pourvoi en cassation de Michel Thierry Atangana contre un deuxième jugement du 4 octobre 2012 qui le condamnait à vingt ans de prison, après un premier jugement du 30 octobre 2007 qui le condamnait à une peine de quinze ans de prison pour des faits similaires (détournement de fonds publics).

9. Entretien avec l'auteur, 2 octobre 2013.

10. *La Lettre du continent*, 22 novembre 2012.

CHAPITRE VII

Burkina Faso : au pays des hommes intègres

Comment Blaise Compaoré est adoubé par ses frères d'armes français

Ses aficionados, les militaires français, l'appellent « le Beau Blaise » et le trouvent élégant, intelligent et fin – « le seul véritable homme d'État de la région », disent-ils. Ses détracteurs, les diplomates français, se méfient de lui et le craignent depuis qu'il a succédé, à la tête du Burkina Faso, à Thomas Sankara, assassiné le 15 octobre 1987. Sankara, un météore qui a traversé l'histoire franco-africaine dans les années 1980. Militant anti-impérialiste, ce capitaine incorruptible, qui avait pris la direction, en 1983, d'un Conseil national révolutionnaire (CNR), avait eu l'audace de faire la leçon à François Mitterrand, en visite à Ouagadougou le 17 novembre 1986. Au cours du dîner officiel, Sankara, en tenue militaire de parade bleu nuit, avait reproché à la France d'accueillir « des tueurs comme Pieter Botha », ministre sud-africain des Affaires étrangères à l'époque de l'apartheid. Debout, une main amicale posée sur l'épaule du capitaine burkinabé, sans doute pour atténuer la violence de son propos, François Mitterrand avait grincé des dents en lui répondant : « C'est un homme un peu dérangeant, le président Sankara ! C'est vrai, il vous titille, il pose des questions... Il a le tranchant d'une belle jeunesse et le mérite d'un chef d'État totalement dévoué à son peuple. J'admire ses qualités qui sont grandes, mais il tranche trop. À mon avis, il va plus loin qu'il ne faut. »

En 1991, après avoir « rectifié la révolution », Blaise Compaoré est élu président de la République à l'issue d'un scrutin boycotté par l'opposition. Il sera réélu en 1998, 2005 et 2010. Et il n'exclut pas de réviser la Constitution pour pouvoir se représenter en 2015.

Pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, l'un des plus pauvres du

continent, la Haute-Volta de l'époque coloniale est rebaptisée en 1983, par les jeunes capitaines révolutionnaires, Burkina Faso, littéralement « pays des hommes intègres ». Lieu de transit et de commerce grâce à ses six États frontaliers, s'étendant entre le Sahel, au nord, et une région de savane, au sud, le Burkina Faso est aussi une caisse de résonance de tous les conflits régionaux. Choyé par Félix Houphouët-Boigny, qui le préfère à l'insolent Thomas Sankara, Blaise Compaoré devient vite le bras armé secret et discret de la Côte d'Ivoire et de la France dans la mise en œuvre de leur stratégie d'influence conjuguée dans la région. C'est même le « Vieux » qui présente au « Beau Blaise » sa future épouse : Chantal née Terrasson de Fougères, une Franco-Ivoirienne. Houphouët-Boigny se considère comme le père de toute l'Afrique de l'Ouest. Rien d'important ne se décide sans son aval. Et il soigne d'autant mieux les quatre millions de Burkinabés qui travaillent en Côte d'Ivoire qu'il les fait voter pour lui comme un seul homme.

Le fantôme de Charles Taylor

L'un des premiers dossiers sensibles de Blaise Compaoré dans la région concerne son soutien à Charles Taylor. L'ancien chef de guerre, président du Liberia de 1997 à 2003, est condamné en 2012 par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone à cinquante ans de réclusion criminelle pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Il est alors seul dans son box : la communauté internationale a bien facilement oublié que, à l'époque des faits, Taylor était soutenu par un condominium composé de la Côte d'Ivoire, de la France, du Burkina Faso et de la Libye.

En froid avec les États-Unis, dont il a été un agent, le leader libérien vient se faire cajoler en France en 1998. Celle-ci s'emploie en effet à ramener le Liberia dans son giron. Il faut rappeler que le Liberia est la seule ancienne colonie américaine sur le continent africain. Il a été fondé en 1822 et peuplé en partie par des esclaves noirs américains affranchis. Le voyage officiel a été concocté par Michel Dupuch, conseiller Afrique du président Jacques Chirac. Ambassadeur auprès d'Houphouët-Boigny pendant près de vingt ans, Dupuch connaît bien Taylor. Dans son discours lors de cette visite, Charles Taylor exhume des écrits de Napoléon III de 1852 attestant les liens indéfectibles entre Paris et Monrovia. Il promet qu'il va hisser le français au niveau de l'anglais dans son pays. Devant des patrons français ébahis, il fait miroiter des perspectives somptueuses dans le bois, l'or et les diamants et expose une myriade de projets.

Qui assure, dans l'ombre, l'assistance et l'intendance de Charles Taylor ? Blaise Compaoré. Il faut dire que, pour plus de discrétion, les

opérations secrètes françaises sont délocalisées à Ouagadougou. Charles Taylor a même longtemps figuré sur l'annuaire téléphonique de la capitale burkinabée... Quand le Libérien devient infréquentable, Compaoré explique que son pays l'a abrité en 1987 « à la demande du gouvernement ghanéen de l'époque et pour des raisons humanitaires ». Une déclaration de pure forme. De toute façon, l'ardoise magique a déjà effacé toute trace de ce soutien inavouable.

L'acteur masqué de la crise ivoirienne

Pendant ses cinq années de cohabitation (1997-2002), la France a mené une politique duale vis-à-vis de la Côte d'Ivoire. Installés au gouvernement à Paris, les camarades socialistes de Laurent Gbagbo ont encouragé sa prise de pouvoir à Abidjan à l'issue d'une « élection calamiteuse » – *dixit* le nouveau président lui-même. À l'Élysée, Jacques Chirac, nostalgique des années Houphouët-Boigny, a boudé ostensiblement le leader ivoirien. Ainsi, lorsque le pays s'embrase en septembre 2002, la France déploie une « Force Licorne » qui coupe le pays en deux : au sud, le pouvoir légitime ; au nord, une rébellion dont le chef est Guillaume Soro. Elle s'installe dans l'économie informelle, avec pour base arrière le Burkina Faso et pour parrain Blaise Compaoré. Interrogé par des proches sur son implication avérée dans les affaires de son voisin, ce dernier assure qu'il est surtout inquiet de l'éventuel retour au pays des quatre millions de Burkinabés immigrés en Côte d'Ivoire depuis plusieurs générations. Avant de travailler dans les champs de cacao, les plus anciens étaient déjà au labeur sur les grands chantiers coloniaux de l'Afrique-Occidentale française (A-OF).

Dès le déclenchement de la crise, Blaise Compaoré, lui, s'active à nouveau dans la coulisse comme pompier-pyromane. Il s'affiche comme le grand frère des rebelles. Il roule plus pour lui-même que pour Paris. En 2007, il devient le médiateur, fêté par tous, d'un accord de paix signé entre Laurent Gbagbo et Guillaume Soro. Le poulain du leader burkinabé devient Premier ministre. En novembre 2010, après l'élection contestée d'Alassane Dramane Ouattara, Soro rallie le camp du nouveau président. Ce dernier l'a emporté grâce au soutien de Nicolas Sarkozy, dont il est l'ami. Laurent Gbagbo est arrêté et extradé vers la Cour pénale internationale de La Haye. Guillaume Soro rempile comme Premier ministre, avant d'être nommé président de l'Assemblée nationale, ce qui fait de lui le deuxième personnage de l'État. Un sacré jeu de bonneteau à l'issue duquel, à quarante et un ans et avec la vie devant lui, il se trouve désormais sur orbite pour briguer la magistrature suprême.

À l'image de la Côte d'Ivoire, pas un pays de la région n'échappe à l'influence de Blaise Compaoré. Des tensions en Guinée ? Ouagadougou accueille, en novembre 2010, le capitaine putschiste Moussa Dadis Camara, affaibli après une tentative d'assassinat. Aujourd'hui, le patron de la Guinée-Conakry est Alpha Condé, un ami de longue date de Compaoré. Des blocages au Togo ? Le leader burkinabé s'implique dans des médiations entre l'opposition et la présidence, d'abord sous Étienne Eyadema Gnassingbé en 1993, puis, à deux reprises, en 2007 et 2010, sous son fils et successeur, Faure Gnassingbé. Dans les milieux officiels à Paris, on feint souvent d'être à l'origine des initiatives du « Beau Blaise ». Cela fait pourtant belle lurette qu'il tire les ficelles selon ses propres intérêts et son propre calendrier.

Un francophone pas si francophile

Blaise Compaoré a rencontré ses meilleurs « camarades » français pendant sa formation à l'École d'infanterie de Montpellier, puis lors de son stage de perfectionnement d'officier parachutiste à Pau. Son amitié personnelle avec des officiers français de haut rang qui l'admirent laisse accroire que ses actions sont téléguidées par Paris. C'est une erreur d'appréciation. Contrairement à d'autres présidents africains de la génération précédente, le dirigeant burkinabé n'est pas du tout aligné sur les positions de la France en Afrique, et son implication dans divers dossiers sensibles concernant la région vient plus souvent qu'on ne le pense de sa propre initiative. Mais a-t-on jamais vu un responsable politique français avouer son ignorance sur un dossier africain ? On préfère citer, en petit comité, la célèbre phrase de Jean Cocteau : « Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur. »

Blaise Compaoré préfère travailler dans l'ombre et tombe rarement le masque en public. D'où l'étonnement général, le 8 février 1995, en l'entendant prononcer un discours très anticolonialiste lors de son intronisation comme membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer. Sur le thème « Plaidoyer pour l'Afrique de la nouvelle espérance ou l'afro-optimisme », le président burkinabé rappelle que la traite a « transcendé l'âge d'or des grands empires médiévaux du Sahel occidental pour s'imposer comme une donne majeure dans le processus de conquête et de domination coloniales, particulièrement le long des côtes du golfe de Guinée, du Bénin et du Sénégal ». Pour lui, « cette agression d'une exceptionnelle violence, qui a engendré un génocide que les contempteurs de l'hagiographie historique rappellent très peu au pénible souvenir de la conscience universelle, fera le lit

d'une agression tout aussi tragique : la conquête et la domination coloniales à la fin du XIX^e siècle ». Évoquant encore « l'Afrique dépecée et vendue à l'encan », le « pillage économique » et « la mise en coupe réglée du continent », Blaise Compaoré appelle à la mobilisation des « Africains d'élite ». Puis il quitte la scène, laissant ses quatre cents invités médusés...

Blaise Compaoré sait que la France a plus besoin de lui qu'il n'a besoin de la France. En termes d'aide financière, il compte bien plus sur Taïwan que sur l'Hexagone. Depuis 1994, Taipei a déjà accordé plus de 300 millions d'euros à Ouagadougou pour divers projets. Sans parler du cash versé à des personnalités ciblées. De ce fait, le Burkina Faso est l'un des rares pays africains à ne pas avoir répondu aux sollicitations de la Chine populaire. Quant à l'expertise militaire française au sein de son armée, Compaoré n'est pas convaincu de son efficacité. Dans la nuit du 11 avril 2011, à la surprise générale, des dizaines d'éléments du régiment de sécurité présidentielle (RSP) descendent dans la rue aux abords de son palais en tirant de longues rafales. Ces soldats d'élite, les mieux payés de tous, en ont assez d'attendre une prime de logement pendant que leurs officiers s'endorment dans de belles villas du quartier résidentiel Ouaga 2000. En dépit de cette situation précaire au sein de l'armée burkinabée, le général Benoît Puga, chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy, vient demander à Blaise Compaoré, début 2012, la permission de renforcer au Burkina Faso le contingent du Commandement des opérations spéciales (COS) afin de lutter contre AQMI dans la région. Une centaine d'éléments de cette force sont désormais stationnés à Kamboisin, au nord de Ouagadougou.

Au moment de son installation officielle au Burkina Faso, le COS était dirigé à Paris depuis septembre 2009 par le général Frédéric Beth, directeur de cabinet du patron de la DGSE depuis le 1^{er} septembre 2011. Gageons que celui-ci devait être bien informé sur ce qui se passait au « pays des hommes intègres » : son propre frère, Emmanuel Beth, également général et ancien commandant de la Force Licorne en Côte d'Ivoire, avait été nommé ambassadeur de France à Ouagadougou en août 2010. Une nomination qui permettait de caresser dans le sens du poil le sourcilieux et taiseux Blaise. En effet, les paras sont toujours les bienvenus au palais présidentiel de Kosyam. À l'époque de François Mitterrand, c'était le chef de la sécurité de l'Élysée lui-même, Alain Le Caro, qui s'offrait des week-ends de saut en parachute au camp de Pô.

Le Caro a connu un atterrissage sans incident, puisqu'il a ensuite pris en main la création d'un GIGN burkinabé. Le général-diplomate Emmanuel Beth, lui, a eu moins de chance. Le 19 mai 2012, il

participait à un saut en compagnie d'une dizaine d'autres parachutistes, dont le général Gilbert Diendéré, chef d'état-major particulier du président, lorsqu'une tornade les a aspirés en hauteur avant de les plaquer au sol. Diendéré, qui était en tandem avec Beth, a utilisé son parachute ventral pour échapper à la spirale. À l'atterrissage, Son Excellence s'est tout de même cassé le pied...

Après trois années passées au Burkina Faso, Emmanuel Beth serait pourtant bien resté pour quelques sauts de plus. Pour sa dernière audience chez le président Blaise Compaoré, le ton était des plus affectueux : « Vous avez un ambassadeur triste qui vous quitte », a-t-il dit à celui qui avait été son camarade de promotion à l'École d'infanterie de Montpellier dans les années 1970. Quelques jours plus tard a débarqué son remplaçant, Gilles Thibault, un autre officier-diplomate formé à Saint-Cyr et qui a œuvré comme officier sur des « théâtres extérieurs » pendant seize ans avant d'entamer une carrière civile au Quai d'Orsay. Va-t-il, lui aussi, remettre le treillis le week-end ?

Parmi les frères d'armes français de Blaise Compaoré, celui qui le chérit le plus reste l'ancien ministre de la Coopération, Michel Roussin, qui le reconnaît sans difficulté : « J'ai beaucoup d'affection respectueuse pour Blaise. C'est le chef d'État qui m'a le plus impressionné¹. » Et il insiste pour qu'on lise les pages dithyrambiques qu'il lui a consacrées dans son ouvrage *Afrique majeure*, publié en mars 1997 : « Dans sa zone d'influence, il a pu à de nombreuses reprises exercer ses qualités de médiateur dans des situations délicates. J'ai moi-même plusieurs fois appelé à l'aide le président Compaoré pour gérer des problèmes délicats de relations entre les opposants et personnalités de la majorité en place dans un certain nombre de pays, comme au Togo et au Congo. Je l'ai sollicité pour trouver une solution honorable pour les Touaregs qui vivent aux confins de plusieurs pays : le Mali, le Niger, la Mauritanie et l'Algérie². » Ces lignes ont été écrites plus de quinze ans avant la crise malienne et avant la création d'un Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) par des Touaregs de retour de Libye. En 2013, le médiateur Compaoré était toujours à la manœuvre...

Le charme du « Beau Blaise » opère bien moins sur les diplomates de l'Élysée et du Quai d'Orsay. Le 2 juillet 2012, Laurent Bigot, alors sous-directeur Afrique occidentale au ministère des Affaires étrangères, a dit tout haut ce que beaucoup chuchotent tout bas. S'exprimant lors d'un séminaire de l'IFRI (Institut français des relations internationales) intitulé « Les défis du Sahel : vue de Paris », il a non seulement déclaré que, après le Mali, « le Burkina Faso pourrait être le prochain pays de la région à s'effondrer », compte tenu

d'« une économie en coupe réglée par le clan présidentiel » et d'« une implication dans les trafics de la sous-région », mais aussi critiqué la médiation du président Compaoré dans la crise malienne, en particulier ses méthodes « avec les mouvements armés du Mouvement national de libération de l'Azawad et d'Ansar Dine ».

Diplomate reconnu pour sa connaissance de l'Afrique de l'Ouest et de ses hommes de pouvoir, Laurent Bigot s'exprimait en confiance, persuadé d'être protégé par la règle de Chatham House – cette règle qui régit la confidentialité de certaines réunions, autorisant les participants à utiliser les informations qui y ont été divulguées mais sans révéler l'identité ni l'affiliation des personnes qui en sont à l'origine. Erreur ! Ses propos bien peu diplomatiques ont immédiatement été repris sur tous les réseaux, et le ministère burkinabé des Affaires étrangères et de la Coopération régionale s'est fendu d'un long communiqué démentant point par point toutes ces assertions. Laurent Bigot, qui n'était déjà pas vraiment dans les petits papiers de son ministre, Laurent Fabius, a été débarqué de son poste sans affectation, au lieu d'être nommé à l'ambassade de France au Maroc comme prévu. Quelques mois plus tard, il a quitté la fonction publique pour créer sa propre structure de consultant privé basée... à Marrakech.

Bolloré moins regardant que Hollande

Avec François Hollande, les relations ne sont pas des plus chaleureuses. Reçu à l'Élysée le 17 septembre 2012, Blaise Compaoré n'a pas vraiment apprécié d'être interrogé sur ses projets présidentiels pour 2015. Considérant qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires du Burkina Faso, il s'est renfermé dans sa coquille, comme il sait si bien le faire.

Blaise Compaoré estime qu'il n'a pas de leçons de démocratie à recevoir de François Hollande. Après son entretien mutique à l'Élysée, il s'est empressé d'aller rendre visite à Vincent Bolloré dans sa résidence de La Celle-Saint-Cloud, à l'ouest de Paris. Bolloré, qui gère déjà le port d'Abidjan ainsi que la ligne de chemin de fer qui le relie à Ouagadougou, désenclavant le Burkina Faso, nourrit un nouveau vaste projet en Afrique de l'Ouest : la prolongation de cette ligne jusqu'au port de Cotonou, au Bénin, par l'arrière-pays. Des projets qui devraient enchanter Laurent Fabius, qui aime à vanter la « diplomatie économique » en Afrique. Ce n'est pourtant pas le cas. En effet, les diplomates français se méfient des médiations secrètes de Compaoré, qui ne les en tient jamais informés.

Pendant des mois, le député socialiste de l'Eure, François Loncle, président du groupe d'amitié France-Burkina Faso à l'Assemblée nationale, a tenté de faire comprendre la situation à Laurent Fabius, dont il est proche : « Blaise Compaoré est un peu *persona non grata* au Quai d'Orsay, reconnaît-il. Mais, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, il est incontournable dans cette région. Nos diplomates reprochent à Blaise Compaoré et à son ministre des Affaires étrangères leur connivence avec Ansar Dine. Cependant, le président burkinabé a reconnu qu'il avait été trahi dans sa médiation avec ce mouvement lié aux islamistes radicaux³. »

Journaliste de formation, François Loncle a été présenté au président burkinabé par celui qui a sans doute été pendant plusieurs décennies le lobbyiste pro-Compaoré le plus actif à Paris : Guy Penne. Mort en juillet 2010, cet ancien conseiller Afrique de François Mitterrand avait accepté de présider l'Association des amitiés France-Burkina (AAFB). Celle-ci organisait des dîners au Cercle républicain, avenue de l'Opéra, à Paris, rassemblant les amis français du Burkina Faso pour fêter « le grand pacificateur de l'Afrique de l'Ouest⁴ ». L'association n'a pas survécu à la mort de Guy Penne.

Pour tenter de clarifier la situation actuelle au Sahel, François Loncle et le député UMP Pierre Lellouche, qui président un groupe de travail sur la situation au Sahel, ont obtenu le feu vert de Laurent Fabius pour que Blaise Compaoré soit auditionné devant la commission des affaires étrangères. Le 5 juin 2013, Compaoré est en transit à Paris, fraîchement débarqué de Yokohama, au Japon, où il a participé à la V^e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. À 11 heures, il est entendu par les députés de la commission des affaires étrangères, présidée par Élisabeth Guigou. Le président burkinabé explique longuement comment il a « été désigné médiateur par ses pairs pour résoudre les problèmes du Mali ». Il note au passage à quel point la situation de son voisin pèse sur son pays, qui a reçu quarante mille réfugiés depuis le début de la crise. Il rappelle l'engagement militaire du Burkina Faso, avec huit cents soldats à Tombouctou et mille au Soudan.

Mais c'est sur la question des otages français d'Arlit que les députés français tendent l'oreille. Ils savent que l'« homme de l'ombre » de Blaise Compaoré dans la région est son conseiller spécial, Moustapha Ould Limam Chafi. Ce Mauritanien qui a des contacts au sein des mouvances salafistes a négocié par le passé la libération d'otages canadiens et espagnols. Interrogé par le député UMP Michel Terrot, qui rappelle que Laurent Fabius refuse de se prononcer sur le sort des otages français « par discrétion », Blaise Compaoré répond : « Je n'ai pas d'indications permettant de savoir s'ils sont vivants ou morts. Cela

dit, le Sahel est un endroit où il y a peu de secrets ; on le saurait s'ils étaient décédés... »

C'est son voisin et homologue nigérien, Mahamadou Issoufou, qui a été à la manœuvre pour la libération des otages français d'Arlit le 29 octobre 2013, mais Blaise Compaoré n'était pas loin. Quelques jours auparavant, les deux chefs d'État coprésidaient la cérémonie de remise des diplômes des élèves officiers d'active d'une académie militaire à vocation régionale à Pô, fief du président burkinabé. Ils se concertent régulièrement pour obtenir le maximum de soutien et d'équipements militaires français. La France a discrètement installé un détachement du COS, doté de moyens aériens, à Ouagadougou. Aussi « le Beau Blaise » a-t-il encore plus d'une cartouche dans sa besace pour se faire respecter à Paris.

1. Entretien avec l'auteur, 1^{er} octobre 2013.
2. Michel Roussin, *Afrique majeure*, Paris, Éditions France-Empire, 1997.
3. Entretien avec l'auteur, 3 octobre 2013.
4. *La Lettre du continent*, 5 avril 2007.

CHAPITRE VIII

Sénégal : au pays du verbe

Comment Wade père a introduit Wade fils à l'Élysée

Il fait frais à Paris en ce 1^{er} mars 2013. Enveloppé dans un manteau boutonné jusqu'au col, François Hollande descend les marches du perron de l'Élysée – un geste de bienvenue qui n'est accordé qu'aux présidents « amis » – pour accueillir son homologue sénégalais, Macky Sall. C'est la troisième visite du leader africain à Paris depuis son élection à la tête du Sénégal le 25 mars 2012. Seulement trois mois avant celle de François Hollande. Cet homme rond sans charisme apparent, portant des gilets de costume très IV^e République, a réussi à battre son ancien mentor, Abdoulaye Wade, surnommé « Gorgui » (« Vieux » en wolof). C'était sans aucun doute la candidature de trop pour Wade, qui, au moment de l'élection, approchait les quatre-vingt-six ans. La guerre a été déclarée en novembre 2007, lorsque Macky Sall, président de l'Assemblée nationale, a eu l'impudence de convoquer Karim, dauphin masqué et fils du président, devant une commission d'enquête parlementaire. Un crime de lèse-majesté. Son sort a été vite scellé. Abdoulaye Wade a réduit de cinq ans à un an la durée du mandat du président de l'Assemblée et Macky Sall s'est retrouvé dehors. En 2008, il a quitté le Parti démocratique sénégalais (PDS) de Wade, dont il avait été l'un des dirigeants, pour créer l'Alliance pour la république (APR). Lors de la présidentielle de 2012, s'il n'était pas l'homme du changement, il a été porté par la mobilisation d'une jeunesse lassée du « Vieux ». Aujourd'hui, Karim Wade est en prison, poursuivi pour détournement de biens publics, et c'est Macky Sall qui fait crisser sous ses pas le gravier de la cour de l'Élysée.

Hollande : « Qui est ce Bigot que réclame Sall comme ambassadeur ? »

Aussi gourmand que son homologue français, Macky Sall est très décontracté à la table présidentielle. Entre deux remarques sur la situation au Mali, il explique à François Hollande qu'il aimerait accréditer un nouvel ambassadeur de France à Dakar. « T'as un candidat ou un profil ? lui demande Hollande. — Laurent Bigot », répond Macky Sall du tac au tac. Hollande note. Après l'entretien, il demande à son entourage : « Qui est ce Bigot que réclame Sall comme ambassadeur à Dakar ? » Toussotement du côté des conseillers. Laurent Bigot vient d'être limogé par Laurent Fabius de son poste de sous-directeur pour l'Afrique occidentale du ministère des Affaires étrangères. Officiellement pour des propos peu diplomatiques tenus sur le Mali et le Burkina Faso lors d'un colloque de l'IFRI¹. En réalité, il s'agit d'un prétexte. La vraie raison est que le cabinet du ministre et son chef de la direction Afrique lui reprochaient ses analyses tranchées et son activisme, et jalousaient son carnet d'adresses africain bien rempli.

Pourquoi Macky Sall s'est-il entiché de Laurent Bigot ? Tout simplement en souvenir d'un moment convivial : ce diplomate avait été le seul officiel français à le recevoir à Paris, le 23 juin 2011. « Ah ! enfin un représentant de la France qui s'intéresse à moi ! » avait déclaré Macky Sall. De fait, l'opposant sénégalais était tenu à distance des palais de la République, malgré ses demandes d'audience répétées. Il avait trouvé porte close aussi bien chez André Parant, le conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy, que chez Stéphane Gompertz, le directeur Afrique du Quai d'Orsay. Tous pensaient qu'Abdoulaye Wade allait remporter l'élection, et tous craignaient l'ire du « Gorgui » ainsi qu'un coup de boomerang de l'Élysée s'ils recevaient des opposants.

Aujourd'hui au pouvoir, Macky Sall, comme ses prédécesseurs dans ce pays d'influence française qu'est le Sénégal, peut tout demander aux dirigeants de l'ancienne puissance coloniale. À commencer par son ambassadeur de France préféré... Sauf que pour Bigot il y a un veto. Comment présenter le refus des autorités françaises ? Un peu gênée aux entournures, Hélène Le Gal, conseillère Afrique de l'Élysée, est chargée de noyer le poisson auprès de Mankeur Ndiaye, ministre sénégalais des Affaires étrangères. Elle lui explique qu'une autre affectation a déjà été prévue pour Laurent Bigot. Pas de chance ! Elle aurait pu préciser que Bigot est puni chez lui depuis le 1^{er} mars, le jour où Macky Sall a déjeuné à l'Élysée.

Quelques semaines plus tard, les Sénégalais apprennent par la presse que Laurent Fabius va proposer d'accréditer à Dakar Jean Félix-Paganon. Ancien ambassadeur de France en Égypte, cet arabisant proche de Jean-Pierre Chevènement vient d'être débarqué de son poste de chargé de mission sur la question du Sahel : il risquait de

faire de l'ombre à Michel Reveyrand de Menthon, nouveau représentant spécial de l'Union européenne pour la région du Sahel. Ancien ambassadeur au Tchad, ce dernier est l'époux de Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé. Pour marquer leur désapprobation, les Sénégalais font traîner l'accréditation de Félix-Paganon. Lui-même ne se réjouit guère de cette affectation. Diplomate expérimenté en fin de carrière, il a déjà refusé Dakar une fois pour briguer un poste aux Nations unies – après avoir été en fonction à la mission permanente française à New York de 1991 à 1994. Quant à Macky Sall, qui aurait souhaité un ambassadeur plus jeune, il devra encore prendre quelques leçons auprès de maître Wade pour parvenir à imposer ses choix à Paris.

Wade prêt à tout pour être en cour à Paris

Pourtant, Abdoulaye Wade est loin d'avoir toujours entretenu des relations au beau fixe avec la France. On pourrait plutôt parler d'amour-haine. Il s'est longtemps plaint de n'être pas écouté à Paris, et encore moins aimé. En avril 2000, après avoir passé près de trente ans dans l'opposition et s'être présenté à la magistrature suprême à quatre reprises sans succès, il bat Abdou Diouf, le chouchou de la classe politique française de droite comme de gauche. Le chef de file du Parti socialiste sénégalais, au pouvoir depuis 1981, était usé. Ancien diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM), c'est tout naturellement sur les bords de Seine qu'Abdou Diouf choisit de vivre son exil politique. Très lié à Jacques Chirac, qui est le parrain de l'une de ses filles, il est aussi membre de sa fondation. Lorsque Chirac impose Diouf à la tête de l'OIF – il succède à l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, lui-même coopté par la France en remerciement de sa francophilie à la tête des Nations unies de 1992 à 1996 –, Abdoulaye Wade boude un peu. Il craint que son prédécesseur, fort de l'appui de l'ancien président français, ne lui fasse de l'ombre dans les enceintes internationales. « Au moins, cela devrait lui ôter le goût de revenir au pouvoir à Dakar », argumentent les partisans de la candidature de Diouf. Longiligne, aussi doux que Wade est vindicatif, Diouf sera finalement élu à la tête de la Francophonie avec l'appui de son pays, et il ne critiquera jamais son successeur.

À cette époque, Abdoulaye Wade le libéral, avocat de profession, ne compte qu'une poignée d'amis dans les cercles du pouvoir français. Le plus connu d'entre eux est Alain Madelin. Leader du Parti républicain, puis de Démocratie libérale, ce dernier a aidé Wade pendant sa longue

traversée du désert. Il agit de concert avec Jean-Pierre Pierre-Bloch. Journaliste de formation, député UDF puis maire adjoint UMP de Paris, « JPPB », comme le surnomment ses amis, anime longtemps les campagnes d'Abdoulaye Wade dans l'ombre, à Dakar. Il rompt violemment avec lui en 2009. Motif : le Gorgui lui a retiré la préparation du Festival mondial des arts nègres (Fesman) pour la confier à sa fille, Sindiély. Furieux, JPPB passe dans le camp de Macky Sall avec tous ses petits secrets et son savoir-faire de communicant. Mais sa mort à Paris, en septembre 2013, des suites d'une longue maladie, ne lui aura pas permis de vivre pleinement l'accession au pouvoir de son poulain.

Même après son élection le 19 mars 2000, installé au palais de Roume, du nom de l'ancien gouverneur de l'A-OF – une belle bâtisse de style néoclassique meringué, inspirée du Trocadéro à Paris –, Abdoulaye Wade reste frustré. Il ne cesse de courir les universités du monde entier pour revêtir de nouvelles toges de docteur *honoris causa*. Il a soif de reconnaissance internationale. Il a le verbe, il a la science ; il aimerait être davantage sollicité et devenir le porte-parole de l'Afrique à travers la planète. Et même plus que cela ! En 2008, lorsqu'il était encore président en exercice de l'OCI (Organisation de la conférence islamique), il ambitionnait ainsi d'être l'un des médiateurs du conflit israélo-palestinien.

À l'échelle du continent, Wade souffre d'être à la tête d'un pays dépourvu de ressources énergétiques majeures et vivant essentiellement de sa rente démocratique. Car le Sénégal, bien ancré dans l'alternance politique, est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à n'avoir pas connu de coup d'État. La communauté internationale le chérit comme un modèle. Il est d'ailleurs le seul pays d'Afrique francophone où les présidents américains daignent poser le pied, avec à la clé l'incontournable visite sur l'île de Gorée, d'où seraient partis les navires négriers vers le Nouveau Monde. Très apprécié à Washington – jusqu'à ce qu'il se lance dans la campagne présidentielle de trop –, Abdoulaye Wade ne comprend toujours pas, à l'orée de son deuxième mandat, en 2007, pourquoi il n'est pas davantage fêté à Paris. Il décide alors de s'engager dans une course aux communicants pour être adoubé par la France.

Conseiller en communication du président Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1981, Bernard Rideau a longtemps gravité, comme Jean-Pierre Pierre-Bloch, dans le premier cercle du leader sénégalais. Wade adore la controverse, mais il est aussi capable de soliloquer pendant des heures. Avec le titre de conseiller associé à la présidence de la république du Sénégal, Bernard Rideau mobilise son ancien réseau d'académiciens et de constitutionnalistes pour les faire venir sur place

rencontrer « le vrai Wade ». Il finit par introduire au palais présidentiel l'une de ses recrues des années Giscard : Anne Méaux. Ancienne conseillère technique d'Alain Madelin, ministre de l'Industrie de 1986 à 1988, elle est déjà devenue la papesse de la communication politique à Paris avec sa société Image 7. Elle met son carnet d'adresses à la disposition du Gorgui pour qu'il puisse rencontrer, lors de ses visites en France, des personnalités des milieux d'affaires, tels François Pinault, Jean-Marie Messier, Martin Bouygues, Jacques Roussely ou encore Gérard Mestrallet. Image 7 positionne également auprès d'Abdoulaye Wade l'une de ses cadres, Marie-Luce Skraburski. Elle est l'épouse de Michel Boyon, qui deviendra en 2007 président du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), après avoir été directeur du cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Abdoulaye Wade a ainsi l'impression, à l'instar du président gabonais Omar Bongo, qu'il jalouse, d'être enfin au cœur du pouvoir en France.

Très discret, un autre conseiller de l'ombre, Michel Katz, a été le témoin des difficultés d'Abdoulaye Wade à s'introduire dans les milieux politiques français. Chef de cabinet de Xavier Emmanuelli lorsque celui-ci était secrétaire d'État chargé de l'Action humanitaire, entre 1995 et 1997, cet avocat aujourd'hui conseiller diplomatique du CICR (Comité international de la Croix-Rouge) raconte : « En 2000, je suis sollicité par mon ancien professeur de droit, Charles Zorgbibe, pour présenter Wade à des personnalités françaises. Dès que je le rencontre, celui qui n'était alors que le leader du Parti démocratique sénégalais (PDS) va droit au but : "J'ai un problème en France", me dit-il, indiquant qu'il a contre lui non seulement la gauche, mais également la droite ! Je lui fais rencontrer Philippe Séguin et le député Pierre Lellouche. De son côté, mon ami Stéphane Volant, alors secrétaire général de la SNCF, le met en relation avec Charles Pasqua. Mais ce dernier lui déclare d'emblée : "Je suis très ami avec Abdou Diouf." » Une fois Wade élu, Michel Katz et Stéphane Volant se rendent régulièrement à Dakar. Abdoulaye Wade leur propose la nationalité sénégalaise et un passeport diplomatique. « Mais il n'était toujours pas rassuré, se rappelle Michel Katz. Il considérait qu'à Paris on lui faisait un procès en illégitimité². »

Au fil des ans, Katz et Volant se feront moins présents auprès du président sénégalais, Karim Wade filtrant de plus en plus les visiteurs de son père et l'isolant de ses anciens contacts français.

Après tant d'années passées en exil à Paris, Abdoulaye Wade réalise tardivement que, pour peser dans l'histoire franco-africaine, il lui faut se faire entendre du « monarque » de l'Élysée et miser sur le canal diplomatique. Il commence par inonder les ambassadeurs de France de notes à destination du « château » de la rue du Faubourg-Saint-

Honoré. À Jean de Gliniasty, titulaire du poste à son arrivée au pouvoir, succède en 2003 Jean-Didier Roisin, un brillant diplomate, ancien directeur Afrique du Quai d'Orsay. Au bout de quelques mois, Wade se rend compte que Roisin est loin de répercuter à l'Élysée, en flux tendu, toutes ses « recommandations » au président français. Il demande alors sa tête à Jacques Chirac. Celui-ci, pour calmer Wade, rappelle Roisin, en poste à Dakar depuis moins de dix-huit mois, et nomme à sa place André Parant, son conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. « Tu vois, je t'envoie l'un de mes propres collaborateurs », lui dit-il pour tenter de faire oublier son amitié avec son prédécesseur, Abdou Diouf. André Parant ne restera que deux ans à Dakar. Trois mois après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, en mai 2007, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, nomme Jean-Christophe Rufin pour représenter la France au « pays de la Téranga », de l'hospitalité, « du donner et du recevoir », comme disait Léopold Sédar Senghor, le premier président du Sénégal. Kouchner connaît bien Rufin : ils ont travaillé ensemble au sein de Médecins sans frontières.

Dans un premier temps, Abdoulaye Wade est fier que « son » ambassadeur de France soit médecin, écrivain et surtout futur académicien. Mais, très vite, il s'agace à nouveau de voir que ses opposants, et plus particulièrement ses anciens dauphins, sont reçus par des officiels à Paris. Parfois à l'initiative de Rufin. Pourtant, tout se fait désormais en catimini ! Afin d'ôter leur caractère officiel aux entretiens, Bruno Joubert, le conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy, rencontre ainsi l'ancien Premier ministre Idrissa Seck « en ville », et non dans son vaste bureau du 2, rue de l'Élysée. De même, c'est en cachette que le directeur Afrique du Quai d'Orsay, Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur à Dakar, voit Ousmane Tanor Dieng, le leader du Parti socialiste sénégalais.

Wade père & fils : intouchables

Wade est heureux. Il a enfin obtenu ce qu'il voulait : entrer dans le *top ten* des présidents africains en cour au château. Les hauts fonctionnaires chargés de l'Afrique sont bientôt au parfum : Abdoulaye Wade est devenu intouchable.

Pourtant, un événement, économique celui-là, aurait encore pu changer la donne. Le 8 octobre 2007, les autorités sénégalaises annoncent que le « nominé » pour la concession du nouveau terminal à conteneurs du port de Dakar n'est pas le groupe Bolloré, mais son concurrent le plus sérieux dans la région, Dubai Ports World (DPW). Un tsunami dans la tour Bolloré. Le groupe français est installé au

Sénégal depuis 1926 ! Une vraie claque aussi pour Vincent Bolloré, ami de Sarkozy. Le représentant de Dubai pour le Sénégal et l'Afrique centrale n'est autre que Karim Wade, le « dauphin masqué ». Par l'intermédiaire de l'avocat Robert Bourgi – qui a mis au service de Nicolas Sarkozy toute sa science africaine –, Karim Wade est très vite reçu par Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée, auquel il explique tous les enjeux de l'affaire. La rencontre se tient sans les diplomates de la cellule africaine de l'Élysée. Ces derniers n'ont pas non plus été invités, le 27 septembre 2007, quand Sarkozy a remis les insignes de la Légion d'honneur à Robert Bourgi dans le salon Napoléon III de l'Élysée³. En revanche, Karim Wade, alors conseiller spécial de son père, était présent, ainsi que de nombreux fils et filles de chefs d'État africains. Signe qu'Abdoulaye Wade a trouvé la petite porte parallèle – celle de la diplomatie – pour sensibiliser le pouvoir français à ses problèmes.

Le 17 juin 2008, Karim Wade se trouve à nouveau au château, mais cette fois-ci en présence de Nicolas Sarkozy. Il expose au président français l'alpha et l'oméga du contrat avec DPW, l'intérêt pour son pays de bénéficier – « tout comme la France », précise-t-il – des investissements des émirats. Nicolas Sarkozy, qui ne jure déjà que par le Qatar et Abu Dhabi, écoute attentivement le *golden boy* sénégalais formé chez les financiers de Warburg, à Londres. À la fin de l'entretien, Karim sort son joker : le Sénégal projetterait de commander une centrale nucléaire avec comme fournisseurs non seulement Areva, mais aussi Bouygues et EDF en sous-traitance. Doublement malin. Ce projet, s'il était mis en œuvre, conduirait la France à maintenir un contingent militaire français dans le pays. Or Nicolas Sarkozy vient d'annoncer, lors d'un voyage en Afrique du Sud, la renégociation de tous les anciens accords de défense franco-africains, qui n'ont pas été dépoussiérés depuis les années 1960. Il s'agit surtout de supprimer leurs clauses secrètes, qui prévoient une intervention française en cas de problèmes intérieurs, comme cela s'est passé en 1964 quand Paris a ramené au pouvoir le président gabonais Léon Mba, renversé par un coup d'État. Dans les accords renégociés, la France ne devrait intervenir qu'en cas d'agression extérieure.

Chargé de présenter cette « réforme » aux dirigeants des pays concernés en mars 2008, l'ancien ministre de la Coopération Pierre-André Wiltzer est surpris par la réaction d'Abdoulaye Wade, comme il le raconte⁴ : « Eh bien, monsieur le ministre, je suis d'avis rigoureusement contraire, lui dit le président sénégalais. On n'a pas d'ennemis extérieurs. Ce qui m'intéresse, c'est qu'on m'aide en cas de tentative de coup d'État. — Je doute que vous puissiez tenir ce discours en public, lui fait remarquer Pierre-André Wiltzer. — Je vous

l'accorde », répond Wade en souriant.

Mécontent tout de même de n'être pas à l'initiative dans ce dossier, Abdoulaye Wade annonce le 4 avril 2010, jour de la fête de l'Indépendance, que le Sénégal reprend sa souveraineté sur la base du 23^e BIMa (bataillon d'infanterie de marine) français. Cette base est installée sur la magnifique presqu'île de Bel-Air. Et cela fait longtemps que les trois cents hectares de terrain, évalués à 70 millions d'euros, font rêver les promoteurs hôteliers. Le président sénégalais convoque l'ambassadeur de France, Jean-Christophe Rufin. L'écrivain-diplomate raconte : « “Puisqu'il y a renégociation, me dit-il, allons jusqu'au bout. Je ne veux plus entendre parler de base.” C'est le mot “base” qui l'agaçait. Je lui explique que le BIMa n'est pas une simple base, mais que c'est le cœur de la présence française au Sénégal. En fait, Abdoulaye Wade est obsédé par Léopold Sédar Senghor. En demandant la fermeture de la base française, il a le sentiment de fêter la deuxième indépendance du pays. Il propose que les éléments français restants s'installent à Rufisque [capitale de l'arachide, située à 25 km au sud-est de Dakar]. Son idée est de quitter l'actuel palais, qui est celui de l'ancien gouverneur français Ernest Roume, et de se construire un superpalais sur l'emplacement de l'ancienne base française. »

D'après Rufin, « même si des troupes françaises restent au Sénégal, le vrai point d'appui français dans la région n'est plus Dakar, mais Atar, en Mauritanie. Quant aux sous-marins nucléaires français dans la région, il y a d'autres propositions pour les accueillir, en particulier à Malabo, en Guinée-Équatoriale⁵ ». Les forces françaises du Cap-Vert, elles, devraient être réduites, à terme, de 1 200 à 450 hommes dans le cadre d'une unité de commandement et de coopération opérationnelle. À moins que la lutte contre le terrorisme dans les pays du Sahel ne réoriente la présence militaire française, avec un renforcement en Afrique de l'Ouest au détriment de l'Afrique centrale.

Abdoulaye Wade ne se contente pas d'imposer son propre *tempo* à Nicolas Sarkozy. Il pousse son avantage en s'ingérant, au printemps 2010, dans un dossier français ultrasensible : la libération de l'universitaire Clotilde Reiss, retenue en Iran pour « espionnage ». À la grande fureur du conseiller diplomatique de l'Élysée, Jean-David Levitte, Claude Guéant prépare une intervention secrète à Téhéran du tandem Karim Wade-Robert Bourgi. La visite a lieu du 30 mars au 1^{er} avril. Ils sont reçus non seulement par le président Mahmoud Ahmadinejad, mais aussi par le conseiller politique de l'ayatollah Ali Khamenei ainsi que par le gouverneur de la Banque centrale d'Iran. Une négociation parallèle qui n'aboutira pas. C'est finalement le Quai d'Orsay qui obtient la libération de Clotilde Reiss le 15 mai 2010. Et

c'est le ministre Bernard Kouchner, accompagné de Jean-David Levitte, qui accueille la jeune femme sur le perron de l'Élysée. Nicolas Sarkozy n'en remerciera pas moins le président sénégalais Abdoulaye Wade, ainsi que le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et le Syrien Bachar al-Assad, pour leur « rôle actif » dans cette libération. De son côté, Abdoulaye Wade a affirmé que, si on l'avait laissé faire, Clotilde Reiss aurait été libérée six mois plus tôt !

Rufin n'est plus dans les petits papiers de Wade

Bien qu'il n'hésite pas, dans ses télégrammes, à souligner la mégalomanie du pouvoir, Jean-Christophe Rufin rencontre peu de problèmes avec Abdoulaye Wade. Il n'en va pas de même avec son fils Karim. À ses visiteurs de passage, l'écrivain au long cours ne se gêne pas pour dire « tout le bien » qu'il pense du « ministre du ciel et de la terre ». Plaisanterie locale : ministre de la Coopération internationale, Karim Wade est également chargé des transports aériens et des infrastructures.

À la mi-2010, Rufin entame sa troisième année à Dakar. Une durée somme toute normale pour une carrière tournante de diplomate. Il sent tout de même qu'il est poussé un peu violemment vers la sortie... Dans la coulisse, l'avocat Robert Bourgi a présenté à Abdoulaye Wade l'ambassadeur Nicolas Normand. Celui-ci, qui vient de passer trois ans au Congo-Brazzaville, est pressenti par le Quai d'Orsay pour se rendre à Djibouti. Mais après sa courtoise rencontre avec le président Wade dans la résidence parisienne du chef de l'État, rue Vineuse, Nicolas Normand se sent davantage tenté par la perspective des alizés que par celle du khamsin, le vent sec et poussiéreux de Djibouti. Cela peut se comprendre.

Contre l'avis du Quai d'Orsay et pour faire plaisir à Abdoulaye Wade, Nicolas Sarkozy impose donc Nicolas Normand à Dakar, où il débarque le 1^{er} août. Dès le 10 août, il présente ses lettres de créance. Un record de rapidité. Magique. Immédiatement, le couple Wade l'invite à dîner à la présidence avec son épouse. Au-dessus de la table flotte un indicible parfum d'intimité annonciateur de relations au diapason. C'est dans le même entre-soi que Robert Bourgi épinglera, en juin 2011, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au revers du costume de Nicolas Normand. La cérémonie se déroulera place du Panthéon, au domicile privé du diplomate, en présence du ministre d'État Karim Wade...

Pour Jean-Christophe Rufin, le meilleur lobbyiste de Karim Wade à Paris n'est pourtant pas Robert Bourgi, mais Bernard-Henri Lévy :

« BHL m'a téléphoné un jour pour que je rencontre, pendant que j'étais à Paris, Abbas Jaber, un de ses amis de longue date, un homme d'affaires qui était également un ami de son père⁶. » André Lévy, aujourd'hui décédé, avait créé une société d'importation de bois tropicaux africains, Becob, revendue en 1986 au groupe Pinault. Ami intime de Karim Wade, Abbas Jaber contrôle déjà la production arachidière du Sénégal et a bénéficié en 2008 du soutien du chef de l'État sénégalais pour la reprise du groupe cotonnier Dagris, devenu Geocoton. L'initiative de BHL vise à faciliter sa rencontre avec l'ambassadeur de France, auquel il a du mal à accéder à Dakar. Lors de leur entrevue, Abbas Jaber tente de persuader Jean-Christophe Rufin que Karim Wade est à même de diriger le pays.

Est-ce Bernard-Henri Lévy qui a conseillé Abdoulaye Wade pendant la crise libyenne ? Le Gorgui a été le seul chef d'État africain à se rendre, le 9 juin 2011, en visite privée à Benghazi, après avoir été l'un des premiers à lâcher Kadhafi et à reconnaître le Conseil national de la transition. Un geste très apprécié par Nicolas Sarkozy mais qui, en Afrique, en a laissé plus d'un pantois, Wade étant jusqu'à présent connu comme un inconditionnel du colonel. Le « roi des rois d'Afrique » était même venu à Dakar proposer à l'Assemblée sénégalaise que Wade soit nommé « président à vie » !

Quelques jours avant la visite de Wade en Libye, Nicolas Sarkozy, hôte du sommet du G8 à Paris, lui fit un immense plaisir en présentant son fils Karim au président américain Barack Obama, juste avant la traditionnelle photo de famille des chefs d'État. Wade crut alors détenir le sceptre qui lui donnerait tous les pouvoirs dans la cour des grands. Mais le peuple sénégalais en décida autrement, et c'est le nom du frère ennemi de Karim, Macky Sall, qui sortit vainqueur des urnes le 25 mars 2012.

1. Voir *supra*, p. 86.

2. Entretien avec l'auteur, 23 avril 2013.

3. Antoine Glaser et Stephen Smith, *Sarko en Afrique*, Paris, Plon, 2008.

4. Entretien avec l'auteur, 26 mars 2013.

5. Entretien avec l'auteur, 8 mars 2013.

6. Entretien avec l'auteur, 8 mars 2013.

CHAPITRE IX

Guinée : au pays de la bauxite

Comment l'ex-gauchiste Alpha Condé reçoit à sa table les plus grands groupes miniers internationaux

Kouchner : un ami de cinquante ans

L'image est de mauvaise qualité et le son grésillant. Cela n'a pas empêché des centaines de milliers de personnes de visionner sur YouTube cette vidéo si représentative du nouveau pouvoir guinéen. Nous sommes à la table d'Alpha Condé, le 12 avril 2012, dans un petit salon aux lourds rideaux d'apparat. La lumière est faible. En bras de chemise, le nouveau président de la république de Guinée reçoit, à la bonne franquette, Bernard Kouchner. Cofondateur de Médecins sans frontières, aventurier humanitaire et politique, chef de la diplomatie de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2010, Kouchner est l'un de ses meilleurs amis depuis son exil en France, qui a duré quarante années.

Le dîner est tout à fait privé. Outre le président guinéen et Bernard Kouchner, sont présents cinq collaborateurs. Nous sommes au milieu du repas, les verres de vin rouge sont à moitié remplis. Et les dialogues sont surréalistes. Tout d'abord, une voix off, sans doute celle du réalisateur de la vidéo – revendiquée par le site GuinéeInformation –, introduit cette séquence d'un ton monocorde : « Alpha Condé, exilé durant des décennies, a toujours en France pu compter sur Bernard Kouchner. Aujourd'hui, c'est Kouchner qui a besoin de lui pour faire accélérer les travaux d'une maternité. » Le projet en question concerne la construction d'un hôpital mère-enfant à Corinthie, un quartier de la capitale guinéenne.

Bernard Kouchner prend la parole, la bouche pleine : « Ça va être

formidable et ce sera le début... » Alpha Condé le coupe : « Laisse-moi téléphoner, Bernard, tu me saoules de paroles ! » Kouchner prend sa tête entre ses mains, l'air contrit.

« Mon général, poursuit le président guinéen, le portable collé à l'oreille. J'ai un problème. On doit construire la clinique mère-enfant de Corinthie. J'ai demandé au gouverneur de remblayer le caniveau, cela n'a pas été fait. Il faut ramasser les gravats. Il faut que tout cela soit terminé dans la journée. Mais je vous passe le ministre Kouchner, car c'est un mauvais coucheur. Il va vous dire ce qu'il y a à faire. » Kouchner prend le téléphone, un peu gêné : « Mais c'est un abus d'autorité. » On n'entendra pas la conversation de l'ancien ministre français avec le général guinéen. La caméra revient sur Alpha Condé, qui résume ainsi sa relation avec Bernard Kouchner : « Je l'ai suivi depuis cinquante ans. Marx avait dit que l'humanité ne résout que les problèmes qui se posent à elle. Tu me poses des problèmes, je les résous, ce n'est pas la peine de faire du bavardage. » Fin de la vidéo. Écran noir.

Alpha Condé le comprend très tôt lorsqu'il décide de se porter candidat à la présidence guinéenne : de toutes les personnalités qu'il a connues en France, Bernard Kouchner est dans la meilleure position pour le soutenir à Paris en vue de l'élection. Ce n'est pas tous les jours qu'un opposant africain a comme meilleur ami un ministre français des Affaires étrangères ! Le 28 août 2010, entre les deux tours de la présidentielle, ce dernier le défend vaillamment en Conseil des ministres face à un Nicolas Sarkozy dubitatif, voire sarcastique. Alors que Kouchner explique qu'« il ne faut pas se fier aux résultats du premier tour et [qu']il pourrait y avoir des surprises au second », Nicolas Sarkozy, jusque-là apparemment ailleurs, lève soudain la tête pour dire : « Écoute, Bernard, je ne vois pas comment ton copain, qui n'a eu que 18 % au premier tour, va passer, alors que son concurrent Cellou Dalein Diallo dispose déjà de 44 % et des reports de voix de deux autres candidats de 15 % et 6 %. Il faut t'acheter une calculette, Bernard¹. »

Magie des élections africaines, où les tractations ethno-politiques de nuit comptent autant que les déclarations de jour : Alpha Condé l'emporte au deuxième tour par 52,52 % des voix contre 47,48 % pour Diallo, avec un taux de participation de 68 % contre 51,59 % au premier tour. Il devient ainsi le premier président de la République guinéenne « élu démocratiquement », son adversaire reconnaissant sa défaite. Bernard Kouchner n'hésitera pas, le 21 décembre 2010, jour de son investiture à Conakry, à monter sur l'estrade pour lui sauter au cou devant les caméras. Il est vrai qu'Alpha Condé vient de l'appeler son « frère jumeau » dans son discours...

Un passé d'exilé politique militant

Sans aucun doute le plus vieil exilé politique africain en France, Alpha Condé accède au pouvoir à Conakry à soixante-treize ans. Il aura vécu ses plus belles années de combat dans un appartement de la plus haute tour de la place d'Italie, à Paris. Il aura aussi connu la longue gestation des partis de gauche en France avant qu'ils n'arrivent aux manettes en 1981 avec l'élection de François Mitterrand. Pour lui, un modèle et un encouragement à ne pas baisser les bras. Dès les années 1960, il est l'un des dirigeants de la FEANF. Il en est même le président en 1964, à un moment où cette association flirte avec la Chine populaire. Après des études secondaires à Toulouse, qui est déjà l'un des fiefs de ce syndicalisme africain, Alpha Condé passe son baccalauréat au lycée Turgot à Paris avec pour « camarade » Bernard Kouchner. Plus tard, il milite au SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur) en compagnie d'Évelyne Pisier, la première épouse de Bernard Kouchner.

Mais c'est au sein de la promotion 1963 de Sciences Po que l'on trouve son réseau de soutiens tout au long de son combat politique. Étudient ainsi à ses côtés le futur ministre de la Coopération Pierre-André Wiltzer et le banquier d'affaires François Polge de Combret. Tous deux seront, avec Bernard Kouchner, les principaux invités français de sa cérémonie d'investiture à Conakry en décembre 2010. Très discret, ancien inspecteur des finances, François Polge de Combret est devenu un puissant banquier d'affaires chez Lazard, multipliant les postes d'administrateur de grands groupes français (Sanofi, Aérospatiale, Sagem, Bouygues, Nexans, Safran...). Dans les années 1970, il est surtout influent dans la sphère politique comme conseiller pour les affaires économiques et industrielles, puis secrétaire général adjoint de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing.

Ce dernier, ami précieux et titulaire d'un poste on ne peut plus stratégique, n'a pourtant rien pu faire à cette époque pour Alpha Condé. En 1975, l'opposant africain a été sacrifié sur l'autel de la réconciliation entre la France et le président Ahmed Sékou Touré, l'homme qui, en 1958, avait dit « non » au général de Gaulle et à son projet de Communauté franco-africaine. Alpha Condé le raconte dans une autobiographie publiée en 2010 : « En juillet 1975, Valéry Giscard d'Estaing va renouer avec Sékou Touré. Le président guinéen sera reçu à Paris pour la première fois depuis l'indépendance de son pays. On m'a très vite fait sentir que ma farouche opposition au régime de Sékou Touré n'était pas compatible avec ma fonction de professeur d'université [il enseignait alors à la faculté de droit Panthéon-

Sorbonne]. J'ai compris qu'il fallait ou me taire ou quitter l'enseignement, ce que j'ai fait en 1977. » Alpha Condé se transforme alors en homme d'affaires. Un de ses amis, Alexandre Tourissef, vient de créer une filiale au sein du groupe Sucres et denrées. Il propose à Condé d'en devenir le directeur Afrique. « Le travail présentait un double avantage, se remémore Condé dans son livre. D'une part, il m'a donné mon indépendance financière. D'autre part, j'ai ouvert des bureaux Sucres et denrées en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal, ce qui me rapprochait beaucoup de la Guinée et de mes partisans². »

Entre deux négociations autour de contrats de sucre ou de cacao, l'opposant guinéen crée en 1977 le Mouvement national démocratique (MND). Cette formation clandestine devient dans les années 1990 le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), qui, deux décennies plus tard, portera Alpha Condé au pouvoir.

L'« ami Vincent »

En attendant, la traversée du désert est longue. Tenace, Alpha Condé est aussi très impatient et n'a pas un caractère facile. Il s'emporte contre ses amis et alliés politiques sous prétexte qu'ils n'en font jamais assez pour lui. Son compagnon de route intellectuel et politique pour préparer l'avenir est Albert Bourgi, professeur d'université à Reims et membre du Parti socialiste. Ils ont été étudiants ensemble à la Sorbonne en 1971. Et comme dans les relations franco-africaines il faut toujours donner un gage familial, Alpha Condé est le parrain de Cécile, la fille d'Albert Bourgi. Albert est aussi le frère de Robert Bourgi, l'infatigable et influent relais entre les palais africains et les personnalités politiques de droite à Paris. Bien sûr, au moment de la présidentielle de 2010, Robert a milité auprès de Nicolas Sarkozy en faveur d'un soutien à Cellou Dalein Diallo, le principal opposant à Alpha Condé. Mais c'est son frère Albert qui l'a emporté. Cette fois-ci.

Arrivé au pouvoir, le militant guinéen est vite rattrapé par la raison d'État et la défense de ses intérêts. Albert Bourgi lui avait déjà répété qu'il n'avait pas besoin de la société de communication Euro RSCG pour sa campagne. Peine perdue. Non seulement Condé fait appel à cette filiale du groupe Bolloré, mais une fois président il renouvelle son contrat. C'est sans doute aussi un prêté pour un rendu à l'égard de son « ami Vincent ». Car le patron du groupe Bolloré a été un indéfectible soutien d'Alpha Condé pendant toutes ses années dans

l'opposition. Et, à partir de l'accession de ce dernier à la présidence, Bolloré devient le roi en Guinée dans un secteur autrement plus stratégique que la communication : le port de Conakry.

Cette opération à la hussarde meurtrit un autre ami de longue date du président guinéen : Pierre-André Wiltzer. L'ancien ministre de la Coopération, désormais à la retraite, est en effet devenu le conseiller du groupe concurrent de Bolloré, Necotrans, qui se fait virer *manu militari* du terminal à conteneurs du port de Conakry...

Trois ans plus tard, en racontant cette mésaventure professionnelle qui a mis fin à son amitié avec Alpha Condé, Pierre-André Wiltzer – PAW – est encore très amer³. « On s'est connus à la faculté de droit à Paris et ensuite à Sciences Po. J'avais créé une association franco-africaine, le cercle universitaire Connaissance de l'Afrique. Au départ, les Africains de la FEANF, souvent des opposants aux régimes en place, étaient méfiants. Ils étaient persuadés que c'était un truc monté par Jacques Foccart pour infiltrer les milieux étudiants. Quand ils ont compris que ce cercle n'était ni syndical ni politique, on a eu des relations plus détendues. »

Au fil des ans, PAW et Alpha Condé deviennent de vrais amis : « Au début, on ne se voyait que de temps en temps. J'étais rentré dans la préfectorale en province, et lui avait un temps abandonné la politique pour le *business*. Par contre, quand je suis devenu député, on s'est vus très fréquemment à Paris. Dès qu'il a été arrêté et emprisonné après l'élection présidentielle de décembre 1998 – qu'il avait sans doute gagnée –, j'ai mobilisé plusieurs députés à l'Assemblée nationale pour le faire libérer. » À la tête d'une mission parlementaire accompagnée d'avocats comme Pierre-Olivier Sur, futur bâtonnier à Paris, et de journalistes, Pierre-André Wiltzer se rend à Conakry pour assister au procès d'Alpha Condé, « qui n'est que mascarade ». Malgré les comités de soutien et les interventions politiques, en particulier celle de Jacques Chirac, l'opposant passera près de deux ans et demi en prison. Libéré en mai 2001, il regagne son appartement de la place d'Italie.

En juin 2002, Pierre-André Wiltzer est nommé ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie. « On se voyait alors beaucoup, se rappelle-t-il. Il avait toujours mille et un projets, pas toujours réalisables. Il voulait en particulier que la France lui finance des briqueteries. Ce qui était impossible sans monter un dossier avalisé par des organismes comme l'Agence française de développement. » De son côté, Alpha Condé fournit au ministre des contacts discrets en Afrique, dans les milieux de l'opposition aux régimes en place. Il lui permet ainsi d'organiser une médiation au Togo entre l'opposant Gilchrist Olympio et le général Gnassingbé Eyadema, avec pour

conséquence de débloquent l'aide de l'Europe au pays. « On avait des relations de confiance, étroites, à base d'engagements réciproques », résume PAW avant de raconter ce qu'il a vécu comme une trahison.

Le 21 décembre 2010, Wiltzer est à Conakry pour fêter l'investiture de son ami devenu président. Lors de la réception qui suit la cérémonie, Alpha Condé lui propose de l'emmener dîner chez lui avec « quelques copains », dont Bernard Kouchner et François Polge de Combret. Pierre-André Wiltzer se retrouve bientôt assis à côté du nouveau président de la république de Guinée dans son gros 4 × 4. Le trajet dure une vingtaine de minutes. « Avant d'arriver, poursuit PAW, je glisse à Alpha Condé : "Écoute, je sais que ce n'est pas du tout le moment, mais il faudrait que je te voie demain ou que tu me fixes un rendez-vous sans trop traîner. Je dois te parler d'un sujet professionnel. Je suis partenaire avec un groupe français qui exploite le port de Conakry [Necotrans], et il y a des bruits selon lesquels Bolloré va se faire attribuer le truc." Là, alors qu'auparavant il était décontracté et chaleureux, il se fige complètement et me dit : "Non, écoute, tu ne devrais pas t'occuper de cette affaire." » Pierre-André Wiltzer s'étrangle et argumente : « S'il y a un problème et que Necotrans n'a pas rempli ses obligations, il faut nommer des experts et mettre le dossier à plat ! »

Trop occupé à recevoir des délégations de toute la région, Alpha Condé ne peut voir Pierre-André Wiltzer le lendemain, mais il lui fixe un rendez-vous pour le mois suivant. Le 19 janvier 2011, PAW revient à Conakry avec un lourd dossier supposé répondre aux deux principales critiques des autorités guinéennes à l'encontre du contrat de concession attribué à Getma-Necotrans : les conditions de la négociation – du temps du président Lansana Conté, puis du putschiste Dadis Camara – et celles de son application. Le président guinéen laisse Wiltzer en tête à tête avec son neveu Guillaume Curtis, qui connaît bien le dossier. « J'ai eu un entretien avec Guillaume Curtis pendant une heure et quart. Je suis parti de Conakry avec leurs demandes. Une fois rentré à Paris, je n'ai plus jamais pu joindre ni Guillaume Curtis ni Alpha Condé. Ni par téléphone ni par courriel. Silence radio total. Je n'ai jamais revu Alpha. Ce qui a détruit notre relation personnelle, c'est qu'il s'est mal conduit. Il m'a fui. »

Entre-temps, le contrat de Necotrans a été résilié. L'armée a chassé du port les cadres de la société. Dans la foulée, les équipes de Bolloré ont tout repris en main.

L'affaire du port de Conakry demeure une plaie pour Alpha Condé. Il ne veut pas qu'on le soupçonne de partialité à l'égard de Vincent Bolloré. En allant visiter le port le 14 septembre 2013, il tente de se

défendre : « J'ai dit à Vincent Bolloré – c'est vrai, il est un ami personnel de plus de trente ans – que s'il ne respecte pas ses engagements, l'État guinéen n'hésitera pas à annuler son contrat. Moi, je n'ai pas d'états d'âme. Ce qui m'intéresse, c'est l'intérêt de la Guinée [...]. Ce n'est pas moi qui ai donc demandé de mettre fin au contrat de Getma-Necotrans. » Alpha Condé affirme toutefois que Bolloré, en moins de deux ans, a effectué plus d'investissements que Necotrans depuis son installation sur le port. « Vincent » est bien ancré et a des projets d'envergure dans les chemins de fer liés à l'exploitation du fer et de la bauxite. Quant à Necotrans, le tribunal de commerce de Nanterre ne lui a accordé que 2,1 millions d'euros (la société demandait 100 millions) et l'a débouté de toutes ses autres plaintes contre Bolloré. D'autres procédures sont en cours.

L'Élysée pour la photo, Soros et Blair pour les affaires

2 juillet 2012 : Alpha Condé est de retour à Paris, mais cette fois au palais de l'Élysée, pas dans sa tour de la place d'Italie. Le président guinéen, comme au ralenti, passe en revue la garde républicaine qui lui rend les honneurs. François Hollande descend les marches pour l'accueillir. Les deux hommes ont parcouru du chemin depuis le congrès du Parti socialiste à Brest au cours duquel François Hollande a été élu premier secrétaire, le 22 novembre 1997. Ce jour-là, Alpha Condé, leader du RPG, avait tancé ses amis socialistes, leur demandant d'être plus fermes à l'égard des régimes non démocratiques de son continent. D'autres opposants africains étaient présents : l'Ivoirien Laurent Gbagbo, évincé du pouvoir en décembre 2010, le Nigérien Mahamadou Issoufou et le Malien Ibrahim Boubacar Keïta.

En 2013, que peut dire le nouveau président guinéen de l'intervention de François Hollande au Mali, lui qui a appelé pendant des décennies au retrait des troupes françaises d'Afrique ? Interrogé à ce sujet le 27 mai 2013 sur RFI (Radio France Internationale), il se sort plutôt bien de cet exercice difficile : « C'est vrai que c'est une honte pour nous que cinquante ans après, on soit obligés d'applaudir la France. Mais il est évident que si le président Hollande n'était pas intervenu, c'était la catastrophe pour l'Afrique de l'Ouest, parce que ce n'est pas seulement le Mali qui a été déstabilisé. Nous sommes très reconnaissants au président Hollande. Mais je pense que nous avons tous été un peu humiliés que l'Afrique n'ait pas pu résoudre ce problème. Et je pense que ça va peut-être amener un sursaut des chefs d'État africains, pour qu'on trouve le moyen de résoudre les problèmes africains nous-mêmes, surtout sur le plan militaire. » Président d'un pays qui a connu tant de coups d'État, Alpha Condé contrôle de près

sa sécurité : il est à la fois ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées. Il a aussi envoyé une centaine de soldats au Mali dans le cadre de la force ouest-africaine. Mais le plus français des hommes politiques africains jongle désormais, loin de la tour Eiffel, avec des puissances financières d'envergure.

Si la Guinée possède des frontières avec six autres pays d'Afrique de l'Ouest, elle a toujours été à part, un peu autiste mais très nationaliste, à l'image de ses deux premiers présidents, Ahmed Sékou Touré et Lansana Conté. Il faut dire que ses ressources géologiques la placent au centre d'enjeux géostratégiques importants. Abritant les plus grosses réserves prouvées de bauxite du monde, la Guinée a toujours été l'enfant chéri du groupe d'aluminium Pechiney, y compris dans les pires périodes de tensions politiques entre Paris et Conakry. Ainsi, bien que le pays ait refusé d'adhérer à la Communauté franco-africaine de De Gaulle en 1958, le Général demanda que Pechiney y poursuive l'exploitation de la bauxite à destination de l'industrie aéronautique française. Et quand Sékou Touré fut tenté de laisser les Russes s'installer sur l'île de Loos, au large de Conakry, le président français utilisa le canal de Pechiney pour faire dire par Jacques Marchandise, le représentant du groupe français sur place : « Si vous faites cela, vous allez avoir les marines américains chez vous dans les quarante-huit heures. » Sékou renonça. De même, en 1983, François Mitterrand intima aux dirigeants de Pechiney qui bouclaient leurs valises, fatigués de la paranoïa qui régnait dans le pays, de rester sur place. « On a besoin de la bauxite, vous ne partez pas », martela-t-il.

Depuis la fin de la guerre froide, à la suite des concentrations et fusions entre grands groupes miniers, la France est quasiment hors jeu dans ce secteur. Pechiney s'est fait avaler en 2003 par le Canadien Alcan, lui-même absorbé en 2007 par l'Anglo-Australien Rio Tinto. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), découvreur des principaux gisements miniers africains dans les années 1960, se contente aujourd'hui de vendre ses cartes géologiques et ses inventaires miniers aux groupes israéliens, canadiens, américains, brésiliens ou chinois présents sur le terrain. Désormais, ces derniers sont les interlocuteurs privilégiés de la Guinée. Pour Alpha Condé, la France, c'est toujours la politique, la culture, la francophonie et les amis, mais le vrai *business* se fait ailleurs et dans la langue de Shakespeare, avec de grands protecteurs qui ont pour noms George Soros, le milliardaire, et Tony Blair, l'ancien Premier ministre britannique.

À la tête de l'Open Society Foundations, qui entend, selon son site Internet, « promouvoir la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et des réformes économiques et sociales », George Soros s'est

tourné vers l'Afrique après la chute du mur de Berlin, abandonnant ses engagements dans les anciens pays satellites de l'Union soviétique. Dès le début des années 2000, il a investi en Afrique de l'Ouest dans des stations de radio via l'Open Society Initiative for West Africa. Cette ONG ambitionnait de lancer à Dakar la West Africa Democratic Radio, rebaptisée par les Africains « Radio Soros ». Le projet n'a jamais vu le jour. Pendant cette décennie, le milliardaire américain a aussi soutenu Ellen Johnson Sirleaf au Liberia et Alassane Dramane Ouattara en Côte d'Ivoire, deux personnalités désormais à la tête de leur État.

Mais c'est en Guinée que George Soros va concentrer sa force de frappe, investissant dans l'expertise minière et juridique. À peine Alpha Condé est-il installé au palais de Sékoutouréya que les équipes du milliardaire débarquent dans des avions privés. Premier chantier, qui va conditionner le devenir de la Guinée : la réforme du secteur minier. Tous les contrats signés par les prédécesseurs d'Alpha Condé sont revisités et tous les groupes invités à passer à la caisse. Le premier est le groupe Rio Tinto : associé au Chinois Chalco, il investit à Simandou, dans le sud-est du pays, dans le plus grand projet intégré de minerai de fer et d'infrastructures jamais réalisé en Afrique. Prévoyant la construction d'un chemin de fer de 700 km de long et d'un port en eaux profondes à Conakry, ce projet devrait générer à sa mise en exploitation, en 2018, 1,2 milliard de dollars par an, soit l'équivalent des recettes globales du pays en 2012 et six fois plus que l'aide au développement versée par la communauté internationale, qui est de l'ordre de 200 millions de dollars par an.

Signe des temps, ce n'est pas à Paris, mais à l'ombre des tours de Londres qu'a été conclu ce contrat d'envergure le 16 juin 2013. Le nouveau président guinéen était l'invité du Premier ministre David Cameron au sommet du G8. Bon *timing*. D'autant qu'Alpha Condé a un autre ami à Londres : le prédécesseur de Cameron, Tony Blair. Celui-ci a créé une structure de conseil aux États, l'Africa Governance Initiative (AGI), qui a signé un contrat annuel avec la Guinée. Plusieurs experts de l'AGI ont été placés par Tony Blair à des postes stratégiques à Conakry : à la présidence, comme conseillers à la gouvernance ou au sein de l'Administration et contrôle des grands projets.

Soros et Blair travaillent donc en osmose auprès d'Alpha Condé, mobilisant tous leurs réseaux pour détricoter les anciens contrats. La rupture la plus médiatisée a été celle avec le diamantaire israélien Beny Steinmetz, présenté comme l'homme le plus riche d'Israël. Sous le régime du président Lansana Conté, au début des années 2000, sa société, la BSGR (Beny Steinmetz Group Resources), a bénéficié de la moitié des droits de la mine de Simandou, jusqu'alors contrôlée par

Rio Tinto. Cette participation a été revendue en 2009 au groupe brésilien Vale, qui aurait promis de payer, à terme, 2,5 milliards de dollars à BSGR.

Le nouveau pouvoir a contesté les conditions de cette cession et le contentieux est très vite devenu une affaire politico-policière, entraînant une enquête du FBI pour faits de corruption et des rumeurs de tentative de coup d'État. La presse internationale a été inondée par les deux parties de rapports et de documents confidentiels. Lucides quant à la puissance du duo Soros-Blair derrière Alpha Condé, les Russes d'UC Rusal, qui exploitent la bauxite de Friguia pour la transformer en alumine, ont accepté de verser un règlement d'arriérés de 830 millions de dollars au Trésor guinéen. Le dossier a été traité directement entre le président Alpha Condé et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de sa visite à Conakry en février 2013.

Violent détracteur de la Françafrique dans les années 1960, Alpha Condé est aujourd'hui un symbole de la montée en puissance des nouveaux chefs d'État de l'AfricaFrance, bien placé sur l'échiquier du monde.

1. *La Lettre du continent*, 2 septembre 2010.
2. Alpha Condé, *Un Africain engagé*. « *Ce que je veux pour la Guinée* », Paris, Jean Picollec, 2010.
3. Entretien avec l'auteur, 24 septembre 2013.

CHAPITRE X

Gabon : au pays de la Françafrique

Comment Ali Bongo a dit : adieu papa, adieu la tour Eiffel

En ce 24 février 2010 où Ali Bongo reçoit en visite officielle Nicolas Sarkozy, les deux hommes, dans la pénombre du grand auditorium de la Cité de la démocratie de Libreville, paraissent écrasés par le poids de l'histoire entre leurs deux pays. Au-dessus de leurs têtes défilent d'immenses photographies sépia des pères de la V^e République accueillant leurs homologues gabonais sur le perron de l'Élysée. Une ambiance surannée, peu propice à un discours de rupture. C'est pourtant l'esprit dans lequel se trouve Ali Bongo aujourd'hui. Et c'est lui qui dégage le premier : « Nous ignorons vous et moi le contenu réel de ce qui est parfois appelé "Françafrique". »

De la part de quelqu'un dont le père, Omar Bongo, était justement le doyen de ce mystérieux village franco-africain, cette déclaration est un vrai parricide politique. Le président français affirme qu'il s'efforce également de tuer ce vieux « pré carré qui n'existe plus », poursuivant : « Et je ne le regrette pas », avant de lâcher, comme preuve ultime de sa bonne foi : « Je n'appartiens pas à la génération de la colonisation, je n'en ai donc pas les réseaux, même si j'ai lu des livres d'histoire, mais je n'en ai pas non plus les complexes. » Des sourires entendus accueillent ces fortes paroles. Tous les invités se rappellent le limogeage de Jean-Marie Bockel, début 2009, par le même Nicolas Sarkozy et à la demande d'Omar Bongo. Quelle faute le secrétaire d'État à la Coopération avait-il commise ? Lors de ses vœux à la presse, il avait fustigé le caractère dépensier des dirigeants africains de pays pétroliers et décrété « le décès de la Françafrique ».

Pas besoin de décret, pourtant, pour en finir avec ce qui n'existe déjà plus. La préparation de la visite de Nicolas Sarkozy n'a plus rien à

voir avec l'armada qui entourait l'arrivée d'un François Mitterrand ou d'un Jacques Chirac « au pays d'Omar », comme disait ce dernier. La France est pauvre, le Gabon est riche. En tout cas ses dirigeants... Fini les soutes de l'avion présidentiel bourrées de produits fins français ! Fini les Peugeot 607 cadeaux ! C'est dans l'hôtel libyen Laico Okoumé Palace de Libreville que Nicolas Sarkozy, au bras de son épouse, Carla, fête la communauté française, et non plus sur les vertes pelouses de la résidence de France, où le champagne coulait à flots. C'est dans sa Bentley qu'Ali est allé chercher Nicolas à l'aéroport, tandis que le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, et le ministre de la Coopération, Alain Joyandet, ont fait le trajet dans des Nissan Teana 200 XL flambant neuves. Le traiteur du dîner de gala est la société britannique Rhubarb, et la décoration (les fleurs, les lumières, le dressage des tables...) est assurée par l'entreprise londonienne Event Concept. Derniers feux tricolores : c'est un château ducru-beaucaillou 2006 – 132 euros la bouteille – qui accompagne le filet de bœuf poivré orné de sa tranche de foie gras et la glace aux pétales de rose. *What else*¹ ?

Ali Bongo n'a pas toujours été *so british*. Lui aussi a rêvé d'être adoubé à Paris. À sa décharge, c'était *kalakala* – « autrefois » en lingala –, autrement dit avant la mondialisation, il y a une trentaine d'années... Déjà tout jeune, Ali Bongo se voyait en locataire du Palais du bord de mer. Un conte cruel, mais véridique, révélé dans ses Mémoires par Jacques Foccart, le père fouettard de la « Françafrique » : « Un beau jour de 1986 ou 1987, quand je suis au cabinet de Jacques Chirac lors de la première cohabitation, Ali Bongo, fils du président, me téléphone. Il est à Paris, me dit-il, porteur d'un message de la plus haute importance de son père pour le chef du gouvernement. Il souhaite donner à sa démarche une certaine solennité et il me demande de lui envoyer des motards. J'informe le Premier ministre. J'ajoute qu'à mon avis et suivant mes informations il s'agirait d'instituer une monarchie héréditaire. Chirac éclate de rire. "Enfin, nous verrons bien, fait-il. Envoyez-lui des motards." »

Ali Bongo arrive à l'hôtel Matignon en compagnie de l'ambassadeur du Gabon. Ils sont introduits avec Jacques Foccart dans le bureau du Premier ministre. Mais le fils du président gabonais fait savoir que la communication dont l'a chargé son père est « hautement confidentielle » et exige qu'il soit seul à seul avec Jacques Chirac. Ce dernier l'embarque alors dans une pièce voisine. Après l'audience, Chirac, « hilare », livre l'histoire à Foccart : « Vous aviez raison, Omar Bongo veut bel et bien faire adopter une Constitution monarchique et faire d'Ali son héritier, du moins si j'en crois mon interlocuteur. J'ai eu du mal à garder mon sérieux. J'ai fait part de mes réserves à

l'héritier présomptif. Je l'ai chargé de les transmettre à son père et de l'inviter de ma part à prendre le temps de la réflexion avant de confirmer sa décision, à méditer sur l'exemple de Bokassa. Il n'a pas caché qu'il était très déçu. »

« Déçu : le mot était faible, commente Foccart. Mais l'affaire en est restée là. Le président de la république du Gabon est demeuré président ; il ne nous a jamais parlé de ce projet². »

En rivalité avec sa sœur Pascaline

Omar Bongo a disparu le 8 juin 2009 à Barcelone sans vraiment désigner de dauphin, en bon chef africain. Voulait-il que son fils Ali lui succède ? Longtemps intime du président gabonais – qu'il appelait « papa », celui-ci lui répondant par « fiston » –, l'avocat Robert Bourgi, sans doute le plus initié aux mœurs du Palais du bord de mer de Libreville, affirme que, s'il avait pu, le président gabonais aurait plutôt favorisé sa fille, Pascaline. « En janvier 2009, Bongo m'a appelé en pleine nuit pour que je vienne à Libreville. Je l'ai trouvé très las. Sa femme, Édith, était mourante à Rabat. "Moi j'en ai assez, fiston", m'a-t-il dit. Il avait les larmes aux yeux. "Dommage que Pascaline ne soit pas un homme, c'est elle qui m'aurait succédé", a-t-il poursuivi. Il est décédé six mois plus tard³. »

Directrice du cabinet présidentiel, Pascaline Bongo était effectivement très proche de son père, dont elle tenait l'agenda. Elle était l'ayant droit de tous les comptes du pouvoir ainsi que de ceux de la famille. Elle connaissait tous les placements à l'étranger, y compris les plus secrets. Elle représentait l'État gabonais au sein d'entreprises aussi stratégiques que Total Gabon, dont elle était la vice-présidente. C'est sans doute pour relativiser cette toute-puissance qu'Omar Bongo tenait à souligner devant ses visiteurs qu'il n'était pas l'otage de sa fille : « C'est moi qui décide⁴ », nasillait-il avec sa gouaille inimitable.

Si Pascaline était, au quotidien, le « totem » familial, Ali Bongo était bien présent sur l'écran radar politique de son père. Dès 1994, le chef de l'État gabonais l'envoie à Paris pour gérer des négociations secrètes avec des leaders de l'opposition. Le plus influent d'entre eux, le père Paul Mba Abessole, rentre au pays. Chef en exil du Morena (Mouvement de redressement national), cet ancien prêtre de la congrégation du Saint-Esprit participe à des gouvernements de coalition comme ministre d'État, puis devient vice-Premier ministre et maire de Libreville. À cette époque, les deux lieutenants d'Ali Bongo sont André Mba Obame et Germain Ngoyo Moussavou. Tous trois sont les chefs de file du courant des rénovateurs au sein du Parti

démocratique gabonais (PDG). Omar Bongo les utilise également pour tisonner et mettre au pas les barons du régime. Directeur du quotidien national *L'Union*, Germain Ngoyo Moussavou signe de sa plume acérée le billet « Makaya », censé être une expression de la pensée profonde de l'homme de la rue. En fait, ses textes au vitriol et très humoristiques dénoncent les malversations ou les mauvais comportements des « hauts d'en haut » du régime. Traditionnellement, le « ciblé » du jour s'empresse de se rendre au Palais du bord de mer pour implorer le pardon. Fidèle du père, Germain Ngoyo Moussavou se range dans le camp du fils pour l'aider à accéder au pouvoir. Président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon, Ali parraine notamment la conversion à l'islam de « Naïl » Ngoyo Moussavou le 23 novembre 2002. Ce dernier est aujourd'hui ambassadeur du Gabon en France.

L'autre ami intime d'Ali Bongo, André Mba Obame, dit ABO – qui a été son témoin de mariage en 1989 avec sa troisième épouse, Sylviane –, prend un chemin tout autre et devient son ennemi le plus virulent. Il sera son principal challenger à l'élection présidentielle de 2009. D'ethnie Fang du Woleu-Ntem, majoritaire dans le pays, ABO s'est convaincu au fil des ans qu'il a été, tel le Maximus du film *Gladiateur*, choisi comme successeur par Omar Bongo-Marc Aurèle contre son fils parricide, l'ambitieux Commode. Très proche de Bongo père, il a détenu plusieurs portefeuilles ministériels, dont celui de l'Intérieur et de la Sécurité. Il est vrai qu'Ali, même en tant que ministre de la Défense, a toujours été en marge de l'activité quotidienne du palais présidentiel, où vaquent comme chez eux sa sœur Pascaline et André.

De même, lorsque Omar Bongo se rend en visite officielle ou en villégiature à Paris, il n'est pas nécessaire d'être un initié du sérail gabonais pour constater une différence de traitement évidente entre Pascaline Bongo et son frère. La première est chargée, souvent en compagnie d'André Mba Obame, de faire entrer et sortir de la suite présidentielle les personnalités et les ministres français, tandis qu'Ali attend, comme une âme en peine, au bout du couloir, avec les conseillers de son père, dans la délégation du deuxième cercle. Humiliant.

Un homme de réseaux

Ali Bongo finit par détester l'entourage français de son père. Pourtant, son beau-père, Édouard Valentin, est l'un des plus gros assureurs de Libreville, et sa mère, Évelyne, a longtemps été conseillère technique au Palais du bord de mer. Mais Ali se tient loin

de la tour Eiffel. L'exact opposé de son père, qui, pendant près d'un demi-siècle, a vécu dans l'environnement du 6^e BIMA et en osmose avec les services secrets français qui opéraient dans sa région. Si son fils n'est pas allé jusqu'à remettre en cause la présence militaire française lorsqu'il était ministre de la Défense, il s'est employé à diversifier largement les sources d'approvisionnement de l'armée gabonaise, se fournissant en Allemagne et en Autriche pour les camions militaires et en Grande-Bretagne pour les casernes. Non sans faire grincer des dents à Paris, où l'on s'était habitué à bénéficier avec « l'ami Omar » d'un marché protégé...

Le seul réseau français local sur lequel s'appuie Ali Bongo est celui des Corses d'Afrique. Très actifs dans l'ombre, ces derniers misent très tôt sur le fils du chef. Ils sont à la manœuvre pendant sa campagne électorale, mettant tous leurs moyens à sa disposition et se substituant aux structures du PDG, le parti au pouvoir. Le grand organisateur est Michel Tomi, patron du Pari mutuel urbain du Gabon, le petit frère du PMU français. Introduit dans ce pays par Robert Feliciaggi – assassiné le 10 mars 2006 sur le parking de l'aéroport d'Ajaccio –, Michel Tomi a démarré ses activités dans le jeu au Cameroun voisin. Au Gabon, il contrôle également, avec son fils Jean-Baptiste, dit « Bati », la location de jets privés. La famille Tomi travaille *mano a mano* avec André Giacomoni, patron d'une holding immobilière et nommé à la tête de la compagnie nationale Gabon Airlines. À la présidence, outre Ali Bongo, qu'ils ont contribué à faire élire, ces hommes d'affaires ont pour interlocuteur son demi-frère Frédéric, chef des services de renseignement au sein de la garde présidentielle.

Après quatre années de relations idylliques, des querelles apparues dans le secteur de l'aviation ont gâché le climat entre le Palais du bord de mer et les puissants de l'île de Beauté. Le groupe Dassault a ainsi repris la gestion de quelques Falcon privés, et Air France celle du Boeing 767 de Gabon Airlines.

Un autre réseau français d'Ali Bongo est celui des « frères de lumière ». Sa stratégie vise tout autant à bénéficier d'un relais d'influence au niveau international qu'à contrôler les cadres locaux de l'administration et du parti, tous initiés dans les loges des barons du pouvoir. À partir de 2004, Ali est très vite monté en grade au sein de la « Loge Zéro » de la Grande Loge nationale française (GLNF), dont la « sœur » gabonaise est la Grande Loge du Gabon (GLG). Le 30 octobre 2009, quinze jours à peine après avoir été élu président, il a été intronisé grand maître de la GLG par François Stifani, alors le grand maître de l'obédience française. L'immense salle des banquets du Palais du bord de mer a accueilli les agapes de tous les dignitaires maçons de la région. Stifani était déjà l'un des invités personnels d'Ali

Bongo lors de sa cérémonie d'investiture. Ce dernier utilise le réseau des « frères de lumière » sur le plan tant continental qu'international. Car, contrairement au Grand Orient de France, la GLNF est reconnue par la maçonnerie anglo-saxonne.

Très versé dans l'ésotérisme, Ali Bongo a choisi comme label de sa campagne présidentielle « Ali9 », référence non seulement aux neuf axes stratégiques de son programme, mais surtout aux dates importantes de sa vie et de sa carrière : naissance le 9 février 1959, ministre de la Défense en 1999 et président de la République en 2009 ! Son homme de confiance est son directeur de cabinet, Maixent Accrombessi, un Béninois qui – dit-on dans les maquis de Libreville, ces petits cafés sous les paillotes – l'aurait initié au vaudou dans son pays. Plus prosaïque que Bongo, Accrombessi tire sa puissance de son rôle de confident sur tous les dossiers du président, des plus personnels aux plus sensibles. C'est lui par exemple qui a géré les relations compliquées du chef de l'État avec sa deuxième épouse, l'Afro-Américaine Inge Lynn Collins (Inge Alia Bongo). Le nom d'Accrombessi est apparu dans un rapport du Sénat américain. À travers la société luxembourgeoise Sofinpar, dont il était le principal actionnaire, il alimentait un compte *trustee* d'Inge Alia Bongo aux États-Unis pour aider son ami Ali⁵.

Le rêve américain d'Ali Bongo

De fait, tenu en marge de la galaxie franco-gabonaise de son père, Ali Bongo n'a d'yeux que pour l'Amérique. Cette passion pour les États-Unis en général et les Afro-Américains en particulier est ancienne. En 1992, il a fait venir Michael Jackson à Libreville. À la mort du chanteur américain en juin 2009, il lui a ainsi rendu hommage : « Michael Jackson a véritablement marqué son époque dans le sens où il a ouvert les possibilités et la voie à tous les artistes noirs africains et américains [...]. C'est le premier artiste qui s'est imposé dans le monde entier, à toutes les races. »

De tous les dirigeants gabonais, Ali Bongo est certainement celui qui se rend le plus souvent aux États-Unis. D'abord, il parle couramment l'anglais, ce qui est loin d'être la norme dans les milieux politiques gabonais, y compris chez les diplomates. Ensuite, il intéresse beaucoup ses interlocuteurs « sécurocrates » du Pentagone et de la DIA (Defense Intelligence Agency) en tant qu'ancien ministre de la Défense et pour sa bonne connaissance des pays du Golfe, qu'il fréquente au titre de président de la communauté musulmane du Gabon. De plus, la position stratégique du Gabon dans la région accentue l'attention que lui porte la Maison-Blanche. Le 9 juin 2011, alors que le Gabon

présidait le Conseil de sécurité des Nations unies pour tout le mois, Ali Bongo a été le premier chef d'État d'Afrique francophone à être reçu par Barack Obama. Le pays avait intégré le Conseil le 1^{er} janvier 2010 en tant que membre non permanent pour une durée de deux ans, ce qui avait valu à Ali Bongo d'être reçu successivement par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, puis par la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton. Du pain bénit pour le président gabonais, surnommé « le *globe-trotter* » tant il aime à s'évader du Palais du bord de mer pour être reçu dans le vaste monde.

Dans le domaine des affaires, les grands groupes français (Total, Castel, Bolloré, Veolia, Rougier...) et leurs cent cinquante filiales maintiennent leurs positions au Gabon – qui garde des allures de petit village gaulois avec ses plus de treize mille ressortissants français –, mais Ali Bongo a pris langue avec de nouveaux partenaires dans des secteurs stratégiques. Le groupe américain Bechtel dirige désormais l'Agence nationale des grands travaux ; le groupe singapourien Olam a planté dans le Woleu-Ntem (nord du pays) plus de 50 000 ha d'hévéas et de palmiers à huile ; l'Indien Tata a en projet un complexe de production d'engrais ; l'Israélien Mori s'intéresse à des fermes agropastorales ; le *trader* suisse Gunvor enlève des cargaisons de pétrole brut ; quant aux Russes Gazprom et Lukoil, ils ont un pied dans le palais d'Ali Bongo pour se voir attribuer des permis. En septembre 2012, la présidence de la République gabonaise affirmait que plus de 4 milliards de dollars d'investissements directs étrangers avaient été enregistrés depuis 2010 « dans le cadre de la signature de contrats avec des entreprises américaines, asiatiques et européennes ». Le nouvel ordre de préséance au palais ?

Le communicant Richard Attias – époux de Cécilia, l'ex-Mme Sarkozy –, qui prépare pour mai 2014 la troisième édition de son New York Forum Africa (NYFA) à Libreville, a bien compris qu'Ali Bongo cherchait à intéresser à son pays des personnalités situées hors de la sphère française. Il a ainsi tenté en 2013 de faire venir le cinéaste et producteur Spike Lee, chanteur de la communauté afro-américaine et intéressé par les problèmes sociaux et identitaires des minorités. Mais le réalisateur de *Malcolm X* et de *Do the Right Thing* a renoncé à participer au forum, sans doute sous la pression des opposants de la société civile gabonaise. En revanche, les anciens présidents de l'Afrique du Sud Frederik W. De Klerk et du Nigeria Olusegun Obasanjo étaient présents, de même qu'Isabel Dos Santos, la fille du président angolais, puissante femme d'affaires qui rachète actuellement les plus grandes entreprises du Portugal, l'ancienne puissance coloniale. Richard Attias mobilise également de nombreux hommes d'affaires marocains. Né à Fès, il connaît les relations

privilégiées qu'entretient Ali Bongo avec le roi Mohammed VI. Au-delà de leurs intérêts d'État, tous deux partagent la passion des belles voitures. L'ancien patron de l'écurie Ferrari, Jean Todt, qui préside déjà l'Automobile Club du Gabon, est un autre pilier du NYFA⁶.

Ali Bongo a aussi réussi à signer en 2011 un accord avec l'Académie des sciences de New York pour financer de jeunes chercheurs. L'honnêteté commande de préciser que l'admission au sein de cette académie ne se fait pas par élection ou cooptation, mais sur simple versement d'une cotisation...

Paris : loin des yeux, loin du cœur

L'affaire des biens mal acquis agace profondément Ali Bongo. Cette procédure pour « recel de détournement de biens publics et complicité » a été engagée à Paris en 2007 par les associations Sherpa et Transparency International contre cinq chefs d'État africains et leurs familles. Omar Bongo figurait en tête de liste des mis en cause. Ali Bongo a toujours déclaré qu'il n'était pas concerné. Sous-entendu : « Lui, c'est lui, moi, c'est moi. » Désormais, quand le président gabonais achète un hôtel particulier à Paris, comme celui de la famille Pozzo di Borgo, rue de l'Université, pour 77 millions d'euros, c'est au nom du gouvernement gabonais et sous immunité diplomatique... Le gestionnaire de cet ensemble immobilier est Maixent Accrombessi, le propre directeur de cabinet du « chef ». Ali Bongo a bien laissé traîner quelques preuves de ses achats personnels de Mercedes haut de gamme ou de Ferrari, mais ce ne sont que des broutilles quand on sait qu'il a confié sa défense à des ténors du barreau parisien, tels Patrick Maisonneuve, Pierre Haïk ou encore Éric Dupond-Moretti.

À Paris, c'est la vision géostratégique des officiers généraux de l'état-major présidentiel qui dicte la manière de traiter Ali Bongo. Pour eux, le Gabon offre à la France des facilités aéroportuaires et portuaires uniques dans la région. D'où le maintien sur place du 6^e BIma et de neuf cents militaires français. Même si François Hollande n'a aucune affinité personnelle ni politique avec le président gabonais, il le reçoit à l'Élysée comme un « allié » africain. Après une première rencontre d'État à État le 5 juillet 2012, Ali Bongo a été invité à revenir le 5 juin 2013 pour fêter, avec ses pairs africains, la remise du prix Félix-Houphouët-Boigny de l'Unesco à François Hollande pour son implication dans la crise malienne.

Toutefois, d'une manière générale, n'ayant pas de carton d'invitation en bonne et due forme, Ali Bongo évite soigneusement

Paris. Il préfère l'anonymat de Londres. Pour vivre heureux, vivons cachés. Ses enfants étudient dans de bonnes écoles britanniques et son épouse Sylvia a ses habitudes au pays de la reine. En novembre 2012, il a été reçu par le Premier ministre David Cameron à la Chambre des lords, à la Royal African Society, à Chatham House... Une tournée digne d'un membre du Commonwealth, ce que n'est pas (encore) le Gabon. Rappelons qu'il n'y a toujours pas d'ambassade de Grande-Bretagne à Libreville, mais déjà une mission économique ! Ali Bongo fréquente aussi beaucoup le prince Charles et ses associations de défense de l'environnement. Pour faire parler de lui dans la City, il a choisi pour lobbyiste Anthony McCall-Judson, du cabinet The London Global Consultancy, spécialisé dans l'Afrique. Le cabinet correspondant à Washington est Scribe Strategies & Advisors, de Joseph J. Szlavik, lobbyiste de longue date du gouvernement gabonais.

Mais le vrai pied de nez d'Ali Bongo à la France et à François Hollande se produit en marge du 14^e sommet de la francophonie qui se tient à Kinshasa, au Congo, les 13 et 14 octobre 2012. Quelques jours avant l'ouverture du sommet, Ali Bongo se rend en visite officielle à Kigali, au Rwanda, pour annoncer que le Gabon va, à l'instar de ce pays anciennement francophone, introduire l'anglais comme langue officielle au même titre que le français. À l'heure de la mondialisation, il ne faut sans doute voir aucune offense ni aucune provocation dans ce choix. En revanche, le *timing* et le lieu rendent très clair le message politique envoyé à Paris. Depuis le génocide rwandais, la France entretient des relations ambiguës avec le président Paul Kagame. Bien que son pays se soit retiré en 2009 de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, dont le siège se trouve à Libreville, Paul Kagame chouchoute Ali Bongo. Les deux chefs d'État se sont longuement rencontrés quelques semaines auparavant à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Tous deux détestent ceux qu'ils appellent « les donneurs de leçons occidentaux ». Le président rwandais est surtout virulent contre la Cour pénale internationale, qui, dit-il, « humilie » les Africains. Dans le rapport d'enquête du juge rwandais Mucyo, ce nouvel ami d'Ali Bongo met aussi en cause pour « complicité de génocide » trente-trois personnalités françaises, militaires et civiles, en fonction pendant la période de cohabitation 1990-1994. La liste va d'Édouard Balladur à Alain Juppé, en passant par Dominique de Villepin, Hubert Védrine et tous les généraux favoris de François Mitterrand, dont Christian Quesnot, son chef d'état-major particulier. On choisit ses amis, pas sa famille ! Adieu papa, adieu la tour Eiffel...

2. Jacques Foccart, *Foccart parle*, t. II, *op. cit.*
3. Entretien avec l'auteur, 7 octobre 2013.
4. Entretien avec l'auteur, juillet 2008.
5. *La Lettre du continent*, 18 février 2010.
6. *La Lettre du continent*, 30 octobre 2013.

CONCLUSION

« Je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique. » Ce n'est pas le 6 mai 2012, au soir de son élection à la présidence de la République française, que François Hollande prononce ces mots, mais le 2 février 2013 à Bamako, capitale du Mali, où il apparaît transpirant, emporté, victorieux. Au milieu des drapeaux bleu-blanc-rouge et des cris – « Merci, papa Hollande ! », « Vive la France, vive Hollande ! » –, le président français est galvanisé. À sa seule initiative, l'armée française vient de reprendre le nord du Mali des mains des djihadistes. À ses côtés, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, peu connu pour sa sensibilité tiers-mondiste, verse une larme. L'accueil du peuple malien a surpris et troublé ces « héros du jour ».

François Hollande revient à Bamako le 19 février 2013 pour l'intronisation du nouveau président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, dit « IBK ». C'est un camarade. En conférence de presse, Hollande raconte en effet qu'IBK se trouvait à Brest en 1997 lors de sa propre nomination à la tête du PS : « Il était Premier ministre du Mali. C'est à ce moment-là que nous avons appris à nous connaître. Il était socialiste à sa façon, comme nous, d'ailleurs, nous le sommes à la nôtre. Mais, aujourd'hui, ce n'est pas un socialiste qui est avec un socialiste. C'est le président du Mali qui est avec le président de la République française. » Certes. Difficile tout de même de gommer la très grande proximité entre les deux chefs d'État. IBK a toujours fréquenté les colloques du député-maire socialiste d'Évry, Manuel Valls. Il est même venu se ressourcer à la fondation Jean-Jaurès, un groupe de réflexion du PS, entre les deux tours de l'élection présidentielle malienne. À huis clos. Il connaît donc « son monde » à Paris. Et a déjà une ligne rouge directe avec l'Élysée...

L'Afrique demeure essentielle pour tout président français. Dès qu'il pose un pied dans une capitale africaine, surtout celle d'une ancienne colonie, le grand chef blanc est fêté comme nulle part ailleurs. Il fond dans l'émotionnel, abandonne toute intimité et se retrouve à la merci de ses « amis » dirigeants africains. Voilà pour l'Afrique de nuit. Le volet rationnel et occidental de l'Afrique de jour est lui aussi indispensable. Tout nouveau locataire de l'Élysée réalise vite que ses alliés ne s'adressent à lui – et ne le prennent au sérieux – que sur les

dossiers du continent, dont il est supposé être l'expert. La France ne doit-elle pas son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU autant à l'Afrique qu'à sa force de dissuasion nucléaire ? Raison d'État, paternalisme, culpabilité, intérêts personnels : tout se mêle dans les relations ambiguës entre la France et ses anciennes colonies. François Hollande n'est pas le premier président français à être marabouté par l'Afrique et ses dirigeants.

L'Élysée marabouté

On a vu comment de Gaulle avait été instrumentalisé, à la fin des années 1960, par l'ancien président Félix Houphouët-Boigny pour engager clandestinement la France dans la guerre du Biafra, au Nigeria. Valéry Giscard d'Estaing avait pour l'Afrique les yeux du chasseur de grands fauves. Une passion aveugle. De son propre aveu, l'affaire des diamants de Bokassa a contribué à son échec à l'élection présidentielle de 1981. Comment Giscard, brillant inspecteur des finances, polytechnicien et énarque, a-t-il pu encourager le sacre de son « cousin Bokassa », ancien adjudant-chef de l'armée coloniale, comme empereur de Centrafrique, en fournissant lui-même les chevaux de son carrosse ? Mystère du bois sacré.

En 1990, le vent d'est soulevé par la chute du mur de Berlin souffle sur le Sud. La *Paristroika* est timidement amorcée par le discours de François Mitterrand lors du sommet France-Afrique de La Baule : « Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement », écrivent les nègres blancs du président. Juste de belles rimes. Dans le même temps, François Mitterrand offre un formidable gage de connivence à ses homologues africains en nommant son propre fils, Jean-Christophe, conseiller Afrique de l'Élysée. Traitant souvent les dossiers africains chez lui, au petit déjeuner, avec son fils, François Mitterrand a lui aussi méjugé les dirigeants africains. Pour le meilleur et pour le pire. En 1990, il vole au secours du président rwandais Juvenal Habyarimana, perçu comme un modèle de démocratie version « La Baule ». Un leurre. Il meurt dans un attentat contre son avion le 6 avril 1994, et le génocide qui s'ensuit contre l'ethnie tutsie est tout sauf spontané. Soutenu depuis son exil ougandais par les Anglais et les Américains, Paul Kagame, le leader du Front patriotique rwandais, prend le pouvoir à Kigali. Il abandonne très vite la langue de Voltaire pour celle de Shakespeare et poursuit Paris de sa vindicte. Il devient le maître du jeu dans toute la région. Il l'est toujours au moment où ces lignes sont écrites.

Quand Jacques Chirac s'installe à l'Élysée en 1995, c'est encore dans l'esprit des années 1970 et du marabout Jacques Foccart – qui

disparaît deux ans plus tard – qu'il appréhende l'Afrique. Il pleure sincèrement l'ancien président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Il sous-estime Laurent Gbagbo, l'opposant de toujours du « Vieux », élu président de la Côte d'Ivoire en 2000. En 2003, Chirac et son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, traitent Gbagbo comme un sous-préfet en marge d'un sommet humiliant pour le président ivoirien. Malgré une rébellion et un pays coupé en deux, Laurent Gbagbo se maintiendra au pouvoir jusqu'en 2010 et survivra politiquement à Jacques Chirac : son rêve inavoué...

C'est Nicolas Sarkozy qui vient à bout de Laurent Gbagbo, le 11 avril 2011, en le neutralisant dans son bunker de Cocody pour permettre aux forces de son ami Alassane Ouattara de prendre le pouvoir. Toutefois, même devant la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo a gagné son bras de fer contre l'ancienne puissance coloniale. De la même façon, Nicolas Sarkozy sera profondément humilié par Muammar Kadhafi avant de s'attaquer à lui pour sauver les rebelles de Benghazi. Qui a oublié l'image du colonel sur le perron de l'Élysée, le 12 décembre 2007, poing levé, avec un Nicolas Sarkozy crispé à ses côtés ? Les plus grands patrons du CAC 40 étaient ensuite allés s'incliner devant le « terroriste repent », sous la tente qu'il s'était fait dresser dans les jardins de l'hôtel de Marigny jouxtant l'Élysée. Kadhafi avait appâté Sarkozy avec la perspective d'une commande exclusive d'armements pour environ 14 milliards de dollars, transaction qui devait, expliqua alors le président français, « générer plus de trente mille emplois ». Dans la *shopping list* figuraient quatorze Rafale, trente-cinq hélicoptères Tigre, Fennec et EC-135, six navires, des blindés, des radars de défense aérienne, etc. Las ! à la date butoir du 1^{er} juillet 2008 pour la signature du contrat, l'encre avait séché dans le stylo. Cela n'avait pas empêché Kadhafi de faire affaire avec les Russes pour ses avions de chasse et avec l'Italie de son ami Silvio Berlusconi pour le reste. Nicolas Sarkozy pouvait serrer les dents, furieux. Le colonel l'avait ridiculisé. On connaît la suite.

Investi à l'Élysée le 15 mai 2012, François Hollande est arrivé sans masque africain et avec quelques velléités de rupture. Pour l'heure, cependant, c'est en tant que chef de guerre au Mali que son nom sera inscrit dans les livres d'histoire. Le leader socialiste arrive au pouvoir au moment où la France se voit plus que jamais contrainte de quémander auprès des dirigeants africains. Un exemple parmi d'autres : le différend avec José Eduardo dos Santos, dit « Zedu ». Le président angolais menaçait de représailles Total et ses fantastiques gisements en mer si son « mandataire », Pierre Falcone, restait poursuivi par la justice française pour trafic d'armes dans l'affaire de l'Angolagate. La cour d'appel de Paris a reconnu l'« immunité » de

Pierre Falcone le 29 avril 2011. À la tête d'une importante délégation d'hommes d'affaires français, Laurent Fabius s'est rendu à Luanda le 31 octobre 2013 pour convier Zedu à une visite officielle en France. Le leader angolais a accepté du bout des lèvres de revenir dans ce pays où il ne mettait plus les pieds depuis le déclenchement de l'affaire. Le ministre français des Affaires étrangères a également demandé à Zedu un assouplissement de sa politique de visas à l'égard des expatriés du *business* français. Zedu a dit qu'il allait réfléchir... Merci patron !

Un « prix politique » pour les bases militaires

Certains dirigeants africains ont aussi pris sur Paris pour le maintien de ses bases militaires sur leur sol. Ces présidents retournent à leur profit la renégociation des accords de défense franco-africains qui dataient de la guerre froide. Puisque la France ne leur garantit plus la sécurité par des interventions en cas de problèmes intérieurs, elle doit passer à la caisse et ne pas être trop regardante sur les droits de l'homme. Le cas de Djibouti en est une bonne illustration. Présent à Addis-Abeba, le 25 mai 2013, pour fêter les cinquante ans de l'Union africaine, François Hollande a rencontré le président djiboutien Ismail Omar Guelleh, dit « IOG ». Il n'a pas évoqué avec lui l'assassinat à Djibouti du juge français Bernard Borrel, le 18 octobre 1995 – une affaire toujours pas élucidée –, mais l'a remercié de son soutien aux opérations de l'armée française dans la Corne de l'Afrique à partir de la base logistique de Djibouti. Les militaires français stationnés là ont dû faire une « petite place » à deux mille cinq cents soldats américains et à leurs drones Predator, installés au camp Lemonnier, une ancienne base de la Légion étrangère française, ainsi qu'à des contingents militaires allemands et japonais. « IOG » a l'embarras du choix...

De même, François Hollande est l'obligé du président tchadien Idriss Déby et de son homologue gabonais Ali Bongo. C'est à partir des bases tricolores installées dans ces deux pays qu'il a pu décider d'engager 1 600 soldats des troupes de marine pour sécuriser la Centrafrique, au bord de la guerre civile avec l'ingérence de pays voisins. Après avoir tergiversé au lendemain du coup d'État de mars 2013 – qui a vu une coalition hétéroclite, la *seleka* (« alliance » en sango), renverser le président François Bozizé –, François Hollande a lancé l'opération Sangaris (nom de code qui est celui d'un petit papillon rouge) en attendant une coordination efficace des pays de la région d'Afrique centrale, puis une mission des Nations unies. Là encore, la France opère seule dans son ancien pré carré africain pour une opération

militaro-humanitaire, tandis que ses partenaires occidentaux et les nouvelles puissances émergentes (Chine, Inde, Brésil...) ne se préoccupent que de développer de nouvelles affaires sur ce gigantesque marché en devenir.

Good morning China

Sur le plan économique aussi, les leaders africains ont le monde entier dans leur salle d'attente. Le continent dispose de 10 % des réserves de pétrole de la planète, alors que son hinterland n'a pas encore vraiment été exploré. Ses richesses minières sont également considérables : il détient plus de 80 % du platine et du chrome du monde, et plus de 60 % du manganèse et du cobalt, si précieux pour les puces des téléphones mobiles. Dernier bastion français dans le secteur minier : l'uranium du Niger, stratégique pour la vente des centrales d'Areva et surtout – c'est moins connu – pour la force de dissuasion nucléaire française. Dernière position dominante dans les eaux profondes du golfe de Guinée : le pétrole et le gaz du groupe Total.

« La main qui reçoit est toujours en dessous de la main qui donne », disait l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ. Paris n'est plus le donneur d'ordres, mais il ne le sait pas encore. Il se croit encore aimé alors qu'il n'intéresse plus. L'Afrique a changé sans que son « papa » autoproclamé en soit informé. La France n'est plus le principal partenaire de l'Afrique : elle n'est plus que le cinquième exportateur mondial vers l'Afrique subsaharienne derrière la Chine, l'Inde, les États-Unis et même l'Allemagne. Certes, cent quarante mille Français résident en Afrique, essentiellement dans les pays francophones. Ils se considèrent comme des autochtones et pestent toujours contre les étrangers – autres Occidentaux ou Asiatiques – qui débarquent « chez eux ». À leurs côtés, invisibles et silencieux, vivent en autarcie sur les chantiers plus d'un million de Chinois bâtisseurs. On dénombre soixante-dix mille Chinois en Angola – à rapprocher des cinquante mille Français que l'on comptait encore en Côte d'Ivoire au début des années 1980. C'est le système des vases communicants : globalement, la part des entreprises françaises en Afrique subsaharienne est passée de 16 % en 2000 à moins de 10 % en 2010, alors que, sur la même période, celle des entreprises chinoises a grimpé de 4 % à 14 %. *Dumping*, concurrence déloyale et aide liée de la part des entreprises chinoises, tempêtent les patrons français.

Pas toujours, rétorquent les sénateurs Jean-Marie Bockel et Jeanny Lorgeoux, auteurs du rapport sénatorial *L'Afrique est notre avenir*¹. Inquiets de voir « les entreprises françaises du BTP [...] évincées des

marchés d'Afrique francophone et peu présentes dans l'Afrique anglophone », ils citent en exemple les projets remportés par des groupes chinois 30 % moins chers et « en tout point conformes aux normes environnementales et sociales exigées ». Les deux parlementaires sont peu suspects de jouer contre leur camp, puisqu'ils s'emploient à inciter le patronat français à se réveiller et à aller réinvestir sur ce continent. « Alors que les investisseurs chinois et indiens se ruent pour investir en Afrique, certaines entreprises françaises vendent leurs participations dans des groupes de télécommunications africains ou des banques de détail. » Et de rappeler la vente la plus « symbolique » de l'année 2012 : la cession par le groupe Pinault au Japonais Toyota de CFAO, géant de la distribution automobile et pharmaceutique en Afrique, et sans doute le plus vieux comptoir français de l'empire colonial.

Bientôt plus de Nigériens que d'Américains

Dans cinquante ans, l'Afrique sera le continent le plus peuplé du monde, voyant sa population passer de 1 à 2 milliards d'habitants. Avant 2050, la population africaine sera supérieure à celle de la Chine ou à celle de l'Inde, et trois fois supérieure à celle de l'Europe. Et jeune, en plus ! Déjà, deux Africains sur trois ont moins de vingt-cinq ans. Un chiffre rend la situation encore plus concrète : en 2050, il y aura sur terre plus de Nigériens (340 millions) que d'Américains (315 millions). D'ici à 2030, dans trois pays africains sur quatre, plus de la moitié de la population vivra en ville.

Cette explosion démographique est perçue à Paris comme une mauvaise nouvelle, source d'une forte capacité de nuisance. Dans les pays émergents, au contraire, l'Afrique apparaît comme *the place to be* : un potentiel de 300 millions de consommateurs dans les prochaines années, tous avec un portable dans chaque main...

Au grand jeu de poker africain, la France n'arrive plus à suivre. La Chine a mis 250 millions de dollars sur la table pour construire le nouveau siège de l'Union africaine à Addis-Abeba. Un immeuble de vingt étages : qui dit mieux ? Côté américain, ce sont les privés qui s'assoient autour du tapis vert. La fondation Bill-Gates a investi 2 milliards de dollars dans le secteur de la santé en 2012, soit deux fois plus que l'Organisation mondiale de la santé elle-même. La France peut-elle espérer garder le monopole de la formation des élites africaines, au moins francophones ? Pas vraiment. « Nos amis africains », comme aiment à les appeler les responsables français, fuient après avoir attendu leur visa pendant des heures. Ils s'envolent pour Londres, San Francisco, Le Cap, et surtout le Maroc dans le cas

des étudiants francophones. Avant de filer peut-être vers Pékin : le gouvernement chinois a décidé de tripler les bourses à destination des étudiants africains. Les instituts Confucius leur ouvrent toutes grandes leurs portes, avec à la clé distribution gratuite de stylos pour signer les contrats de demain.

Missionnaires, comptoirs et militaires, que reste-t-il de vos amours ? Le drapeau tricolore ne flotte plus que sur les bases militaires en Afrique. Le président François Hollande s'est raccroché au thème de la sécurité pour mobiliser autour de lui, à Paris, en décembre 2013, des dirigeants africains qui, pour le reste, ont perdu la direction de l'Hexagone. Ce qui n'a rien d'étonnant : après tout, la Françafrique est depuis longtemps déjà leur AfricaFrance, mais ils se sont bien gardés de nous le dire.

1. « L'Afrique est notre avenir », rapport sénatorial au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, octobre 2013.

REMERCIEMENTS

Merci à tous ceux qui m'ont raconté mille et une anecdotes sur leurs relations, professionnelles et personnelles, avec un continent qui les passionne.

Toutes mes amitiés à mes confrères de la société Indigo Publications, dirigée par Maurice Botbol – une mine d'informations sur « qui est qui » et « qui fait quoi » en Afrique, dans laquelle j'ai allégrement puisé pour documenter ce livre. Et je n'oublie pas que nous avons travaillé ensemble, pendant près de trente ans, dans un esprit de totale indépendance.

Merci à tous les Africains qui m'ont laissé entrevoir la complexité et la richesse de leurs vies.

Ce livre doit aussi beaucoup à la qualité de relecture et aux remarques éclairées d'Élise Roy.

Index

Accrombessi Maixent [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Agullo Carlos [1](#)

Ahidjo Ahmadou [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)

Ahmadinejad Mahmoud [1](#)

Akotey Mohamed [1](#), [2](#), [3](#)

Alliot-Marie Michèle [1](#)

Amadou Hama [1](#)

Ashkenazi Léon [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Assad Bachar al- [1](#)

Atangana Michel Thierry [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Attias Cécilia (Cécilia Ciganer-Albéniz, puis Cécilia Sarkozy) [1](#), [2](#), [3](#),
[4](#)

Attias Richard [1](#), [2](#)

Aubin de La Messuzière Yves [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Avon Louise [1](#)

Bailleul André [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)

Balladur Édouard [1](#)

Balme Patricia [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)

Ban Ki-moon [1](#), [2](#)

Bat Jean-Pierre [1](#)

Bauer Alain [1](#), [2](#)

Beaucé Thierry de [1](#)

Béhidi Joseph [1](#)

Bemba Jean-Pierre [1](#)

Ben Yahmed Béchir [1](#)

Ben Yahmed Danielle [1](#)

Benoit Cyril [1](#), [2](#)

Benoit Jean-Paul [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Benoliel Pierre [1](#)

Benquet Patrick [1](#), [2](#), [3](#)

Berlusconi Silvio [1](#)

Bernard Raymond [1](#), [2](#)

Beth Emmanuel [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Beth Frédéric [1](#)

Bichelot Raymond [1](#)

Bigot Laurent [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#)

Bikimo Oumar [1](#)

Biya Paul [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#)

Blair Tony [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Bockel Jean-Marie [1](#), [2](#), [3](#)

Bokassa Jean-Bedel [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Bolloré Vincent [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#)

Bongo Ali [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#)

Bongo Frédéric [1](#)

Bongo Inge Alia (Inge Lynn Collins) [1](#), [2](#)

Bongo Omar [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#)

Bongo Pascaline [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Bonnecorse Michel de [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Bord Corinne [1](#)

Borrel Bernard [1](#)

Botha Roelof Frederik Pik [1](#), [2](#)

Bourgi Albert [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Bourgi Robert [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)

Boutros-Ghali Boutros [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Bouygues Francis [1](#)

Bouygues Martin [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#)

Bouygues Olivier [1](#)

Boyon Michel [1](#), [2](#)

Bozizé François [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Bruni-Sarkozy Carla [1](#), [2](#), [3](#)

Camara Moussa Dadis [1](#), [2](#)

Camdessus Michel [1](#), [2](#), [3](#)

Cameron David [1](#), [2](#)

Cane Dominique [1](#)

Castel Pierre [1](#), [2](#), [3](#)

Castres Didier [1](#), [2](#)

Chafi Moustapha Ould Limam [1](#)

Chalandon Albin [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Charles, prince [1](#)

Chevènement Jean-Pierre [1](#)

Chirac Jacques [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#)

Clément-Bollée Bruno [1](#)

Clinton Hillary [1](#)

Cocteau Jean [1](#)

Compaoré Blaise [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#)

Condé Alpha [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#)

Conté Lansana [1](#), [2](#), [3](#)

Copé Jean-François [1](#), [2](#)

Cot Jean-Pierre [1](#)

Curtis Guillaume [1](#), [2](#), [3](#)

Dati Rachida [1](#), [2](#)

De Klerk Frederik [1](#)

Debré Bernard [1](#)

Déby Idriss [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#)

Decaux Alain [1](#)

Delon Alain [1](#)

Delors Jacques [1](#)

Deneuve Catherine [1](#)

Desmarest Thierry [1](#), [2](#)

Diallo Cellou Dalein [1](#), [2](#), [3](#)

Diendéré Gilbert [1](#), [2](#)

Dieng Ousmane Tanor [1](#)

Diori Hamani [1](#), [2](#), [3](#)

Diouf Abdou [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)

Djibo Salou [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Donnedieu de Vabres Renaud [1](#)

Dos Santos Isabel [1](#)

Douste-Blazy Philippe [1](#)

Ducos Emmanuelle [1](#)

Dumas Roland [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Dupond-Moretti Éric [1](#)

Dupuch Michel [1](#), [2](#), [3](#)

Eduardo dos Santos José [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Edzoa Titus [1](#)

Eiffel Gustave [1](#)

Eigen Peter [1](#), [2](#)

Emmanuelli Xavier [1](#)

Esso Laurent [1](#)

Eyadema Gnassingbé [1](#), [2](#), [3](#)

Eyinga Abel [1](#)

Fabius Laurent [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#)

Fabre Robert [1](#)

Falcone Pierre [1](#), [2](#)

Feliciaggi Robert [1](#)

Félix-Paganon Jean [1](#), [2](#)

Fillon François [1](#)

Foccart Jacques [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#)

Foellner Jean-Charles [1](#), [2](#), [3](#)

Folloroux Jean [1](#)

Fontbonne Paul [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Fouks Stéphane [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Gain Bruno [1](#), [2](#), [3](#)

Gaulle Charles de [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#)

Gbagbo Laurent [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#)

Giacomoni André [1](#)

Giscard d'Estaing Valéry [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Gliniasty Jean de [1](#), [2](#)

Gnassingbé Faure [1](#)

Gompertz Stéphane [1](#)

Gorce Gaëtan [1](#)

Guéant Claude [1](#), [2](#), [3](#)

Guéï Robert [1](#)

Guelleh Ismail Omar [1](#), [2](#)

Guigou Elisabeth [1](#)

Habré Hissène [1](#), [2](#), [3](#)

Habyarimana Juvénal [1](#)

Haïk Pierre [1](#)

Hampâté Bâ Amadou [1](#)

Herez Maher [1](#)

Hollande François [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#)

Holzer Dieter [1](#), [2](#)

Houdray Pierre [1](#)

Houphouët-Boigny Félix [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#)

Ibni Oumar Hicham [1](#)

Illoy Loubath Imumba I^{er} : voir Makoko (roi) [1](#)

Imbot René [1](#), [2](#)

Imbot Thierry [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Inácio Lula da Silva Luiz [1](#)

Issoufou Mahamadou [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#)

Itno Mahamat Idriss Déby [1](#)

Iyad Ag Ghali [1](#)

Jaber Abbas [1](#), [2](#), [3](#)

Jackson Michael [1](#), [2](#)

Jacobson Mandy [1](#)

Jaffré Philippe [1](#), [2](#), [3](#)

Janier André [1](#)

John Elton [1](#)

Joly Eva [1](#)

Jonathan Goodluck [1](#)

Joubert Bruno [1](#), [2](#), [3](#)

Journiac René [1](#)

Jouyet Jean-Pierre [1](#), [2](#)

Joxe Pierre [1](#)

Joyandet Alain [1](#)

Juppé Alain [1](#), [2](#), [3](#)

Kabila Joseph [1](#), [2](#), [3](#)

Kadhafi Muammar al- [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Kagame Paul [1](#), [2](#), [3](#)

Katz Michel [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Kazura Jean-Bosco [1](#)

Keïta Ibrahim Boubacar [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Khamenei Ali [1](#)

Kirsch Martin [1](#)

Kohl Helmut [1](#)

Kombo Ernest [1](#)

Konan Bédié Henri [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Kouchner Bernard [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#)

Kountché Seyni [1](#), [2](#)

Labertit Guy [1](#), [2](#), [3](#)

Lagarde Christine [1](#), [2](#), [3](#)

Lauvergeon Anne [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#)

Lavrilleux Jérôme [1](#)

Lavrov Sergueï [1](#)

Le Caro Alain [1](#), [2](#)

Le Drian Jean-Yves [1](#)

Le Floch-Prigent Loïk [1](#), [2](#), [3](#)

Le Gal Hélène [1](#)

Le Lidec Gildas [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Lee Spike [1](#)

Lellouche Pierre [1](#), [2](#)

Léotard François [1](#)

Léthier Pierre [1](#)

Levitte Jean-David [1](#), [2](#), [3](#)

Lévy André [1](#)

Lévy Bernard-Henri [1](#), [2](#), [3](#)

Lissouba Pascal [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Loncle François [1](#), [2](#)

Lorgeoux Jeanny [1](#)

Louis-Dreyfus Margarita [1](#)

Madelin Alain [1](#), [2](#)

Maisonneuve Patrick [1](#)

Makoko (roi) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Mandela Nelson [1](#)

Marchandise Jacques [1](#)

Marenches Alexandre de [1](#)

Margerie Christophe de [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Mariani Thierry [1](#)

Marx Karl [1](#)

Massamba Cléophas Kamitatu [1](#)

Massaoudou Hassoumi [1](#), [2](#)

Mauricheau-Beaupré Jean [1](#)

Mba Abessole Paul [1](#)

Mba Léon [1](#), [2](#)

Mba Obame André [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Mbeki Thabo [1](#)

McCall-Judson Anthony [1](#)

Méaux Anne [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Medvedowsky Alexandre [1](#), [2](#)

Meir Golda [1](#)

Messier Jean-Marie [1](#)

Messmer [1](#)

Mestrallet Gérard [1](#)

Métaireau Yves [1](#)

Meyoukhas Meir [1](#), [2](#)
Meyuhas Sami [1](#)
Mignard Jean-Pierre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Mindaoudou Aïchatou [1](#)
Mitterrand François [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),
[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#)
Mitterrand Jean-Christophe [1](#), [2](#), [3](#)
Mobutu Sese Seko [1](#), [2](#)
Mohammed VI [1](#)
Montebourg Arnaud [1](#)
Montessus Sébastien de [1](#), [2](#)
Moscovici Pierre [1](#), [2](#)
Moussavou Germain Ngoyo [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Mucyo Jean de Dieu [1](#)
Namur Gilles de [1](#), [2](#)
Napoléon III [1](#)
Ndiaye Mankeur [1](#)
Ndongo Salif [1](#)
Noah Yannick [1](#)
Normand Nicolas [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Obama Barack [1](#), [2](#)
Obasanjo Olusegun [1](#)
Obiang Nguema Mbasogo Teodoro [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Ockrent Christine [1](#)
Ollivier Jean-Yves [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),
[17](#), [18](#)
Olympio Gilchrist [1](#)
Omnes Yvon [1](#), [2](#)
Ouattara Alassane Dramane (ADO) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#),
[12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#),
[30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#),
[48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#)

Ouattara Dominique (Dominique Nouvian-Folloroux) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#)

Oumarou Seyni [1](#)

Parant André [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Pasqua Charles [1](#), [2](#), [3](#)

Patassé Ange-Félix [1](#)

Pecqueur Michel [1](#)

Penne Guy [1](#), [2](#)

Pierre-Bloch Jean-Pierre [1](#), [2](#)

Pigasse Jean-Paul [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Pigasse Matthieu [1](#)

Pin Dominique [1](#), [2](#), [3](#)

Pinault François [1](#)

Pisier Évelyne [1](#)

Polge de Combret François [1](#), [2](#), [3](#)

Pompidou Georges [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Proglia Henri [1](#)

Puga Benoît [1](#), [2](#), [3](#)

Quesnot Christian [1](#), [2](#), [3](#)

Raffarin Jean-Pierre [1](#), [2](#), [3](#)

Raimond Jean-Bernard [1](#)

Raphaël-Leygues Jacques [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Ravalomanana Marc [1](#)

Reiss Clotilde [1](#), [2](#), [3](#)

Reveyrand de Menthon Michel [1](#)

Rideau Bernard [1](#), [2](#)

Rigault Jacques [1](#)

Robichon Christine [1](#)

Rocard Michel [1](#), [2](#)

Rodriguez Kito [1](#)

Roisin Jean-Didier [1](#), [2](#), [3](#)

Roume Ernest [1](#)

Roussely Jacques [1](#)

Roussin Michel [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#)

Routier Airy [1](#)

Rowland Roland Tiny [1](#)

Royal Ségolène [1](#)

Rufin Jean-Christophe [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)

Saibou Ali [1](#)

Saleh Ibni Oumar Mahamat [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)

Sales Jacques [1](#)

Sall Macky [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#)

Sankara Thomas [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Sarkozy Nicolas [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#), [66](#), [67](#), [68](#), [69](#), [70](#), [71](#)

Sassou Nguesso Denis [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#)

Sassou Nguesso Denis Christel [1](#)

Savimbi Jonas [1](#)

Savorgnan de Brazza Pierre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)

Seck Idrissa [1](#)

Séguin Philippe [1](#)

Sékou Touré Ahmed [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Senghor Léopold Sédar [1](#), [2](#), [3](#)

Serey-Eiffel Philippe [1](#), [2](#), [3](#)

Serre Georges [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Sexwale Tokyo [1](#)

Silberzahn Claude [1](#)

Simon Jean-Marc [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Sirleaf Ellen Johnson [1](#)

Sivan Abraham Avi [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Skraburski Marie-Luce [1](#), [2](#)

Smith Stephen [1](#)

Soro Guillaume [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Soros George [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Steinmetz Beny [1](#)

Stifani François [1](#), [2](#)

Strauss-Kahn Dominique [1](#), [2](#)

Strauss Franz Josef [1](#)

Strauss Mark [1](#)

Sueur Jean-Pierre [1](#)

Sur Pierre-Olivier [1](#)

Szlavik Joseph J. [1](#)

Szpiner Francis [1](#)

Taittinger Pierre-Christian [1](#)

Tandja Mamadou [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#)

Tandja Ousmane [1](#)

Tarallo André [1](#), [2](#)

Taylor Charles [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Tchiana Omar Hamidou [1](#)

Terrot Michel [1](#)

Thibault Gilles [1](#)

Todt Jean [1](#)

Tombalbaye François [1](#)

Tomi Jean-Baptiste [1](#)

Tomi Michel [1](#), [2](#)

Touraine Marisol [1](#)

Tourissef Alexandre [1](#)

Traoré Dioncounda [1](#)

Trestournel Yves [1](#), [2](#), [3](#)

Valentin Édouard [1](#)

Valls Manuel [1](#), [2](#)

Van Ruymbeke Renaud [1](#)

Védrine Hubert [1](#), [2](#)

Verhofstadt Guy [1](#)

Vichnievsky Laurence [1](#)

Vilgrain Alexandre [1](#)

Villepin Dominique de [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Volant Stéphane [1](#), [2](#), [3](#)

Wade Abdoulaye [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#)

Wade Karim [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#)

Wajsman Patrick [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Wantz Olivier [1](#)

Wiltzer Pierre-André [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#)

Yade Rama [1](#)

Zebrowski Hervé [1](#), [2](#), [3](#)

Zorgbibe Charles [1](#)

Zuma Jacob [1](#), [2](#)